

VéLa

rité

Revue théorique de la IV^e Internationale



Gaza : un tournant

Pavlusko Imsirovic (1948-2014) :
cinquante ans de combat
pour la IV^e Internationale
en Yougoslavie et dans les Balkans



N° 83

Nouvelle série (n° 689) - septembre 2014 - Prix : 4 euros - 8 FS

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle "La Vérité". On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

Léon Trotsky

VéLa rité

Revue théorique de la IV^e Internationale

- **Notes éditoriales** p. 3
- **Palestine : déclaration du secrétariat international de la IV^e Internationale**
(26 août 2014) p. 9
- **Les accords d’Oslo, vingt et un ans plus tard** p. 13
(Par François Lazar)
- **Le XIII^e Congrès de Socialist Organizer (Etats-Unis)** p. 23
(Par Alan Benjamin)
- **Etat espagnol : le combat pour la République, son contenu politique et social** p. 41
(Par Angel Tubau)
- **La nation mexicaine menacée de dislocation** p. 51
(Par Luis Zapata)
- **Notes de (re)lecture. La discussion sur le “Programme de transition”** .. p. 59
(Par Daniel Gluckstein)
- **Pavlusko Imsirovic (1948-2014), cinquante ans de combat pour la IV^e Internationale en Yougoslavie et dans les Balkans** p. 71

Notes éditoriales

« Israël-Gaza : pas de victoire pour Israël malgré des semaines de dévastations. Les Palestiniens ont gagné : ils sont toujours à Gaza ». C'est sous ce titre que le journaliste Robert Fisk tire le bilan de l'intervention israélienne à Gaza dans le quotidien britannique *The Independent* (29 août 2014).

C'est un fait, reconnu bien au-delà des rangs de la IV^e Internationale : dans les nouveaux déchaînements de la guerre impérialiste qui ont marqué ces mois de l'été 2014 — cent ans après le début de la première guerre impérialiste de 1914-1918, à laquelle *La Vérité* a consacré son dernier numéro —, ce qui s'est passé à Gaza indique une autre voie pour toute l'humanité, celle qu'ouvre la résistance des travailleurs et des peuples dont le combat du peuple palestinien est aujourd'hui la pointe la plus avancée.

Alors qu'une nouvelle intervention impérialiste commençait en Irak et en Syrie (1), que « l'opération antiterroriste » du gouvernement ukrainien (soutenu par l'OTAN) dans l'est du pays provoquait des milliers de morts, de blessés et de réfugiés, et que les guerres de décomposition sous l'égide des grandes puissances continuaient à ravager le Mali, la République centrafricaine, le Sud-Soudan et la République démocratique du Congo... l'intervention israélienne à Gaza a vu se dresser contre elle le peuple palestinien tout entier, infligeant une défaite à l'Etat d'Israël.

Comme l'indique Louisa Hanoune, secrétaire générale du Parti des travailleurs d'Algérie (2) (dans une interview à *Informations ouvrières*, le 27 août 2014) :

« Cette situation est nouvelle, parce que ce n'est pas seulement Gaza qui résiste, qui combat, c'est toute la Palestine, ce sont tous les territoires de la Palestine. Les Palestiniens disent : "Les "accords", les pourparlers... c'est terminé. A chaque fois, on a perdu un peu plus. Nous voulons vivre libres et dans la dignité, nous voulons recouvrer toute notre terre. Nous voulons le droit des peuples à vivre dans la paix." Depuis 1993 et les accords d'Oslo (3), la question centrale du droit au retour des six millions de réfugiés a été étouffée. Je l'ai vue ressurgir avec une telle force aujourd'hui ! Non seulement parmi les réfugiés dans les camps au Liban, dans des manifestations de solidarité en Jordanie, où 80 % de la population est palestinienne, mais aussi à l'intérieur même des territoires, à Gaza. "Nous n'irons nulle part ! Nous refusons de partir, on nous a eus en 1947 et 1948, on nous a chassés en 1967, nous n'irons nulle part. C'est notre terre, c'est là que nous mourrons, qu'ils nous tuent tous, nous ne bougerons pas." En Cisjordanie, à l'intérieur des frontières de 1948 (Etat d'Israël) et dans tous les camps de réfugiés, cette question ressurgit dans les manifestations. Le peuple palestinien est soudé, comme jamais depuis très longtemps, à travers toutes ses composantes, à Gaza, en Cisjordanie, dans les frontières de 1948. C'est dans les frontières de 1948 que cela a commencé, avec

(1) Intervention au nom, cette fois, de la lutte contre le groupe terroriste « Etat islamique », dont Hillary Clinton, dans son livre *Hard choices*, reconnaissait qu'à l'instar d'al-Qaïda, il est à l'origine une création des services américains pour déstabiliser en particulier la Syrie.

(2) Signalons, en Algérie, un meeting commun Parti des travailleurs-UGTA, soutenu par l'Organisation de l'unité syndicale africaine (OUSA), le 24 juillet, pour la défense du peuple palestinien, sur fond de nombreuses mobilisations populaires, dans le seul pays du Maghreb qui n'entretient aucune relation avec l'Etat sioniste.

(3) On lira l'article de François Lazar dans ce numéro.

l'assassinat du jeune de 16 ans. A Nazareth, il y a des affrontements avec la police israélienne chaque jour. Il y a cette unité extraordinaire avec les réfugiés palestiniens. »

Et elle ajoute :

« C'est un point de rupture, une modification radicale de l'état d'esprit, et donc du rapport de force. L'armée israélienne est en train de tuer, mais Israël n'a pas gagné, n'a pas défait le peuple palestinien, la révolution palestinienne.

Bien au contraire ! Lorsque la délégation palestinienne est partie négocier au Caire, sur toutes les chaînes de télévision palestinienne, la population s'adressait à la délégation : nous n'acceptons aucune concession. Le minimum pour nous, c'est la levée du blocus, l'ouverture de l'aéroport, du port, c'est l'arrêt de l'agression et des bombardements, c'est la liberté d'acheminer les produits, les médicaments dont on a besoin, les matériaux pour reconstruire...

La question palestinienne avait été prise en otage par les régimes arabes traîtres de la région, principaux complices dans la tragédie de 1947. Les masques sont tombés par rapport à tous les régimes traîtres arabes, en tête al-Sissi, le président égyptien.

Pour la première fois en Egypte, il n'y a pas de manifestations. Alors que cela a toujours été le premier pays à bouger en faveur de la Palestine. C'est la chape de plomb sur la société égyptienne. Le Qatar et l'Arabie Saoudite auraient demandé au gouvernement israélien d'en finir avec la résistance palestinienne ! Abbas lui-même a été amené à exiger la levée du blocus et à soutenir la résistance, et le Hamas a été amené à reconnaître que la résistance est plurielle. Bien sûr, il y a le Hamas, le FPLP (Front populaire de libération de la Palestine) et d'autres fractions armées, et même le Fatah, qui se revendiquent de la résistance, parce que le peuple la soutient. Les masques sont tombés. D'aucuns pensaient que l'Iran allait bouger, parce que l'Iran a toujours eu comme position la défense de la Palestine, mais non, il y a maintenant d'autres considérants qui entrent en ligne de compte. Cela renforce le fait que la résistance n'a pas été défaite. C'est la résistance palestinienne avec des moyens primaires certes, la résistance populaire, la détermination des Gazaouis à vouloir rester sur place qui ont modifié la donne. Nous ne partirons plus, au contraire, les réfugiés doivent rentrer, disent-ils.

La mobilisation internationale est essentielle. Il y a également les manifestations de Juifs israéliens, à Tel-Aviv notamment. Toutes les chaînes palestiniennes ont montré les manifestations de Juifs israéliens. Nous sommes soutenus, disent les Palestiniens, par des Juifs antisionistes. L'appel des Juifs rescapés et fils de rescapés des camps nazis "Pas en notre nom" a trouvé un écho extraordinaire sur les chaînes palestiniennes. Elles saluent aussi les gouvernements d'Amérique latine qui ont rappelé leurs ambassadeurs. »

Une défaite de l'Etat d'Israël, et donc de son parrain américain, que le peuple palestinien a imposée en réalisant l'unité de toutes ses composantes, non seulement géographiques, mais politiques, contraintes par l'immense pression d'en bas à réaliser un front uni face à l'ennemi pour l'affronter. En ce sens, ce qui s'est passé en Palestine — pointe avancée de la révolution mondiale — est un point d'appui pour le prolétariat international et les peuples opprimés.

C'est le sens de la déclaration (publiée dans ce numéro) adoptée par le secrétariat international de la IV^e Internationale, réuni les 25, 26 et 27 août 2014, au moment même où le peuple palestinien, de Gaza à Ramallah, des territoires de 1948 (Etat d'Israël) aux camps de réfugiés du Liban et de Jordanie, saluait par une explosion de joie le recul imposé, sous sa pression, lors des négociations au Caire.

Dans une résolution d'application, le secrétariat international de la IV^e Internationale soulignait :

« Ce qui se passe en Palestine est un symptôme d'une extrême sauvagerie du développement de la crise qui secoue le système de domination impérialiste à l'échelle mondiale. Il n'y a pire négation du droit à la souveraineté que la négation du simple droit du peuple palestinien à exister.

La folie meurtrière déclenchée par Netanyahu "un pas trop loin" contre la population de la bande de Gaza est une expression concentrée de l'impasse dans laquelle s'enfoncent la domination politique de l'impérialisme à commencer par le plus puissant, l'impérialisme américain.

L'Etat colon, mercenaire de l'impérialisme américain a dit tout haut, devant tous les peuples du monde, avec un cynisme sans précédent, qu'il n'y avait plus qu'une solution pour venir à bout de la résistance toujours renaissante du peuple palestinien : l'extermination pure et simple.

Il a provoqué contre lui, et contre son maître, une vague d'indignation et de colère chez tous les peuples du monde. Une vague de sympathie pour la résistance du peuple palestinien qui concentre dans le moment présent la révolte qui couve sur tous les continents contre le chaos dans lequel la domination impérialiste entraîne l'humanité. Une vague qui menace dans tout son développement "l'ordre mondial".

Netanyahou a contraint Obama, déjà engagé dans une volte-face périlleuse en Irak, à le "contrer" et lui interdire d'aller immédiatement jusqu'au bout de cette extermination, provoquant la plus grave crise politique au sein de son gouvernement depuis la création de l'Etat d'Israël.

Une crise aggravée par le sentiment qu'a pour la première fois la population israélienne que les déluges de feu n'ont pas remporté la victoire. Le ciment sioniste se fissure, de premières manifestations de "défaitisme" ont eu lieu, indiquant qu'un processus de désagrégation a commencé et qu'il va frapper la société israélienne de haut en bas et de bas en haut. Le moteur de ce processus, c'est la résistance du peuple opprimé combattant pour la terre et la liberté.

En contradiction totale avec la barbarie dans laquelle l'Irak et la Syrie sont en train de plonger, le combat du peuple palestinien va tendre, avec notre aide, à apparaître aux peuples du monde entier comme le seul facteur d'ordre dans la région. Et ce au moment où la "solution" des deux Etats est littéralement torpillée par ce qui vient de se passer à Gaza auprès des combattants et des militants immédiatement confrontés à l'implication du Hamas dans les grandes manœuvres diplomatico-militaires en cours.

Toutes les conditions objectives sont réunies pour faire un premier pas dans la voie d'une issue véritable d'une République palestinienne laïque et démocratique, garantissant l'égalité des droits à tous ses citoyens, quelles que soient leur religion et leurs origines, sur les territoires historiques de la Palestine.

Le premier pas concret à apporter au peuple palestinien pour aller dans cette voie, c'est la mobilisation internationale pour l'arrêt inconditionnel des bombardements et pour la levée sans conditions du blocus de Gaza, et l'ouverture d'un port, la réouverture de l'aéroport et la libre circulation aux postes-frontières. Imposer la levée sans conditions du blocus de Gaza c'est imposer à Israël un recul majeur par rapport à sa prétention d'enfermer le peuple palestinien dans un bantoustan sur sa propre terre.

Cette campagne internationale a pour objectif d'abord et avant tout d'apporter l'aide du mouvement ouvrier à la lutte du peuple palestinien — qui vient d'arracher un recul avec l'arrêt des bombardements déclenchant des manifestations de joie dans toute la Palestine et y compris au sein de la population juive. Cette campagne a pour objectif d'établir une jonction entre des secteurs de la population juive d'Israël confrontés à l'impasse dans laquelle les plonge l'Etat théocratique et le combat pour la liberté engagé sur tout le territoire de la Palestine par le peuple palestinien.

Le mouvement ouvrier international ne peut assister impuissant — du fait de la politique des directions officielles de ses organisations — à l'extermination du peuple de Gaza. Il nous revient, nous militants de la IV^e Internationale, de mener la bataille dans chacun de nos pays pour aider tous ceux qui, dans le mouvement ouvrier, cherchent à renouer avec l'internationalisme ouvrier et à s'engager dans cette voie.

Ce combat pour l'arrêt immédiat des bombardements et pour la levée immédiate et sans condition du blocus s'oppose frontalement au combat engagé par les Etats impérialistes complices de l'impérialisme américain et de son mercenaire — appuyés par les directions officielles du mouvement ouvrier —, à leur bataille pour mettre Gaza "sous protection de l'ONU" et sous le contrôle des gardes-chiourmes de l'Union européenne. »

Pour la IV^e Internationale et ses sections, être partie prenante d'une large campagne dans le mouvement ouvrier international pour la levée immédiate et totale du blocus de Gaza ne se limite pas à une campagne de « solidarité » avec le peuple palestinien. Il s'agit, dans chaque pays, d'aider à matérialiser dans le mouvement ouvrier la ligne de

partage entre ceux qui acceptent la soumission aux diktats impérialistes — sur la question palestinienne comme sur toutes les questions — et ceux qui, quelles que soient leurs origines et leurs références politiques, ne peuvent accepter la politique de dislocation des nations ni la politique de destruction de l'ensemble des conquêtes arrachées par la lutte des classes.

D'ores et déjà, notamment dans les pays impérialistes, la question palestinienne a révélé ces lignes de clivages.

Aux Etats-Unis, indiquent les camarades de Socialist Organizer, section de la IV^e Internationale aux Etats-Unis, dans l'article de compte rendu de leur congrès (*lire dans ce numéro de La Vérité*), tenu en juillet 2014, une nouvelle situation se développe dans le mouvement ouvrier.

Ces lignes de clivage sont alimentées directement par les derniers développements de la lutte des classes aux Etats-Unis, par les grèves et la résistance ouvrière à la politique de l'administration Obama, tout comme par le surgissement de la jeunesse et des couches opprimées de « l'Amérique noire » qui se dresse contre les meurtres racistes à Ferguson (Missouri) et ailleurs, meurtres qui mettent à l'ordre du jour le combat pour une représentation politique noire indépendante, reliée au combat stratégique pour le Labor Party.

Pointe avancée de la révolution mondiale, la révolution palestinienne est un puissant levier dans la crise qui secoue le mouvement ouvrier international. Ainsi, indiquent les camarades de la section brésilienne de la IV^e Internationale (courant O Trabalho du Parti des travailleurs), à l'occasion des manifestations appelées par la Centrale unique des travailleurs (CUT) en juillet, pour l'arrêt des massacres et la levée du blocus de Gaza, l'actuel président de la Confédération syndicale internationale (CSI) (4), Joao Felice, s'est adressé aux manifestants devant le consulat israélien à São Paulo, pour dire :

« La presse brésilienne doit arrêter de mentir, parce que ce qui se passe aujourd'hui en Palestine n'est pas une guerre mais un massacre, l'assassinat d'un peuple de la part du gouvernement israélien. »

De son côté, Julio Turra, membre de l'exécutif de la Centrale unique des travailleurs (CUT), déclarait au cours du même rassemblement :

« Nous sommes ici pour exiger la fin des bombardements et le retrait immédiat des troupes d'occupation de Gaza. Nous sommes ici en solidarité avec le peuple palestinien qui, depuis 1948, lutte pour sa survie et pour un Etat national. Un droit qui lui est nié par l'impérialisme qui protège le sionisme assassin. »

Ces lignes de clivages sont apparues au grand jour en Grande-Bretagne, où une véritable marée humaine de 150 000 travailleurs et jeunes a envahi, le 9 août, les rues de Londres, pour l'arrêt des bombardements israéliens et la levée du blocus de Gaza. Une manifestation appelée par les coalitions antiguerre et par des secteurs significatifs du mouvement ouvrier — parmi lesquels le syndicat des transports RMT, et des secteurs de la direction du Labour Party se différenciant de la politique du dirigeant Labour, Miliband, qui, à l'instar des principaux dirigeants des partis de l'Internationale « socialiste », s'est rangé derrière Obama dans un soutien à peine nuancé à l'agression sioniste.

Signalons le cas de la France, où le gouvernement Hollande-Valls (du Parti « socialiste ») s'est rangé comme un seul homme derrière Netanyahu, allant jusqu'à remettre en cause le droit démocratique de manifester (5). Pour sa part, le Parti ouvrier indépendant (POI), à la construction duquel participent les militants de la section française de la IV^e Internationale, a participé aux manifestations sous ses propres mots d'ordre — arrêt sans condition de l'agression israélienne, levée du

(4) Signalons que le 31 juillet, la CSI a lancé un appel déclarant que « les travailleurs et leurs familles s'associent aux voix qui s'élèvent dans le monde pour demander la négociation d'un cessez-le-feu immédiat et la fin du blocus qui emprisonne 1,9 million de personnes ».

(5) Un gouvernement profondément en crise, contraint de démissionner fin août, provoquant une véritable crise de régime et faisant de la France « l'homme malade de l'Europe », le « maillon faible » sur fond de crise des institutions de l'Union européenne. A l'origine de cette crise : la résistance de la classe ouvrière au « pacte de responsabilité », que les organisations syndicales CGT et CGT-FO, FSU et Solidaires ont refusé de signer en juin. Une situation .../...

blocus, « la terre, la paix, la liberté ! Palestine, libre et indépendante » — et s'est adressé aux organisations ouvrières et démocratiques. Dans un communiqué du 18 juillet, les secrétaires nationaux du POI, dénonçant la complicité du gouvernement « socialiste » français, affirment :

« C'est tout un peuple qui est frappé. Obama et Hollande sont complices de l'agression. Devant l'urgence de la situation, la première responsabilité de partis politiques qui historiquement se réclament de la défense de la classe ouvrière et de la démocratie ne devrait-elle pas être d'appeler à une initiative commune les travailleurs et les démocrates de ce pays pour exiger l'arrêt immédiat et sans condition de l'intervention, le retrait de toutes les troupes de Gaza ? Le POI entreprend une démarche en ce sens en direction de tous ces partis. »

Le 9 août, à Cape Town, en Afrique du Sud, 50 000 manifestants déferlaient pour l'arrêt des bombardements israéliens, à quoi de nombreux militants et responsables de la Cosatu (centrale syndicale dont la direction participe au gouvernement « tripartite » d'Afrique du Sud, aux côtés de l'ANC et du Parti communiste) ajoutaient l'exigence de « rupture des relations diplomatiques » avec l'Etat d'Israël, dont personne n'a oublié les liens étroits qu'il entretenait avec le régime raciste de l'apartheid. Là encore, difficile de ne pas lier la puissance de la mobilisation avec la profonde crise politique qui secoue l'Afrique du Sud, deux ans après le massacre de dizaines de mineurs noirs en grève à Marikana (16 août 2012). Une crise marquée par le surgissement des grèves dans les mines, la métallurgie, le textile et les services publics, grèves qui ont ébranlé le cadre institutionnel des accords de Kempton Park (1994... un an après Oslo), maintenant la domination de la minorité capitaliste contre la majorité noire et ses aspirations à prendre son destin en main. Les développements de la lutte des classes en Azanie depuis Marikana ont alimenté un véritable séisme sur le plan politique et syndical : dans la Cosatu, de puissants syndicats comme la NUMSA (métallurgistes) remettent en cause la participation de la direction fédérale à un gouvernement qu'ils accusent, à juste titre, de s'être soumis aux intérêts capitalistes. Sur le plan politique, le parti Economic Freedom Fighters (EFF), issu d'une rupture dans le parti gouvernemental (ANC), a obtenu un million de voix (avec des scores dépassant les 50 % dans la circonscription de Marikana) sur la base d'un programme exigeant notamment la nationalisation des mines et l'expropriation des terres, toujours détenues à plus de 80 % par les grands propriétaires blancs. Comme l'indiquent les militants trotskystes d'Azanie, construisant le Socialist Party of Azania (SOPA), qui ont soutenu l'EFF dans ces élections en raison de ces mots d'ordre, ce million de voix est une expression du puissant mouvement des masses noires pour réaliser les objectifs qui étaient ceux de la lutte contre l'apartheid : il s'agit, comme en Palestine, de la réalisation de la souveraineté nationale, de la démocratie, c'est-à-dire, en Azanie, du pouvoir à la majorité noire. Objectifs ne pouvant être atteints que par la lutte de la classe ouvrière pour ses revendications sociales, dans la continuité de l'immense mobilisation qui s'est exprimée dans la grève des mineurs, puis celle des métallurgistes.

En s'engageant sans condition dans le combat pour la levée immédiate et totale du blocus de Gaza, aux côtés de tous ceux qui, quelles que soient leurs origines politiques et leurs positions dans le mouvement ouvrier, la IV^e Internationale réaffirme qu'elle n'a pas d'intérêts distincts des travailleurs et des peuples opprimés. Et que plus que jamais est à l'ordre du jour la réorganisation du mouvement ouvrier sur un nouvel axe, celui de son indépendance de classe face au système failli de la propriété privée des moyens de production (impérialisme), à ses institutions (ONU, FMI, Banque mondiale, OTAN, Union européenne...) et aux gouvernements à son service — fussent-ils

.../... que, en pleine grève des cheminots, le 50^e Congrès de la section française de la IV^e Internationale (courant communiste internationaliste du POI) qualifiait ainsi : « Toutes les conditions de l'ouverture d'une crise révolutionnaire sont réalisées, sauf une : l'irruption des masses qui précipitera l'effondrement de l'édifice politique et institutionnel garantissant le pouvoir du capital. Nous sommes toujours globalement dans cette situation, mais la façon dont les cheminots se sont saisis de leur grève, la façon dont, dix jours durant, ils ont imposé sa poursuite contre toutes les manœuvres de leurs directions, contre toutes les provocations et menaces brandies par le pouvoir, nous indiquent la profondeur des modifications en cours au sein d'une des corporations les plus organisées de ce pays. »

constitués par des représentants de partis se réclamant des travailleurs. Celui du combat contre la guerre et l'exploitation, de la préservation des organisations que la classe ouvrière a construites pour la défense de ses intérêts (tout particulièrement les organisations syndicales).

Telle est la voie qui permettra à la classe ouvrière de se constituer en parti, pleinement conscient de ses intérêts et de sa tâche historique : débarrasser l'humanité des chaînes de l'exploitation et de l'oppression. En ce mois de septembre 2014, il n'est pas inutile de rappeler dans quels termes, il y a 150 ans, Marx et Engels — aux côtés d'autres militants ouvriers, socialistes de différentes obédiences, anarchistes, etc. — formulaient cette perspective par la fondation de l'Association internationale des travailleurs (6), dans un meeting pour la défense des peuples opprimés de Pologne et d'Irlande :

« Il est un élément de succès que ce parti (le parti du prolétariat — NDLR) possède : il a le nombre ; mais le nombre ne pèse dans la balance que s'il est uni par l'association et guidé par le savoir. L'expérience du passé nous a appris comment l'oubli de ces liens fraternels qui doivent exister entre les travailleurs des différents pays et les exciter à se soutenir les uns les autres dans toutes leurs luttes pour l'affranchissement, sera puni par la défaite commune de leurs entreprises divisées. C'est poussés par cette pensée que les travailleurs de différents pays, réunis en un meeting public à Saint-Martin's Hall le 28 septembre 1864, ont résolu de fonder l'Association internationale.

Une autre conviction encore a inspiré ce meeting.

Si l'émancipation des classes travailleuses requiert leur union et leur concours fraternels, comment pourraient-elles accomplir cette grande mission si une politique étrangère, qui poursuit des desseins criminels, met en jeu les préjugés nationaux et fait couler dans des guerres de piraterie le sang et dilapide le bien du peuple ? Ce n'est pas la prudence des classes gouvernantes de l'Angleterre, mais bien la résistance héroïque de la classe ouvrière à leur criminelle folie qui a épargné à l'Europe occidentale l'infamie d'une croisade pour le maintien et le développement de l'esclavage outre-Atlantique. L'approbation sans pudeur, la sympathie dérisoire ou l'indifférence stupide avec lesquelles les classes supérieures d'Europe ont vu la Russie saisir comme une proie les montagnes-forteresses du Caucase et assassiner l'héroïque Pologne, les empiétements immenses et sans entrave de cette puissance barbare dont la tête est à Saint-Petersbourg et dont on retrouve la main dans tous les cabinets d'Europe, ont appris aux travailleurs qu'il leur fallait se mettre au courant des mystères de la politique internationale, surveiller la conduite diplomatique de leurs gouvernements respectifs, la combattre au besoin par tous les moyens en leur pouvoir, et enfin lorsqu'ils seraient impuissants à rien empêcher, s'entendre pour une protestation commune et revendiquer les simples lois de la morale et de la justice qui devraient gouverner les rapports entre individus, comme lois suprêmes dans le commerce des nations.

Combattre pour une politique étrangère de cette nature, c'est prendre part à la lutte générale pour l'affranchissement des travailleurs.

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! »

La Vérité

(6) Association internationale des travailleurs (I^{re} Internationale), dont la méthode a présidé à la constitution, en janvier 1991 à Barcelone, de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples.

Palestine

Déclaration

du secrétariat international de la IV^e Internationale (26 août 2014)

Au moment où les travailleurs et les peuples du monde entier sont saisis par la guerre d'extermination menée par Israël contre le peuple palestinien, en particulier à Gaza... Au moment où le droit du peuple palestinien est foulé aux pieds, chacun s'interroge : y a-t-il une issue ?

Il y a 66 ans, le groupe trotskyste palestinien déclarait, à propos de l'Etat d'Israël, en janvier 1948 :

« Cet Etat n'a aucun avenir historique. Sujet à des crises et des convulsions permanentes — la guerre civile permanente n'ayant été évitée que par le nettoyage complet de tous les villages arabes sur son territoire —, il sombrera dans une effroyable boucherie à une prochaine étape de la révolution arabe si le prolétariat juif ne se détache pas à temps du chauvinisme sioniste. La tâche des révolutionnaires juifs en Israël est de préparer cette rupture. Leur ligne politique doit rester inébranlablement celle de la lutte contre le partage de la Palestine, pour la réintégration du territoire d'Israël dans une Palestine unie, dans le cadre d'une Fédération des Etats arabes du Moyen-Orient, qui garantira à la minorité juive tous les droits d'autonomie culturelle nationale. »

Pour les militants de la IV^e Internationale, seule la révolution prolétarienne permettra, en abattant l'impérialisme, de résoudre jusqu'au bout les questions nationales que l'histoire a laissées en suspens, y compris les aspirations des populations juives émigrées en Palestine, qui ne pouvaient, pour les trotskystes, en aucun cas être opposées à l'aspiration des masses arabes à la souveraineté.

La partition de la Palestine en 1946 par les impérialismes vainqueurs de la Deuxième Guerre mondiale appuyés par la bureaucratie stalinienne, et validée par l'ONU en 1947, la fondation d'un prétendu « Etat juif » au cœur même du Moyen-Orient ne pouvaient entraîner pour les peuples de la région que guerres et destructions, à commencer pour le peuple arabe de Palestine. La position de la IV^e Internationale, dès 1948, était sans équivoque :

« A bas le partage de la Palestine ! Pour une Palestine arabe unie et indépendante, avec pleins droits de minorité nationale à la communauté juive. A bas l'intervention impérialiste en Palestine ! Hors du pays toutes les troupes étrangères, les "médiateurs", et "observateurs" de l'ONU ! Pour le droit des masses arabes à disposer d'elles-mêmes. Pour l'élection d'une Assemblée constituante au suffrage universel et secret ! Pour la révolution agraire ! A bas la Ligue arabe, instrument de l'impérialisme ! A bas les rois corrompus et les féodaux exploités ! Vive la révolution socialiste arabe dans le Moyen-Orient. »

Il n'y a pas d'autre issue que l'issue démocratique

Soixante-dix ans se sont écoulés, au cours desquels bien des dirigeants du mouvement ouvrier international, des partis « communistes » à l'Internationale « socialiste », ont expliqué aux travailleurs et jeunes du monde entier que ces mots d'ordre n'étaient pas « réalistes », que la seule solution « réaliste », c'était une solution avec « deux Etats » en Palestine.

C'est à cette objection que le dirigeant de la IV^e Internationale, le camarade Pierre Lambert, répondait dans un meeting convoqué par le PCI (section française de la IV^e Internationale) en juin 1982 — à la veille des massacres de Sabra et Chatila. Accusant Begin-Sharon, il déclarait :

« Les réalistes, tous ceux qui nous ont expliqué que notre position et notre combat étaient utopiques, où ont-ils mené les peuples ? Où mènent-ils aujourd'hui cette région du monde où se déchaînent le feu, le massacre, le dénuement ? Non, il n'y a pas d'autre issue que l'issue démocratique, et l'issue démocratique qui, seule, peut amener la paix dans cette région, passe par la disparition de l'Etat d'Israël, passe par la Constituante palestinienne, édifiant la nation palestinienne avec ses deux composantes. Tous les plans, toutes les solutions qui ne partent pas de cette solution démocratique n'ont d'autre réalité que les massacres à répétition. Il y a eu la guerre de 1948, il y a eu la guerre en 1956, il y a eu la guerre en 1967, il y a eu "Septembre noir" de 1970, ce Septembre noir qui a vu le roi de Jordanie utiliser les forces que l'impérialisme américain lui avait fournies pour écraser ou tenter d'écraser les Palestiniens. Il y a eu guerre en 1973, il y a eu Tall-el-Zaatar en 1976. Le maintien de l'Etat d'Israël ne peut conduire qu'à la guerre. »

Jamais l'Etat colon, l'Etat ségrégationniste et théocratique n'a été aussi faible !

Comment se pose aujourd'hui cette question, après un mois et demi du pire massacre organisé contre la population palestinienne de Gaza, dans la continuité du nettoyage ethnique commencé en 1948 ?

Certes, les forces militaires de l'Etat d'Israël affichent une supériorité écrasante... Et pourtant, la vérité oblige à dire que jamais l'Etat colon, l'Etat ségrégationniste et théocratique, n'a été aussi faible !

En déchaînant comme jamais le fer et le feu contre la population civile de Gaza, en massacrant indistinctement femmes, vieillards et enfants, il a rassemblé le peuple de Palestine, de Gaza aux territoires de 1948 (Etat d'Israël), en passant par la Cisjordanie et les camps de réfugiés disséminés dans tous les pays de la région. Il a rassemblé le peuple de Palestine autour de la Résistance. Il a porté un coup majeur à la prétendue « solution » des deux Etats — et à ce qui subsistait des Accords d'Oslo (1993) — en faisant de Gaza le modèle de ce deuxième Etat : un ghetto.

En déchaînant comme jamais le fer et le feu, il a dit tout haut au monde entier ce que le maintien de l'ordre impérialiste, dont l'Etat d'Israël est un exécutant, signifie : l'extermination d'un peuple qui refuse de se plier à l'oppression et l'exploitation.

En déchaînant comme jamais le fer et le feu, il a ruiné aux yeux du monde la prétention de l'Etat d'Israël d'incarner la défense des valeurs démocratiques — comme le lui ont fait remarquer avec dignité, dans une lettre intitulée « *Pas en notre nom !* », des centaines de rescapés juifs des camps de concentration nazis.

Il a mis en pleine lumière l'hypocrisie des gouvernements impérialistes complices, à commencer par les gouvernements Hollande, Cameron, Merkel, comme leur véritable nature.

Provoquant l'indignation des peuples du monde, Netanyahu a contraint Obama à faire mine, devant le monde entier, de vouloir le « retenir », sans cesser de le surarmer.

Freiné par Obama dans son offensive exterminatrice, Netanyahu a provoqué la plus grave crise de l'histoire de son Etat et de son appareil militaire.

Toutes les conditions sont en train de se réunir pour un tournant majeur

Toutes les conditions sont en train de se réunir pour un tournant majeur... pour que, dans un avenir proche, la jonction s'opère entre des secteurs des deux sociétés, notamment au sein de la jeunesse, condamnée par l'Etat d'Israël à une guerre sans fin, aux massacres et à la barbarie contre le peuple palestinien des deux côtés du mur.

La résistance des combattants palestiniens, leur lutte héroïque a porté un coup fatal au mythe de l'armée israélienne invincible. Elle a porté un coup fatal au mythe du « ciment de l'armée et de la nation israélienne » — nourri par l'euphorie des victoires de son armée. Le peuple palestinien vient d'arracher un recul, avec l'arrêt des bombardements déclenchant des manifestations de joie dans toute la Palestine, et y compris au sein de la population juive.

Certes, ils ne sont que quelques centaines à avoir défié l'état-major et refusé de servir à Gaza... Que quelques milliers à avoir manifesté, notamment à Tel-Aviv. Par leur position courageuse, ils ont néanmoins ouvert une brèche importante.

Quant à cette couche de militants palestiniens engagés dans le combat, un profond mouvement se développe en leur sein. Ils ont fait l'expérience de la trahison des chefs d'Etat arabes, au premier rang desquels le chef d'Etat égyptien. Ils ont fait l'expérience du prétendu « programme de paix » du Fatah, de ce qu'ont signifié sa reconnaissance de l'Etat d'Israël et le renoncement à la Charte de l'OLP. Ils ont refusé toute tentative de renoncement au droit au retour des réfugiés. Ils comprennent que la « solution » des deux Etats (y compris de l'Etat islamique du Hamas) les enfermerait à jamais, comme à Gaza, dans un camp de concentration à ciel ouvert. Ils observent avec la plus grande appréhension les grandes manœuvres improvisées par l'impérialisme américain pour tenter de juguler l'effondrement qu'il a provoqué en Irak. Ils comprennent le danger que fait peser sur eux le rapprochement entre l'Iran et les Etats-Unis, et celui qui se cherche entre les Etats-Unis et Bachar el-Assad.

L'idée s'enracine qu'aucune issue ne peut être apportée au peuple palestinien qui soit subordonnée aux manœuvres diplomatico-militaires en cours. C'est en ce sens qu'on peut dire aujourd'hui que la question du combat pour une nation palestinienne unie, une république palestinienne laïque et démocratique où vivraient à égalité de droits tous ses citoyens quelles que soient leur religion ou leurs origines, se prépare à surgir de façon saisissable dans un avenir proche.

Contre la conquête de sa souveraineté par le peuple palestinien, de toutes parts, au nom du « réalisme », des impératifs d'urgence humanitaire... les travailleurs de tous les pays, en particulier des pays impérialistes, sont appelés — y compris par leurs directions — à s'associer à la campagne pour « mettre Gaza sous la protection de l'ONU » et les points-frontière sous le contrôle d'inspecteurs de l'Union européenne, piétinant l'exigence palestinienne de « levée sans condition du blocus ».

La solidarité concrète avec le peuple palestinien, c'est au contraire l'unité la plus large des organisations ouvrières et démocratiques dans le monde entier pour l'arrêt immédiat et inconditionnel de l'agression israélienne, et pour la levée immédiate, totale et inconditionnelle du blocus de Gaza.

Cette solidarité s'inscrit dans le combat pour aider notre classe à abattre les gouvernements au service du capital financier et de la politique de guerre de l'impérialisme américain.

Elle s'inscrit dans le combat pour renforcer l'organisation de l'avant-garde consciente de la classe ouvrière.

Elle s'inscrit dans le combat pour le renforcement de la IV^e Internationale !

Palestine

Les accords d'Oslo, vingt et un ans plus tard

Par François Lazar

Le « droit d'Israël de se défendre » a de nouveau été mis en œuvre pendant l'été 2014. Ce qu'il convient d'appeler un permis de tuer permanent, renouvelé dès le début de l'offensive par Barack Obama, a provoqué la plus vaste tuerie de ces trente dernières années contre la population palestinienne. Cependant, comme le montre la déclaration adoptée par le secrétariat international de la IV^e Internationale, le cadre ancien, notamment celui imposé au peuple palestinien depuis plus de vingt ans par les accords d'Oslo, craque de tous les côtés. Ce cadre, imposé par les Etats membres du Conseil de sécurité de l'ONU, par l'Union européenne, par la quasi-totalité de la Ligue arabe, c'est celui de l'enfermement du peuple palestinien : enfermement dans les prisons israéliennes, dans les ghettos de Cisjordanie et de Gaza, dans des camps de réfugiés depuis soixante ans, avec un statut de parias à l'intérieur de l'Etat d'Israël.

A l'origine de la situation actuelle d'enfermement des populations palestiniennes de Cisjordanie et de Gaza et de l'aggravation de leurs souffrances se trouvent les accords d'Oslo et leur continuum, le « processus de paix », qui devrait déboucher à chaque discours de président américain sur la création d'un « Etat palestinien » dans un avenir proche. Les accords d'Oslo ont créé une Autorité nationale palestinienne autonome, qui devait

par la suite, avec la feuille de route de Georges W. Bush en 2002-2003, préfigurer les contours d'un Etat palestinien (1). La question de l'Etat palestinien à côté de l'Etat d'Israël demeure aujourd'hui au centre des discours des dirigeants des grandes puissances, des hommes de gauche, voire de la gauche dite « radicale », des bien-pensants, de la droite, du centre... Rarement une orientation internationale — toutes variantes confondues — a fait l'objet d'un tel consensus. Ce dont il s'agit toujours, c'est de contrôler le peuple palestinien.

LES ACCORDS D'OSLO DANS LEUR CONTEXTE HISTORIQUE

Les accords d'Oslo sont le produit du tournant de la situation mondiale marquée, à partir de 1989, par l'effondrement de l'URSS et, en 1991, par la première guerre

(1) Les accords d'Oslo ne prévoyaient pas la création d'un Etat palestinien. Ils établissaient la constitution d'une Autorité nationale palestinienne (AP) ainsi que la division de la Cisjordanie en trois zones : la zone A, représentant les villes sous le contrôle policier et administratif de l'AP, la zone B, représentant les surfaces rurales, donc la majorité du territoire, sous contrôle militaire israélien mais avec un suivi administratif palestinien, et la zone C, les implantations sous contrôle exclusif de l'armée d'occupation.

du Golfe, avec une intervention directe de l'impérialisme américain, ainsi que par la poursuite de la première Intifada.

Depuis décembre 1987 en effet, la première Intifada, appelée la « révolution des pierres », à travers le surgissement de la jeunesse palestinienne et la constitution de comités populaires, ébranle le dispositif militaire de l'Etat hébreu, qui ne parvient pas à l'écraser. L'armée israélienne, qui avait vaincu la coalition de six armées nationales arabes vingt ans plus tôt, ne parvient pas à rétablir l'ordre en Palestine même. Les grandes puissances et leurs alliés arabes comprennent que ce soulèvement révolutionnaire, qui exprime la résistance de la totalité du peuple palestinien, n'est pas seulement contre l'oppression et les humiliations de l'occupation israélienne mais, de fait, également contre la tutelle des dirigeants arabes, toujours prompts à récupérer la question palestinienne pour leur propagande interne. L'Intifada marque la persistance de la révolution palestinienne, qui, malgré les coups reçus, les reculs, et bien des massacres de la part de toutes les forces coalisées, est le ferment de la mobilisation révolutionnaire de tous les peuples de la région.

C'est pourquoi les régimes arabes ont de fait soutenu cette opération de reprise de contrôle du peuple palestinien. En reconnaissant l'Autorité palestinienne, ils reconnaissent de facto l'Etat d'Israël.

Un article publié dans *La Vérité* en septembre 2007, resituait les accords d'Oslo dans leur contexte. Après avoir cité le président Bush père qui avait déclaré :

« Un monde autrefois divisé en deux camps ne reconnaît maintenant qu'une seule puissance prééminente, les Etats-Unis d'Amérique »,

l'article poursuivait : Bush

« prétendait instaurer un nouvel ordre mondial. La volonté de "prééminence" pour reprendre le terme de Bush, a entraîné l'humanité dans la marche à la barbarie. L'"ordre" dont se réclamait l'impérialisme américain n'était pas la stabilité, la paix et la démocratie pour la planète. Le "nouvel ordre mondial", c'était la défense de l'ordre de la propriété privée des moyens de production. C'était la liberté sans frein ni limite de l'exploitation, du pillage. La crise de

décomposition du système capitaliste avait atteint un tel stade qu'il était devenu indispensable à son maintien de faire sauter toutes les barrières pouvant s'opposer à ses appétits. C'est en ce sens que, sur tous les continents, par tous les moyens — la guerre, les pressions... —, l'administration américaine continue à remettre en cause les cadres étatiques, les nations considérées comme autant d'obstacles à sa domination. (...) Depuis cette date, les guerres et les conflits n'ont cessé de se multiplier. Nombre d'Etats et de nations ont été disloqués. Dans le même temps, les peuples cherchaient à résister à cette barbarie. Et c'est précisément le cadre du développement des contradictions mondiales majeures, de l'incapacité de l'impérialisme américain de les maîtriser, qui a conduit à la signature des accords d'Oslo. »

L'impérialisme américain, qui considère alors avoir réglé la question irakienne, s'engage pour régler, toujours à sa manière, la question palestinienne. Selon la stratégie du secrétaire d'Etat James Baker, l'opération revient alors à associer la direction du mouvement national palestinien pour en terminer avec l'Intifada et plus largement la résistance palestinienne.

Pour le mouvement national palestinien, regroupé au sein de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), dont la direction en exil installée à Tunis était largement déconnectée de ses bases sur le terrain, ces événements marquent un tournant sur le plan interne. Son financement en provenance des pays du Golfe s'arrête après la guerre du Golfe de 1990-1991. La direction centrale de l'OLP, expression de la politique et de la pression des pays arabes, passe corps et âme sous le contrôle de l'impérialisme américain, qui exige d'elle une capitulation totale en échange d'une nouvelle rente. La première étape politique de cette réorganisation se déroule à Madrid à partir du 30 octobre 1991. Au préalable, la direction palestinienne fait avaliser par la majorité du Conseil national palestinien (CNP), qui se tient à Alger le 20 septembre, le diktat américain qui impose que la représentation palestinienne à Madrid ne sera pas conduite par l'OLP mais par des membres de la société civile.

L'objectif conjoint du secrétaire d'Etat américain James Baker, qui mène les négociations lors de la conférence de Madrid, et

du gouvernement israélien est aussi de faire progresser la normalisation de l'Etat d'Israël auprès des pays arabes, ainsi que de faire cesser l'Intifada et le boycott arabe des entreprises qui travaillent avec l'Etat d'Israël. Les dirigeants israéliens entendent ne pas renoncer à la moindre petite parcelle de la Cisjordanie ou de Gaza, et le font savoir. Pour montrer leur capacité à mener à terme le processus engagé, et rappeler qui est aux commandes, les Etats-Unis font cependant pression sur l'Etat d'Israël pour obtenir quelques déclarations et suspendent, en septembre 1991, l'octroi de garanties destinées à mobiliser des emprunts pour 10 milliards de dollars pour le financement de logements en faveur des immigrants de l'Union soviétique.

Au terme de la conférence, les Etats-Unis, suivant la stratégie des « petits pas » définie par Kissinger, proposent qu'une prochaine conférence se déroule à Washington en décembre. Entre décembre 1991 et août 1993, onze sessions de « négociations » se tiennent à Washington.

LES ACCORDS D'OSLO ET LEUR CONTENU

Les accords d'Oslo (qui seront signés à Washington en septembre 1993) sont constitués de plusieurs documents : un échange de lettres entre le Premier ministre israélien, Yitzhak Rabin, et Yasser Arafat, principal dirigeant de l'OLP, une « *déclaration de principes sur des arrangements intérimaires d'autonomie* » comportant dix-sept articles avec quatre annexes, et un mémorandum d'accord concernant la déclaration de principes. Le caractère profondément inégal des engagements écrits, qui est de ce point de vue à l'unisson des relations entre l'occupant israélien et les revendications palestiniennes, fait dire à plusieurs responsables palestiniens qu'il s'agissait là d'une capitulation. Yasser Arafat s'engageait en effet, au nom de l'OLP, à reconnaître « *le droit d'Israël à vivre en paix et dans la sécurité* » ; régler pacifiquement et par la négociation toutes les questions qui resteront en suspens ; considérer que

« *la déclaration de principes constitue un événement historique inaugurant une*

époque nouvelle de coexistence pacifique, sans violence ni acte qui pourrait mettre en danger la paix et la stabilité ».

Il annonce que l'OLP

« *renonce à recourir au terrorisme (le dirigeant palestinien parle de « terrorisme » et non pas de « lutte armée » ou de « résistance » — NDR) et à tout autre acte de violence* » ; *qu'il « assumera sa responsabilité sur tous les membres et personnels de l'OLP afin de garantir leur acceptation, prévenir les violations (de cet engagement) et sanctionner les contrevenants* ».

Yasser Arafat s'engageait également à faire modifier tous les points de la charte de l'OLP qui seraient contradictoires avec les exigences israéliennes. De son côté, Yitzhak Rabin prenait acte des engagements palestiniens sans répondre à la moindre revendication. Pour la première fois, un dirigeant sioniste « *reconnaissait* » (sic) officiellement l'existence du peuple palestinien, mais pour mieux en nier tous les droits.

Analysant dans le détail le contenu de ces accords, une déclaration du secrétariat international de la IV^e Internationale adoptée le 16 septembre 1993 démontrait :

« *Dans son article premier, il est dit : "Le but des négociations est d'établir une autorité intérimaire palestinienne de l'autonomie, le Conseil élu (...), et amenant à un arrangement permanent basé sur les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité de l'ONU."*

En un mot, le cadre est fixé : le "Conseil" palestinien n'a d'autre autorité que d'appliquer ces résolutions — que l'OLP a condamnées durant des années avant de s'y rallier —, qui entérinent la partition de la Palestine, qui entérinent le démembrement du peuple palestinien, de mettre en œuvre une politique décidée ailleurs, c'est-à-dire par l'impérialisme américain.

En effet, l'article 3 indique que "pour les Palestiniens de Cisjordanie et de la bande de Gaza (...), des élections politiques générales libres et directes seront organisées par le Conseil sous supervision mutuellement agréée et sous observation internationale, tandis que la police palestinienne assurera l'ordre public".

Ainsi, pour ces "élections libres", qui devront avoir lieu d'ici à un an, non seulement ne votera qu'une fraction du peuple palestinien, mais ils ne voteront que dans le cadre fixé par l'étranger, c'est-à-dire l'impérialisme américain.

Elections libres, dont on décide par avance d'exclure 5 des 6 millions de Palestiniens, qui, eux, ne sont ni à Gaza ni à Jéricho. De plus, ces "élections libres" seront organisées sous "supervision agréée" (par qui ?) et contrôle international, c'est-à-dire sous le contrôle direct de l'impérialisme américain sous le drapeau de l'ONU. Comme les prétendues élections libres en Angola, au Cambodge, où sont présentes les troupes de l'ONU et où les conflits les plus meurtriers déchirent ces peuples encore aujourd'hui.

Article 4 : "La juridiction du Conseil s'étendra aux territoires de la Cisjordanie et à la bande de Gaza, à l'exception des questions qui seront discutées lors des négociations."

En un mot, la juridiction du Conseil ne s'appliquera à rien d'autre que ce que décide l'impérialisme américain au nom de l'application de "l'accord". Véritable diktat de l'étranger.

Article 6 : "Dès l'entrée en vigueur de cette déclaration de principes, commencera un transfert d'autorité du gouvernement militaire israélien aux Palestiniens désignés pour cette tâche."

Désignés par qui ? Désignés par l'accord de Washington, par Clinton et les dirigeants américains, qui imposeront qui sera dans ce conseil et pour quoi faire. D'ailleurs, l'article 6 précise : "L'autorité sera transférée aux Palestiniens dans les domaines suivants : éducation et culture, santé, affaires sociales, taxations directes et tourisme."

Police, taxes locales, gérer des hôpitaux dénués de tout, organiser le tourisme — dans la bande de Gaza ! —, cela serait un gouvernement ?

L'annexe 2 indique : "La structure, les pouvoirs et les responsabilités palestiniennes dans ces régions ne comprennent pas : la sécurité extérieure, les colonies de peuplement, les Israéliens, les affaires étrangères et d'autres questions mutuellement agréées."

Premier pas vers un Etat palestinien ? En quoi ce qui est désigné comme "l'autogouvernement" est-il un premier pas quand les enclaves de Gaza et de Jéricho restent sous contrôle de l'armée israélienne, qui sera chargée d'appliquer les décisions de l'impérialisme américain, quand l'eau, l'électricité, la défense, la terre, l'économie, sont sous le contrôle de l'étranger ? Quelles seront donc les tâches de cet "autogouvernement" ?

L'article 8 précise : "Le Conseil établira une puissante force de police, tandis qu'Israël conservera la responsabilité de la défense contre des menaces extérieures."

Les dirigeants américains ont fixé la tâche pour les deux parties. Au Conseil palestinien, la police et la répression intérieure ; aux troupes israéliennes, le bouclage de ces ghettos. Et demain, comme l'ont d'ores et déjà proposé les dirigeants américains, ce sera l'envoi de contingents américains ? Et même sur ce terrain-là, l'accord de Washington décide de la constitution de la "police palestinienne" en faisant préciser et signer par les parties en présence dans l'annexe au protocole que la police palestinienne doit être "formée d'officiers de police recrutés localement, et à l'étranger parmi ceux qui détiennent des passeports jordaniens et des documents délivrés par l'Egypte".

L'impérialisme américain décide de tout. Il dicte la loi, il sélectionne lui-même la police. D'ores et déjà, la Communauté économique européenne et Jacques Delors — l'architecte de Maastricht, l'ordonnateur des attaques contre les travailleurs d'Europe — viennent d'annoncer le déblocage de sommes d'argent pour la formation de cette "police palestinienne".

Etape vers l'indépendance ? Qu'est-ce qu'un gouvernement représentant une nation, qu'est-ce que l'indépendance ? N'est-ce pas les libertés politiques des plus élémentaires aux plus fondamentales, le droit du peuple de choisir ses propres institutions ; de désigner ses représentants, de décider du sort du pays comme de sa politique étrangère, du droit à la terre ? Rien de tout cela de figure dans cet accord. Au contraire, c'est précisément toutes ces questions qui, par avance, ne sont pas du ressort de cet autogouvernement.

S'agirait-il, comme on nous le dit, d'une forme "transitoire" ? Mais une forme transitoire ne pourrait avoir pour seule tâche que l'organisation d'élections libres à une Constituante avec toutes ses composantes sur tout le territoire de la Palestine. C'est le fondement de la démocratie la plus élémentaire. Les "élections libres" dont parle l'accord ne sont en réalité rien d'autre que la ratification d'un Conseil dont l'accord précise lui-même toutes les tâches et toutes les missions, qui ne peut en aucun cas sortir du cadre fixé par cet accord.

Est-il possible de considérer qu'il s'agit d'un pas vers le droit du peuple palestinien à constituer une nation ? Non, c'est une construction de l'impérialisme, qui, au contraire, démantèle la nation.

Il s'agit, pour reprendre l'expression de cet accord, de la mise en place d'un Conseil qui n'est rien d'autre qu'une "structure" ayant pour seule et unique fonction d'appliquer à la lettre les termes de l'accord décidé par l'impérialisme pour ses intérêts propres et qui implique le démembrement de la nation et du peuple palestinien. C'est l'application de ce qu'entend l'impérialisme par "nouvel ordre mondial". »

Comme l'a écrit l'historien israélien Ilan Pappé, les

« accords d'Oslo n'étaient rien de plus qu'un arrangement politique et militaire destiné à remplacer l'occupation israélienne par une autre forme de contrôle ».

La collaboration entre la direction centrale de l'OLP autour d'Arafat, qui prend de fait les pleins pouvoirs à la fois dans l'Autorité palestinienne et dans l'OLP, va conduire à la dislocation de cette dernière, transformant une organisation de combattants en une structure administrative corrompue. Mais très vite, la « police palestinienne » se trouve face à une difficulté : la population palestinienne vivant dans les territoires occupés depuis 1967 ne se laisse pas entraîner sur le terrain de la capitulation et poursuit, par maints aspects, sa résistance. Plus largement, les Palestiniens du monde entier, notamment les millions de réfugiés, continuent de revendiquer leur droit au retour, c'est-à-dire le droit de se déplacer librement, le droit pour les familles de se retrouver, le droit de reconstruire leurs villages détruits.

VIOLENCES, GUERRES, MASSACRES, TOUS DÉCOULENT DES ACCORDS D'OSLO

Treize ans après la première Intifada, sept ans après la fondation de l'Autorité palestinienne, chaque nouvelle génération de Palestiniens est confrontée à l'aggravation de la répression israélienne et au vol incessant des terres. Ajoutées à cela, les provocations dans la partie majoritaire arabe de

Jérusalem (Est) conduisent, en octobre 2000, au déclenchement de la deuxième Intifada, où des policiers de l'Autorité palestinienne retournent leurs armes contre l'armée israélienne, qui, de nouveau, va déployer une répression sauvage.

A la suite de l'arraisonnement, par des commandos israéliens, d'une flottille qui se dirigeait vers Gaza le 31 mai 2010, la IV^e Internationale déclarait :

« Les violences, les guerres, les massacres qui se sont produits depuis cette date découlent des accords d'Oslo réalisés sous l'égide de l'impérialisme américain.

C'est dans ce cadre que les gouvernements successifs de l'Etat d'Israël, inquiets d'un rééquilibrage de la position des Etats-Unis en faveur des pays arabes, se sont engagés dans la voie de la répression massive du peuple palestinien, afin de préserver l'entité sioniste dans une course folle pour assurer sa prééminence, son existence, poussant à son paroxysme la logique raciste du sionisme. Le massacre régulier des Palestiniens, la violence permanente, le blocus et la poursuite de la colonisation ne font que traduire la volonté du sionisme de s'assurer de la meilleure position possible comme pilier nécessaire de la Pax americana.

La direction de l'OLP, en acceptant les accords d'Oslo en 1993, renonçant de ce fait à 88 % du territoire historique, a elle-même signé son arrêt de mort, plongeant le mouvement national palestinien dans la déroute. Celui-ci, en effet, était fondé sur la revendication d'un seul Etat où tout le monde comme citoyen pouvait vivre. C'était là la charte constitutive du peuple palestinien, divisé géographiquement mais uni sur le droit au retour, c'est-à-dire le droit à la nation. »

La charte du mouvement national palestinien élaborée en 1964, amendée en 1968, affirme l'existence et l'unité du peuple palestinien, son attachement indéfectible à sa terre et l'exigence d'une nation palestinienne. La charte, qui était une déclaration de résistance contre l'occupation sioniste, était le produit d'un accord entre les différentes organisations constitutives de l'OLP. En février 1969, le cinquième Conseil national palestinien (CNP) adopte le programme du Fatah, dirigé par Yasser Arafat, dans lequel on peut lire :

« Point 2 : Le mouvement de libération nationale palestinienne Fatah ne lutte

pas contre les Juifs en tant que communauté ethnique et religieuse. Il lutte contre Israël, expression d'une colonisation fondée sur un système théocratique raciste et expansionniste, expression du sionisme et du colonialisme. »

« Point 5 : Le mouvement de libération nationale palestinienne Fatah proclame solennellement que l'objectif final de sa lutte est la restauration de l'État palestinien indépendant et démocratique dont tous les citoyens, quelle que soit leur confession, jouiront de droits égaux. »

En septembre 1969, le CNP adopte une résolution qui affirme notamment :

« La lutte en faveur d'une solution démocratique et populaire de la question palestinienne et de la question israélienne consiste à abolir l'entité sioniste incarnée dans l'ensemble des institutions de l'État — armée, administration, police — et dans l'ensemble des institutions politiques, syndicales chauvinistes et sionistes, et à fonder un État palestinien populaire et démocratique où vivront sans discrimination Juifs et Arabes, un État opposé à toute espèce de domination de classe et de nationalisme, tous les Arabes et les Juifs recevant le droit de croître et de développer leurs cultures nationales respectives (...). »

L'Autorité palestinienne est la négation de toute cette tradition, de toute cette élaboration. L'Autorité palestinienne a été créée sur la base de la négation des principes fondateurs du mouvement national palestinien consignés dans la charte et dans les résolutions des premières sessions du CNP. Ce cheminement vient de loin, puisque dès 1974, en lien avec le processus qui conduira trois ans plus tard le président égyptien à reconnaître l'État d'Israël et à se rendre sur place en novembre 1977, Arafat fait voter l'objectif de constituer une « *Autorité nationale combattante palestinienne sur tout ou partie des territoires palestiniens libérés* ». Le 24 avril 1996, Arafat convoque une réunion extraordinaire du CNP (composé des 88 membres du Conseil législatif de l'Autorité palestinienne, ainsi que de 98 nouveaux membres tous nommés par Arafat. Les membres du CNP dans la diaspora ne peuvent y participer) pour modifier la charte de l'OLP en l'expurgant de ses références et articles relatifs à la lutte armée et à la négation ou suppression de l'État d'Israël.

La déclaration de 2010 de la IV^e Internationale, revenant sur l'analyse faite en 1993, poursuit :

« La constitution de "l'Autorité palestinienne" n'avait dans ces conditions qu'un seul but, explicitement mentionné dans les accords d'Oslo : garantir la sécurité de l'État d'Israël avec la perspective hypothétique d'un État palestinien croupion. C'est ainsi qu'une organisation de combat du peuple palestinien a été transformée en une organisation de répression du peuple palestinien, pour le compte de l'opresseur israélien. La conséquence de l'acceptation de la solution des deux États signifiait la renonciation à la solution de la question palestinienne, qui est celle du droit au retour des réfugiés et de leurs descendants, devenus les deux tiers du peuple palestinien. Oslo n'était rien d'autre qu'une tentative de dislocation du peuple palestinien considéré jusqu'alors comme une totalité : les Palestiniens de Gaza, ceux de Cisjordanie, ceux vivant dans les frontières de 1948 et ceux réfugiés à l'extérieur de la Palestine constituent en effet un seul et même peuple. Dans les manifestations qui ont eu lieu cette semaine, à Gaza, à Ramallah, à Haïfa comme dans les camps, c'est cette unité : "Nous sommes un seul peuple" qui a été centralement réaffirmée.

La logique d'une telle position dislocatrice et la décomposition du mouvement national palestinien ont conduit à l'explosion de l'Autorité palestinienne entre Gaza et la Cisjordanie placées sous le contrôle de groupes rivaux. »

Tous les plans de paix proposés dans le cadre du « processus » lancé par la conférence de Madrid ont évoqué les mêmes propositions, à savoir l'échange de la paix contre des territoires, avancer vers les deux États, autant de mensonges destinés à camoufler la poursuite du « nettoyage ethnique » démarré en 1948, pour reprendre l'expression d'Ilan Pappé. La réalité du « processus de paix » et de l'Autorité palestinienne, c'est une répression implacable, les intimidations, les rafles régulières, la torture, les actes de guerre, mais aussi la corruption inouïe d'une direction népotique et une pauvreté massive dans la population.

Les accords d'Oslo visaient bien à entériner et poursuivre, d'une autre manière, l'occupation israélienne de la Cisjordanie. Il y a plus de vingt ans déjà, la revue

Newsweek, datée du 28 octobre 1991, soit deux jours avant l'ouverture de la conférence de Madrid, écrivait :

« Baker prend rendez-vous pour une conférence du Moyen-Orient, mais pour un accord pour la paix et la terre en Cisjordanie il est trop tard. Ariel, ville de colons, n'était il y a peu de temps encore qu'un village de tentes. Aujourd'hui, elle a cinq écoles publiques, un collège, trente-deux crèches, des cinémas, des courts de tennis, des aires de lancer du disque, des boutiques, un hôtel de 102 chambres et un parc industriel de 75 usines qui produisent tout, du matériel électronique au textile. Sa population aura décuplé d'ici à l'an 2000. Son député-maire, Yigal Rosenthal, d'une hauteur, a montré du doigt toute la contrée environnante, et proclamé : "Vous voyez ces collines vides. Elles seront bientôt couvertes de nouvelles habitations et commerces. Ariel est le nouveau centre géographique de l'Etat d'Israël." »

Newsweek conclut que les implantations réalisées

« en Cisjordanie occupée ont d'ores et déjà condamné à mort le rêve palestinien d'un Etat... Il est impossible de conduire sa voiture pendant plus de cinq minutes sans rencontrer une implantation israélienne. Le ministre du Logement Sharon prévoit de doubler le nombre des colons implantés en Cisjordanie pour atteindre 200 000 en 1993. »

Pour les autorités israéliennes, les accords qui allaient être négociés visaient à faire accompagner ce mouvement par les Palestiniens eux-mêmes. Il y avait 115 000 colons israéliens en 1993 (hors Jérusalem Est). Entre la signature des accords d'Oslo en 1993 et le début de la deuxième Intifada en 2000, la colonisation a dépassé en proportion celle qu'il y a eu entre 1967 et 1993. En 2000, ils étaient 195 000 pour atteindre 293 000 en 2010 (dont 220 000 colons dans la partie arabe de la ville) et 350 000 en 2013.

La politique carcérale et punitive de l'occupant sioniste confine des centaines de milliers de Palestiniens, à Gaza, en Cisjordanie, dans la misère. A la fin de 2001, le revenu par habitant était 30 % moins élevé qu'en 1994. En 2010, 75 % des Gazaouis avaient besoin de l'aide humanitaire pour leurs besoins fondamentaux, contre 30 % il y a dix ans. Avec l'embargo israélo-égyptien

qui asphyxie la bande de Gaza et les dernières opérations militaires israéliennes, la situation ne cesse d'empirer.

QUELLE EST LA SIGNIFICATION DE L'«ÉTAT» PALESTINIEN ?

Le « réalisme » pour les grandes puissances serait de revendiquer la constitution d'un Etat palestinien... quelle qu'en soit la forme. Mais l'Etat palestinien dont parlent Barack Obama et ses supplétifs ne vise à rien d'autre qu'à accréditer l'Autorité palestinienne massivement rejetée. Ils savent que sur le terrain, au quotidien, tout est fait pour que les milliers d'hectares expropriés ne puissent pas retourner à leurs propriétaires.

On peut lire fréquemment dans des tribunes rédigées par des individus se réclamant de gauche, voire d'une gauche « radicale », de droite, du centre, des intellectuels, qu'il n'y aurait pas d'autre solution pour obtenir la paix que la création d'un Etat palestinien.

Revendiquer un Etat palestinien aux côtés de l'Etat d'Israël revient à affirmer qu'il n'est pas possible pour des Juifs et des non-Juifs de vivre ensemble avec les mêmes droits. Un Etat pour les Juifs à côté d'un Etat pour les Palestiniens, c'est la négation de l'Etat démocratique. Cette barrière ethnique est une construction politique, et la maintenir, c'est accompagner les plans de l'impérialisme.

Revendiquer un Etat palestinien aux côtés de l'Etat israélien, c'est maintenir le cadre de la division du peuple palestinien. Ce point est indiscutable. C'est par conséquent revendiquer une séparation raciale entre les peuples de la région comme cela se met en place en Irak.

Certains officiels israéliens sont ainsi allés jusqu'à considérer que l'avenir des Palestiniens pourrait se formaliser en un hamasland et un fatahland : mais il s'agit de l'aboutissement des accords d'Oslo. L'Etat issu du « processus de paix », c'est l'émiettement de l'unité palestinienne.

Il est clair que l'Etat palestinien issu de la « feuille de route » et soutenu par les grandes puissances ne serait rien d'autre —

s'il voit le jour — qu'une entité, désignée Etat par dérision, constituée d'enclaves étanches, surveillées par des miradors, avec une économie constituée de zones économiques spéciales contrôlées par l'Etat israélien. Pourrait-il en être autrement ?

Défendre la prétendue solution des deux Etats conduit en effet, de manière consciente ou non, à chercher des justifications à la « séparation ethnique » et à donner un contenu démocratique au droit international, qui n'est rien d'autre qu'un accompagnement tactique de la politique de l'impérialisme américain. Revendiquer la séparation est en définitive défendre un point de vue raciste.

Enfin il s'agirait pour certains d'obtenir, par une pression internationale, le retrait de toute présence israélienne des territoires de 1967. La colonisation est indissociable du projet sioniste. Elle en est même la condition. A quel prix alors un tel désengagement pourrait-il avoir lieu ? Tout cela ne tient pas. Soutenir dans les discours le droit au retour des réfugiés tout en revendiquant deux Etats relève de la manipulation et de la tromperie, parce que le droit au retour (lié à la reconstruction des villes et villages détruits) implique au préalable l'ouverture des frontières, par conséquent l'effacement de tout ce qui constitue une frontière.

Ce qui est mis en cause au premier chef par la politique internationale sur la ligne des deux Etats, c'est le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, c'est le droit à la nation, et pas seulement pour les arabes palestiniens mais pour tous les peuples de la région.

LA SÉPARATION OU L'ÉGALITÉ DES DROITS : IL S'AGIT BIEN DE DEUX ORIENTATIONS POLITIQUES DIFFÉRENTES

Si les partis de gauche comme de droite alignés sur les positions impérialistes maintiennent le cap sur les deux Etats, des doutes sur la possibilité d'un Etat palestinien paraissent cependant régulièrement, notamment chez des fonctionnaires, cadres, observateurs internationaux qui exercent ou ont exercé une mission en Palestine.

Caractéristique est sur ce point la position d'Alvaro de Soto, ancien plus haut représentant de l'ONU dans l'Etat d'Israël. Il notait déjà en mai 2007, que

« les meilleurs jours de la solution à deux Etats sont derrière elle. Considérant qu'un Etat palestinien requiert à la fois un territoire et un gouvernement, et que les bases pour cela sont systématiquement sapées » un nombre croissant de Palestiniens, d'« Arabes israéliens » (c'est-à-dire de Palestiniens de l'intérieur) et même de Juifs *« croient que la seule façon à long terme de mettre fin au conflit serait d'abandonner la division de la terre, et à la place, simplement insister pour le respect des droits civils, politiques et nationaux des deux peuples, Juifs et Arabes, qui peuplent le pays, en un seul Etat. La dénommée "solution à un seul Etat" gagne du terrain. »*

Tout en soulignant que la stratégie israélienne ne vise à rien d'autre qu'à réduire la population palestinienne et à confisquer le maximum de terres supplémentaires, de Soto prévoyait :

« Que l'Autorité palestinienne passe dans le manque de cohérence ou la non-existence et que les implantations continuent à s'étendre, la solution à un seul Etat sortira de l'ombre et commencera à entrer le courant dominant. »

L'ancien haut fonctionnaire de l'ONU ne remettait-il pas en cause soixante ans de politique onusienne ?

Vingt et un ans plus tard, le piège d'Oslo se retourne contre son concepteur et contre l'Union européenne, enjointe par l'impérialisme américain de reprendre sa suite. Le cadre imposé a craqué de toutes parts.

Le journal égyptien *Al Ahrām* (7 août 2014) rapporte notamment que l'Autorité palestinienne moribonde, dirigée par Mahmoud Abbas, son président totalement discrédité aux yeux des masses palestiniennes, a *« publié une déclaration le 24 juillet non pas en son nom mais en celui plus crédible de l'OLP »* pour demander un cessez-le-feu. Le même journal rapporte que les représentants palestiniens au Caire se présentent comme une délégation de l'OLP, et non pas au nom de l'Autorité palestinienne. Le journaliste d'*Al Ahrām*, qui connaît bien le mouvement national palestinien, fait part d'une

« prise de conscience croissante pour laquelle, quoi qu'il arrive, les choses ne

peuvent pas retourner où elles étaient avant le 8 juillet, quand Israël a commencé son offensive ».

L'article poursuit :

« L'ère d'Oslo et des négociations est terminée », a déclaré récemment Mustafa Al-Barghouti, homme politique palestinien de premier plan. Il y a de nouvelles réalités, dit-il et c'est à travers "les luttes" qu'un changement dans l'équilibre des forces est atteint, "pas à travers des solutions avec Israël". »

Les solutions avec l'Etat d'Israël ne sont rien d'autre qu'une orientation qui vise à maintenir l'enfermement du peuple palestinien, à empêcher toute forme de jonction entre les Palestiniens du monde entier. C'est pourquoi un des enjeux des accords d'Oslo, et à la suite de la création de l'Autorité palestinienne, était de vider l'OLP de son contenu, pour en faire la référence historique d'un cadre ancien dépassé.

La faillite d'Oslo et la faillite de l'Autorité palestinienne, c'est la faillite de la politique américaine fondée sur les divisions ethniques, fondée sur la manipulation de la prétendue solution des deux Etats.

“L'ÈRE D'OSLO ET DES NÉGOCIATIONS EST TERMINÉE”

Le refus du peuple palestinien de se soumettre, lié aux aspirations démocratiques d'une fraction des populations juives de l'Etat hébreu, et à un sentiment de solidarité qui s'étend sur toute la planète contient, sans nécessairement l'exprimer de façon explicite, la rupture avec la solution des deux Etats et avec la poursuite de la partition de la Palestine.

La démocratie et l'égalité des droits ne sont pas divisibles. Le principal obstacle à l'établissement d'un seul Etat démocratique et laïque sur toute la surface historique de la Palestine — position défendue par la IV^e Internationale dès sa fondation en 1938 — se trouve dans la perpétuation d'un mode de production failli, celui du capitalisme, dont un des fondements est de faire croire aux peuples qu'ils sont liés aux intérêts de leur classe dirigeante. Mais aujourd'hui, plusieurs porte-parole autorisés du sionisme

s'inquiètent. L'Etat d'Israël apparaît de plus en plus aux yeux des plus larges masses, ainsi que dans de larges secteurs dans les populations juives du monde entier, pour ce qu'il est : un univers concentrationnaire sans fin pour les Palestiniens, un ghetto auto-destructeur pour les Juifs.

Nous le voyons, toute revendication démocratique, a fortiori l'ouverture complète des frontières, est une remise en cause implicite du sionisme et des deux Etats. Une des fonctions d'Oslo était justement d'établir des frontières contrôlées conjointement par les gardes-barrières et leurs voisins, et de transformer des combattants de la liberté en gardiens de prison. Et l'Autorité palestinienne a rempli ses prisons, dans lesquelles il y a eu plus de prisonniers palestiniens que dans les prisons israéliennes. Tout cela avec la collaboration active de l'Egypte, qui a toujours participé, conjointement avec l'armée israélienne, à l'enfermement et au contrôle de Gaza. Tout cela avec l'Arabie Saoudite, les pays du Golfe, qui conditionnent leur financement de l'Autorité palestinienne et de sa clique dirigeante à la participation aux « conférences de paix ».

Le dernier avatar de la politique mise en place par les accords d'Oslo a été présenté par le journal palestinien *Al-Ayyam*, lié au Fatah, qui rapportait le 8 août dernier,

« qu'une source européenne lui avait révélé : "(...) que l'une des propositions faites par la partie européenne est d'établir une voie navigable entre la bande de Gaza et le monde", ajoutant que l'idée est simple et claire et permettra de résoudre de nombreux problèmes. Ce sera une voie navigable pour les biens et les personnes entre Gaza et Larnaca, à Chypre, et les observateurs européens seront postés sur les deux côtés pour s'assurer qu'il n'y a pas violation de la sécurité. (...) L'Europe est également prête à poster des observateurs européens sur les points de passage entre Israël et la bande de Gaza ainsi que dans le port et l'aéroport exactement comme c'est le cas avec le passage de Rafah. La source a souligné que "nous voulons réactiver le rôle de l'Autorité palestinienne dans la bande de Gaza en même temps que la fin du siège". »

Le journal poursuit en citant quatre propositions faites sur *twitter* par le ministre suédois des Affaires étrangères, Carl Bildt, ancien représentant de l'ONU en Bosnie, qui

connaît donc bien les politiques de séparation ethnique pour les avoir accompagnées :

« Premièrement : le siège doit cesser car il conduit à une économie de tunnels prospères pour le Hamas et détruit les vies décentes de personnes, s'est retourné contre eux et est une erreur. Deuxièmement : la sécurité d'Israël doit être garantie par la mise en place d'un mécanisme international sur les frontières de Gaza pour empêcher les armes et autres, et à garantir la liberté de circulation et de transport. Troisièmement : la bande de Gaza devrait faire partie de la Palestine et l'Autorité palestinienne sera responsable de la sécurité et du désarmement, et des élections équitables, ouvertes, et libres doivent être tenues. Quatrièmement : Gaza devrait devenir le débouché de la Palestine sur la Méditerranée et son port sur le monde et devrait avoir des liens avec la Cisjordanie. »

Mais tout cela est illusoire, car les Etats-Unis, qui sont le seul gendarme possible, sont incapables d'intervenir directement sans aggraver leur propre crise. C'est pourquoi ils utilisent l'Union européenne comme un suppléant.

Avec un vocabulaire plus radical, c'est aussi ce que demande le Parti communiste français (dans *L'Humanité dimanche*) avec une politique

« impliquant d'urgence la mise sous protection internationale (...) nécessitant le déploiement de forces internationales sous mandat de l'ONU et des couloirs humanitaires protégés ».

C'est une autre façon de poursuivre l'enfermement du peuple palestinien. Ce qui est proposé, c'est une mise sous tutelle du peuple palestinien, cette fois-ci par l'intermédiaire de l'Union européenne.

Des forces internationales pour poursuivre, sous une bannière démocratique, le

travail de l'armée israélienne, cela ne signifie pas l'ouverture des frontières et le droit de circuler, mais bien un relais pour en assurer le contrôle. Dans le même temps, l'Égypte s'acharne à verrouiller sa frontière. Ses propositions de cessez-le-feu et de négociations pour faire accepter au Hamas qu'une force de l'Union européenne gère le passage de Rafah sont également dictées par son mentor américain et son co-géôlier sioniste.

C'est pourquoi, pour l'impérialisme, pour l'Union européenne, il faut maintenir le cadre pourri jusqu'à la moelle des accords d'Oslo, mais cela ne peut déboucher sur rien d'autre qu'un grand camp de concentration pour Palestiniens.

On nous parle souvent de l'échec d'Oslo. L'échec d'Oslo, c'est l'échec de la tentative de l'impérialisme d'encamisoler le peuple palestinien, d'en faire un peuple de vaincus. L'échec d'Oslo, c'est la marque de la vitalité de la révolution palestinienne, de cette recherche permanente de surmonter les obstacles à l'unité du peuple palestinien.

Aujourd'hui, ce qui est à l'ordre du jour pour de nombreux groupes et militants — avec une conscience claire que la coupure entre la diaspora, les Palestiniens de 1948, les Palestiniens de 1967 est la conséquence du piège d'Oslo —, c'est la reconstitution du mouvement national, le retour à l'OLP des origines.

C'est pourquoi la IV^e Internationale met au centre de l'aide qu'elle apporte à la révolution palestinienne l'exigence de la levée du blocus de la Palestine, l'exigence de l'ouverture des frontières, l'affirmation de la souveraineté du peuple palestinien sur ses revendications et sur sa terre. « L'ère d'Oslo est terminée ».

François Lazar

Le XIII^e Congrès de Socialist Organizer (Etats-Unis)

Présentation

Par Alan Benjamin

La XIII^e Convention nationale de Socialist Organizer, section de la IV^e Internationale aux Etats-Unis, s'est ouverte le 18 juillet 2014, dix jours après le début des bombardements intensifs perpétrés par l'Etat d'Israël contre le peuple palestinien à Gaza. Cette situation, marquée par la résistance massive du peuple palestinien dans tous les territoires où il a été dispersé, a marqué d'emblée le congrès de Socialist Organizer.

La séance d'ouverture du congrès a été consacrée à ce tournant de la situation mondiale. A la fois tournant de la situation mondiale, mais aussi tournant de la situation interne aux Etats-Unis dans la mesure où, chacun le sait, l'armée israélienne bénéficie des équipements les plus sophistiqués et d'un financement presque sans limite de la part de l'administration américaine.

De fait, l'agression israélienne contre Gaza, la résistance du peuple palestinien, la solidarité manifestée dans le monde entier, y compris aux Etats-Unis, ont aiguisé tous les phénomènes de crise interne aux Etats-Unis, et en particulier les contradictions entre la politique du gouvernement Netanyahu en Israël et la manière dont l'impérialisme américain concevait la défense de ses propres intérêts. Ainsi, peu de temps après le début des bombardements, le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, déclarait :

« Aucune situation ni aucun accord ne nous feront renoncer au contrôle sécuri-

taire du territoire situé à l'ouest du Jourdain. »

Dans la foulée, il a reproché au secrétaire d'Etat américain, John Kerry, de se comporter de façon « naïve » en demandant que l'Etat d'Israël réaffirme son engagement dans le processus de paix négocié sous l'égide des Etats-Unis à Oslo il y a vingt ans.

John Kerry exprimait là les inquiétudes de l'impérialisme américain — car plus se prolongeait le massacre à Gaza, plus grandissait le risque que les réactions qu'il déclenche ne puissent être maîtrisées, en particulier au Moyen-Orient. Désormais, les masques sont tombés. La solution dite des « deux Etats », imposée par l'impérialisme à Oslo, révèle sa réalité aux yeux de tous : le seul « Etat palestinien » acceptable pour l'Etat d'Israël est le camp de concentration à ciel ouvert de Gaza.

La veille de l'ouverture de la convention de Socialist Organizer, le Congrès américain a accordé 225 millions de dollars supplémentaires à l'Etat d'Israël afin qu'il poursuive le massacre (rappelons que l'Etat d'Israël reçoit chaque année 3,1 milliards de dollars du gouvernement américain pour la seule aide militaire.

Par un vote unanime pour et aucun vote contre, le Sénat des Etats-Unis a décidé d'apporter son soutien à l'agression de l'Etat d'Israël contre Gaza et d'attribuer des crédits supplémentaires au budget de ses armées. Parmi ceux qui ont voté pour

figurent les sénateurs du Parti démocrate Elizabeth Warren, Bernie Sanders, Sherrod Brown et Al Franken, qui tous bénéficient d'un très large soutien des militants pour la paix et la justice, ainsi que de celui du mouvement syndical américain.

Ici se trouvait posée une question majeure pour le congrès de Socialist Organizer. Alors que la pression, de manière considérable, s'exerçait et s'exerce à tous les niveaux sur le mouvement ouvrier des Etats-Unis pour le ligoter dans un soutien inconditionnel permanent à l'Etat d'Israël, comment aider concrètement le peuple palestinien sinon en prenant toutes nos responsabilités dans la nécessaire bataille politique au sein du mouvement ouvrier ? C'est pourquoi, d'entrée de jeu, le congrès de Socialist Organizer a adopté une résolution décidant d'accorder une priorité absolue à la réalisation d'un front unique et d'une campagne de masse les plus larges possible pour — particulièrement en liaison avec le mouvement ouvrier et le mouvement pacifiste — exiger l'arrêt immédiat et inconditionnel des bombardements sur Gaza, la levée immédiate et inconditionnelle du blocus de Gaza et l'arrêt de tout financement du budget militaire israélien par les Etats-Unis.

C'est un fait que l'agression contre Gaza durant cet été 2014 a suscité aux Etats-Unis (et dans d'autres pays aussi) un mouvement de protestation d'une ampleur bien plus large que ce que les attaques précédentes contre le peuple palestinien avaient pu susciter. Tout au long des cinquante jours de bombardements, on a vu s'amplifier les actions de protestation contre les bombardements et le blocus israéliens, de plus en plus nombreux étaient les jeunes et les travailleurs qui, constatant l'horreur de ce qui se passait à Gaza, se sont montrés de plus en plus critiques vis-à-vis du soutien du gouvernement américain à l'Etat d'Israël — situation totalement inédite aux Etats-Unis, où, jusqu'à présent, le soutien populaire à l'Etat d'Israël, pour ainsi dire, allait de soi. Mais dans le contexte de ce mouvement de solidarité croissant, nous avons estimé que notre responsabilité particulière se concentrait dans le fait d'aider les secteurs du mouvement ouvrier à prendre position sur cette question de manière conforme au droit des peuples et

singulièrement au droit du peuple palestinien.

Le Labor Fightback Network (LFN) est une coalition de syndicalistes et de militants qui se sont regroupés pour préserver l'indépendance du mouvement syndical et encourager une stratégie de résistance des travailleurs et de leurs syndicats contre les attaques patronales visant leurs emplois, leurs droits et acquis. Les adhérents de Socialist Organizer sont actifs dans ce réseau.

S'adressant à un rassemblement de 75 000 personnes à Washington, le 2 août, Carol Gay, présidente du conseil des syndicats industriels de l'Etat du New Jersey et membre du comité directeur de Labor Fightback Network (Réseau de riposte ouvrière), a exprimé le sentiment, de plus en plus partagé dans le pays, en déclarant :

« Comme travailleurs, nous sommes solidaires de tous les Palestiniens : ceux de Gaza, ceux de Cisjordanie, et les Palestiniens réfugiés, dispersés dans le monde entier. Nous sommes ici pour dénoncer avec force le soutien total du gouvernement américain à Israël. Ce soutien aveugle et inconsidéré à Israël est immoral et illégal.

Ces attaques systématiques ne constituent pas seulement une punition collective. Elles font clairement partie d'un plan d'épuration ethnique (...) Nous sommes ici pour exiger d'Obama, de John Kerry et du Congrès qu'ils obligent Israël à arrêter les bombardements, à lever le blocus de Gaza, à mettre un terme au développement de la colonisation ainsi qu'à l'occupation. Et cela tout de suite !

Les Etats-Unis ont-ils le pouvoir de le faire ? Oui. En cessant toute aide à Israël, en bloquant le flot de milliards de dollars payés par nos impôts, qui financent l'occupation. Nous disons : plus un sou, plus un centime. Nous refusons de payer pour les crimes d'Israël ! »

Pour sa part, US Labor Against the War (USLAW, coalition du mouvement ouvrier américain contre la guerre) a publié une déclaration le 12 août intitulée : « *La punition collective est un crime de guerre, pas la voie vers la paix* », dans laquelle USLAW exige la fin des attaques et des bombardements israéliens sur Gaza, la levée du blocus israélien et égyptien, et l'arrêt de tout financement du budget militaire israélien par les Etats-Unis.

Cet appel d'USLAW n'a pas de précédent au sein du mouvement ouvrier américain, qui a longtemps été lié au lobby pro-Israélien à travers la direction nationale de l'AFL-CIO et de sa « commission ouvrière juive ». Peu de temps après, un certain nombre d'unions locales et d'instances syndicales ont commencé à adopter des résolutions appuyant les revendications formulées par USLAW.

Citons notamment le conseil central des syndicats du comté d'Alameda, en Californie, affirmant qu'il est de la responsabilité « *de la solidarité de la classe ouvrière internationale d'ouvrir une voie pour la paix* », et que, pour cette raison,

« le génocide subi par le peuple juif n'autorise nullement l'Etat israélien à perpétrer ces énormes violations de droits de l'homme à s'emparer de la propriété, à détruire les maisons, les fermes, à poursuivre une colonisation illégale et imposer des conditions comparables au régime de l'apartheid au peuple palestinien ou encore d'assiéger Gaza ».

Le 25 août, c'était au tour de la réunion de l'ensemble des délégués du conseil central du travail de l'AFL-CIO de San Francisco d'adopter une résolution affirmant « *sa forte opposition aux bombardements et aux attaques contre Gaza* » et se concluant par un appel à « *en finir avec le blocus qui emprisonne 1 900 000 personnes* ». Il est clair que ces contradictions qui s'expriment dans le mouvement ouvrier sont d'une énorme importance. Elles ouvrent une voie nouvelle qui relie la question de l'indépendance de classe à celle de la position indépendante dans le soutien au peuple palestinien. Le congrès de Socialist Organizer a pleinement rempli son rôle en prenant les dispositions qui ont permis, pour la première fois dans l'histoire du mouvement ouvrier américain, d'introduire de telles différenciations sur la question de la Palestine. Cela a été rendu possible parce que nous avons décidé, comme organisation, de placer au centre le combat de front unique pour la défense du peuple palestinien au sein même du mouvement ouvrier. La mise en œuvre de cette orientation politique reliée aux participations aux manifestations de masse se combine, pour ce qui nous concerne, avec la nécessité de faire connaître publiquement les positions de la IV^e Internationale. C'est pourquoi, le

congrès a également décidé de tenir des journées d'étude publiques et d'organiser la diffusion de tracts, en particulier dans la jeunesse, afin de faire largement connaître les positions historiques de la IV^e Internationale sur la Palestine — notamment son appel en faveur d'une Palestine démocratique et laïque, comprenant tout le territoire de la Palestine historique d'avant 1948, où les habitants, quelle que soit leur appartenance ethnique ou religieuse, sont tous, sans exception, des citoyens à part entière, bénéficiant de droits égaux. Une Palestine fondée sur le droit au retour pour tous les Palestiniens expulsés de la Palestine historique par les sionistes lorsqu'ils se sont emparés des terres.

Une récente déclaration de Socialist Organizer explique que la prétendue solution des « deux Etats », approuvée par la direction palestinienne au cours des vingt dernières années, a conduit en pratique à la situation qui est celle du peuple palestinien aujourd'hui,

« un Etat israélien de type apartheid à côté de ce qui ne pourrait être qu'un Etat croupion ou un "bantoustan", un Etat palestinien vidé de toute notion de souveraineté et de dignité nationales. C'est une situation dans laquelle Israël se réserve le droit de continuer à s'appropriier tout le territoire palestinien, tandis que Gaza et la Cisjordanie — formellement des entités souveraines — deviennent de véritables prisons à ciel ouvert. »

Un autre événement majeur a secoué la situation politique aux Etats-Unis au moment même où se déroulait le congrès de Socialist Organizer, c'est le soulèvement de la jeunesse noire dans plus de cinquante villes, en réaction à l'assassinat, perpétré le 9 août par un policier blanc, de Michael Brown, un jeune de 18 ans, à Ferguson dans le Missouri.

Ferguson n'est pas très différente d'autres villes des Etats-Unis à majorité noire, où 300 jeunes Noirs sont tués chaque année par des policiers blancs, des agents de sécurité ou des membres de groupes d'auto-défense (comme George Zimmerman, l'homme qui a assassiné Trayvon Martin à Sanford, en Floride et a ensuite été acquitté). La Malcolm X Grassroots Organization parle d'une campagne de « nettoyage ethnique » de la jeunesse noire orchestrée par la classe dirigeante des Etats-

Unis. On dénombre de plus en plus de cas où le meurtre de jeunes Noirs sans armes par la police reste impuni. Des millions de jeunes Noirs sont mis à l'écart dans le cadre de l'activité industrielle la plus prospère du pays : le complexe carcéro-industriel également connu sous le nom de « nouveau Jim Crow (1) ».

L'immense colère exprimée chaque jour dans les rues de Ferguson n'a pas été dirigée seulement contre l'exécution de Michael Brown par la police. Elle s'est étendue aux autorités de la ville et de l'Etat, qui n'ont pas arrêté Darren Wilson, le policier blanc qui a tué Brown. Il a été au contraire mis en congé administratif avec plein traitement, tandis que le procureur chargé de l'affaire, Robert McCullouch, louait le « professionnalisme » constant de la police, laissant à penser qu'un nouveau déni de justice — semblable à celui de l'affaire Trayvor Martin — était en préparation.

Une déclaration de Labor Fightback Network (LFN) décrit la situation en ces termes :

« Après le meurtre, les habitants de Ferguson, protestant par des marches pacifiques, ont été brutalement réprimés par la police, utilisant des gaz lacrymogènes, des grenades aveuglantes, ainsi que des grenades assourdissantes, tandis que des tireurs d'élite étaient postés sur des camions blindés et que des policiers de la ville et de l'Etat, vêtus d'uniformes paramilitaires, équipés de fusils à pompe avec balles en caoutchouc, de fusils d'assaut AR-15 et de chiens policiers, étaient déployés.

En un mot, Ferguson était mise en état de siège, livrée à des forces militaro-policières hors de tout contrôle. La liberté d'expression a été foulée aux pieds, et les manifestants pacifiques ont senti la nécessité de mettre "les mains en l'air" face à des individus qui pointaient leurs armes sur eux... Ce qui s'est passé a-t-il entraîné des émeutes ? Inévitablement. Elles ont éclaté à cause de la profonde frustration et de l'exaspération découlant de ce qui a été décrit précédemment. »

La déclaration se termine par un appel à l'action :

« Nous ne pouvons pas nous contenter de la condamnation de l'officier qui a tué Brown, comme nous l'a enseigné l'affaire Trayvon Martin. Le mouvement ouvrier

doit faire sienne la lutte de la population de Ferguson pour la justice, à commencer par l'arrestation et l'emprisonnement de Wilson. C'est pourquoi nous en appelons au mouvement ouvrier et au mouvement des droits civiques pour qu'ils prennent l'initiative d'une "marche sur Ferguson", appelant nos frères et sœurs dans les grandes villes de la région — Saint-Louis et Chicago — à se joindre en masse à ce combat. »

L'assassinat de Michael Brown par la police, comme précédemment le meurtre impuni de Trayvor Martin et de centaines d'autres chaque année, tous commis avec la complicité du Parti démocrate, du Parti républicain et de leur cadre institutionnel commun, ont remis à l'ordre du jour politique le combat pour un parti noir indépendant, lié au combat pour un Labor Party.

Cela a trouvé une expression dans un document de discussion du Black Left Unity Network (Réseau d'unité de la gauche noire) intitulé : « *La rébellion de Ferguson : pourquoi reconstruire un mouvement national de libération des Noirs ?* » Ce document explique, entre autres :

« Le financement du département de la Sécurité intérieure des Etats-Unis (2) a donné aux services de police plus de 75 milliards de dollars en équipement militaire ! Le Pentagone offre actuellement à la police du comté de Saint-Louis des armes provenant des surplus de l'armée valant des centaines de millions de dollars. Cette militarisation de la police des Etats-Unis, mise en œuvre par le Pentagone qui représente le plus haut niveau de commandement du complexe militaro-industriel américain, est une composante de la stratégie globale de l'empire américain. Depuis des dizaines d'années, l'aide militaire annuelle de 3 milliards de dollars fournie par le gouvernement américain à Israël montre le lien entre l'impérialisme américain et l'Etat colonial d'Israël, et explique pourquoi l'armée israélienne a formé plus de 9 000 policiers au niveau des municipalités, des Etats et du gouvernement fédéral... Concernant l'assassinat par la police de notre frère Michael Brown, âgé de 18 ans, les revendications immédiates

(1) Jim Crow : surnom donné à la législation ségrégationniste dans les Etats du Sud.

(2) Département de la Sécurité intérieure des Etats-Unis : créé par George Bush après les attentats du 11 septembre 2001.

(emprisonnement du flic assassin, départ de la police militarisée de Ferguson, renvoi du chef de la police et de tous les responsables qui ont défendu le meurtrier de Michael Brown) doivent être liées aux revendications nationales et renforcées par ces dernières — ce sont celles d'un peuple opprimé victime d'une agression — et le meurtre de Brown est un exemple qui fait partie d'un cadre de répression et d'occupation approuvé par l'Etat... L'appel à la justice lancé par les masses noires, exprimé et popularisé par la rébellion de Ferguson dans le Missouri et dans tout le pays, est un appel au changement et à la capacité d'opérer des transformations fondamentales profondes. Ce n'est pas un appel à une démocratie qui a échoué, même lorsqu'elle est dirigée par un président noir qui a honteusement tenté d'utiliser sa position de président des Etats-Unis pour convaincre le peuple noir qu'on en avait fini avec le système d'oppression nationale et que nous vivons maintenant dans une société démocratique post-raciale dans laquelle les problèmes des Noirs relèvent essentiellement des défauts et faiblesses individuels, et non pas du système d'oppression nationale en tant que structure et infrastructure du système capitaliste... L'heure est maintenant venue de reconstruire des organisations ouvrières noires. Le Dodge Revolutionary Union Movement et la League of Revolutionary Black Workers (3) trouvèrent leur inspiration dans les révoltes de Detroit en 1967 et portèrent la lutte contre l'oppression raciale dans l'industrie automobile et finalement dans d'autres secteurs, conduisant ainsi le mouvement de libération des Noirs à mener la lutte à l'intérieur du mouvement ouvrier et dans le lieu de production capitaliste. Ces formes d'organisation ouvrière noire doivent être reconstruites pour contribuer à façonner la conscience de classe chez les travailleurs noirs et plus généralement dans la classe ouvrière, et à mobiliser leurs forces contre le système d'oppression nationale noire et le capitalisme américain et mondial... Les forces du capital américain et de l'Etat impérialiste savent parfaitement que la résistance nationale des masses noires jouerait un rôle de catalyseur pour une résistance globale de tous les peuples opprimés et pour des secteurs de la classe ouvrière américaine au sens large. Ferguson indique ce potentiel... Cette nouvelle période nécessite de s'atteler au développement d'un programme d'action pour la libération des Noirs. Le Black Left Unity

Network a appelé à la tenue d'une assemblée nationale pour la libération des Noirs, ainsi qu'à une discussion nationale et à la rédaction d'un projet de manifeste en vue de développer un programme national devant être ratifié par l'assemblée nationale. »

Pour sa part, Socialist Organizer a réaffirmé, lors de sa XIII^e Convention nationale, sa position sur la question noire, dans une résolution qui affirme en particulier :

« Il est évident qu'aux Etats-Unis la lutte de classe intègre une dimension très particulière qui concerne la question de l'oppression nationale (...). Les Noirs ont été une composante de la constitution de la nation américaine, mais en même temps, ils ont été exclus de cette nation de manière permanente par la classe dirigeante. L'histoire de l'esclavage, la guerre civile aux Etats-Unis, la Reconstruction, les lois racistes de Jim Crow, etc., donnent à la lutte noire une spécificité au sein de la lutte de classe qui n'a pas directement d'équivalent dans tout autre groupe opprimé aux Etats-Unis. Nous soutenons le droit des Noirs à l'autodétermination et le nationalisme noir, bien que nous ne soyons pas partisans de la séparation territoriale. Dans la poursuite de la lutte de libération des Noirs par la rupture avec le Parti démocrate, et afin de permettre que se forge avec les travailleurs d'autres nationalités une unité sur un plan d'égalité, nous soutenons la construction d'un parti noir indépendant, que nous, à Socialist Organizer, considérons comme lié à la lutte pour un Labor Party appuyé sur les syndicats. Nous sommes prêts à rechercher toutes les voies permettant de construire l'unité entre un parti noir et un Labor Party (et potentiellement au sein de ce dernier). »

Gaza et Ferguson constituent deux aspects fondamentaux de la situation actuelle — situation qui a été analysée plus en détail dans le rapport politique et la résolution politique adoptés par les délégués à la convention, et dont des extraits sont présentés dans les pages qui suivent.

Alan Benjamin

(3) Dodge Revolutionary Union Movement, League of Revolutionary Black Workers : deux organisations de travailleurs noirs constituées dans l'industrie automobile à la fin des années 1960.

Rapport politique (rapport politique oral présenté devant la XIII^e Convention nationale de Socialist Organizer — extraits)

Le projet de résolution politique intitulé « *La lutte pour l'action politique ouvrière indépendante* » s'ouvre, comme cela devrait toujours être le cas, en insérant les développements politiques aux Etats-Unis dans leur contexte international, l'accent étant mis sur la crise de domination de l'impérialisme américain.

L'impérialisme, et en premier lieu l'impérialisme américain, à l'époque de l'agonie mortelle du capitalisme, doit intensifier ses attaques contre les travailleurs, les peuples et les nations opprimés dans le monde entier. C'est ce que nous constatons partout.

Mais ce qui est nouveau dans la période récente, c'est que, compte tenu de la résistance grandissante des travailleurs et des masses appauvries à l'offensive impérialiste, à l'échelle mondiale, compte tenu également des clivages, produits de cette résistance, qui s'accroissent au sein de la classe dirigeante, américaine en particulier, l'impérialisme américain n'est pas en mesure de mettre en œuvre son programme comme il l'avait prévu.

(Ici, le rapport passe en revue les obstacles auxquels l'impérialisme américain se heurte en Syrie, en Palestine, en Afrique du Nord, au Venezuela, en Asie, en Afghanistan, en Irak, en Iran.)

Les notes éditoriales du numéro 81 de *La Vérité* (avril 2014) reviennent sur la crise de la domination de l'impérialisme aux Etats-Unis mêmes dans les termes suivants :

« La crise spécifique de l'impérialisme américain procède d'abord de son rôle mondial, du fait que l'impérialisme américain, clé de voûte du maintien du système d'exploitation capitaliste à l'échelle de la planète, est directement frappé par toutes les crises qui secouent cet ordre capitaliste mondial. Cette crise a aussi une dimension particulière aux Etats-Unis, qui procède de la lutte de la classe ouvrière américaine, en particulier au sein du mouvement ouvrier où le choc s'aiguise entre le combat pour l'indépendance de classe et les appareils, notamment aux sommets de la centrale

syndicale AFL-CIO, qui voudraient à toute force subordonner le mouvement ouvrier à l'impérialisme. »

Une expression claire de cette crise de domination sur le plan interne est l'incapacité des principaux dirigeants du Parti démocrate et du Parti républicain à faire avancer les « réformes » Simpson-Bowles de la protection sociale (Social Security), de Medicare et de Medicaid proposées par les deux partis. Les responsables du capital ont besoin de mettre la main sur les sommes énormes — des milliers de milliards de dollars — qui ont échappé à leur emprise, pour compenser le déclin de leur taux de profit. Mais, jusqu'à présent, ils ont été incapables de le faire du fait de la résistance massive à ces « réformes » parmi les travailleurs américains et à cause de la crise du Tea Party au sein du Parti républicain, dans lequel une aile de ce parti a tracé une ligne de démarcation pour dire qu'il n'y aura pas de réformes tant que les impôts seront augmentés, ne serait-ce que de façon minime.

Mais même cette divergence du Tea Party ne peut s'expliquer qu'en relation avec la résistance de la classe ouvrière. Tous les courants du Parti démocrate comprennent parfaitement qu'ils ne peuvent pas vendre leurs « réformes des dépenses sociales » au mouvement ouvrier et aux associations de retraités s'ils ne trouvent pas le moyen de faire avaler la pilule amère aux travailleurs. Et ce moyen, c'est une proposition d'augmentation très limitée des impôts, augmentation qui — ils insistent sur ce point — pour le grand capital, serait compensée en abaissant à l'avenir les taux de l'impôt sur les sociétés. Les manifestations de masse et les protestations organisées par le mouvement syndical et ses alliés pour revendiquer « *Bas les pattes devant la Social Security et Medicare !* » ont secoué l'establishment de la classe dominante, rendant très difficile, sinon impossible, tout arrangement pour le moment.

Cette crise a abouti à une paralysie gouvernementale qui, à l'automne dernier, a frappé les institutions du pays pendant

quinze jours. Le fait que les secteurs traditionnels du Parti républicain aient réussi à contrôler l'aile Tea Party afin d'éviter une nouvelle paralysie, lorsqu'en 2014, le budget fédéral fut approuvé, illustre les limites du Tea Party à l'échelle nationale. Cependant, localement, les partisans du Tea Party se renforcent et constituent une menace pour le siège de certains républicains qui n'appartiennent pas au Tea Party lors des élections de mi-mandat de novembre 2014.

Une autre crise concerne l'incapacité de la classe dominante à faire passer sa loi sur « l'offre de soins à prix abordable » (Affordable Care Act, ACA ou Obama-care) auprès des travailleurs américains. Gardons présent à l'esprit que cette loi a été à l'origine concoctée dans les think tanks républicains. C'est, de A à Z, une opération de la classe dominante pour augmenter les profits des compagnies et des entreprises d'assurance santé privées.

A nouveau, l'aile Tea Party des républicains, avec sa démagogie habituelle, s'est fixée pour objectif de démanteler l'ACA, après n'avoir pas réussi à le repousser entièrement. Désormais les tribunaux, à la suite de l'offensive des républicains de droite, veulent à tout prix retirer de l'ACA la possibilité pour les Etats de fournir à leur niveau des aides aux personnes à faibles revenus afin qu'elles puissent bénéficier de la couverture de Medicaid. C'était peut-être le seul aspect progressiste de l'ACA, et c'est pourquoi il doit disparaître.

Mais une fois de plus, ce qui a nourri la crise de l'ACA, ce n'est pas le Tea Party ; c'est l'opposition massive aux compagnies d'assurance privées, parmi les travailleurs à travers le pays. C'est l'opposition de masse exprimée à la dernière convention de l'AFL-CIO, tant par des délégués que par des dirigeants siégeant à la tribune, au démantèlement par l'ACA des programmes syndicaux de santé (4). C'est le soutien massif à un système de santé fondé sur le salaire différé (« single payer ») parmi les travailleurs et les ouvriers.

En fait, alors que l'ACA continue à aller à vau-l'eau, le combat pour le « single payer » a repris, comme tâche centrale et immédiate pour la classe ouvrière.

Il y a également une crise profonde qui affecte la capacité de la classe dominante

américaine à mettre en œuvre son plan « bipartisan » (5) de réforme complète de l'immigration — une réforme qui permettrait à une petite minorité d'immigrés sans papiers vivant aux Etats-Unis d'accéder à la citoyenneté en échange de la militarisation plus étroite de la frontière, de la réduction des droits ouvriers et d'attaques redoublées contre les nouveaux immigrés.

Cette crise s'est approfondie avec le débat autour des plus de 57 000 enfants sans papiers en provenance d'Amérique centrale. Obama a accepté d'utiliser son « autorité exécutive » (6) pour traiter de cette affaire urgente, mais pas dans le but de mettre fin aux expulsions, comme le demande le mouvement pour les droits des immigrés, dont l'AFL-CIO. Il s'agit plutôt d'appliquer le plan d'expulsions massives préconisé par les républicains et d'accorder des milliards de dollars supplémentaires à une militarisation croissante de la frontière entre les Etats-Unis et le Mexique.

Le dernier élément de cette courte énumération concerne la résistance massive des enseignants, des étudiants et de tous ceux qui soutiennent l'enseignement public face aux « réformes » destructrices avancées par Obama et son secrétaire à l'Enseignement, Arne Duncan.

Il y a eu dans la dernière période une importante mobilisation à la base — avec très souvent la formation de regroupements dans les syndicats de la National Education Association (NEA) et de l'American Federation of Teachers (AFT) — contre cette offensive de privatisation.

Dans le Massachusetts, une liste de candidats pour la réforme du syndicat et contre les privatisations a chassé les dirigeants de la NEA qui étaient en place.

A Los Angeles, un courant de « réforme » similaire à celui de CORE, à Chicago, vient de remporter les élections du syndicat United Teachers of Los Angeles (UTLA). Des formations similaires se développent dans les villes à travers tout le pays.

(4) Contrats collectifs de protection sociale signés dans trois branches et/ou des entreprises entre syndicats et patrons.

(5) Projet commun aux deux partis qui se partagent le pouvoir, les républicains et les démocrates.

(6) Droit du président de légiférer par décrets.

Ces dernières semaines, les dirigeants de la NEA et de l'AFT ont été confrontés à des résolutions émanant de délégués de leurs conventions nationales. Dans la NEA, une résolution exigeant qu'Arne Duncan démissionne de son poste de secrétaire à l'Enseignement a été approuvée à une écrasante majorité de délégués.

A chaque fois qu'une ouverture se présente, les travailleurs s'en saisissent pour mettre en avant leurs revendications de classe. Le dernier exemple est l'élection de Mark Dimondstein à la présidence de l'American Postal Workers Union (APWU).

Dimondstein a remporté l'élection sur mandat de constituer l'unité des quatre syndicats de postiers pour mettre fin à la destruction de la poste. C'est un allié important du réseau Labor Fightback Network. Il a participé à la réunion de sa direction à Charleston (Caroline du Sud) au printemps 2013.

Ce qui est encore plus important, c'est qu'il est très fermement partisan de la nécessité d'un Labor Party dans ce pays. Il s'est déclaré prêt à relancer une organisation du type Labor Party Advocates dans les mois à venir. Il nous faut unifier toutes les déterminations de notre intervention sur un axe : faire avancer la lutte pour l'action politique indépendante de la classe ouvrière.

Obama et les démocrates ne pourraient pas mettre en œuvre les attaques de la classe dominante contre les travailleurs et les opprimés s'ils ne disposaient pas du soutien des directions syndicales dans ce pays.

C'est pourquoi il est probable qu'Hillary Clinton soit la prochaine candidate du Parti démocrate à la présidentielle et la prochaine présidente. La classe dominante américaine a besoin, plus que jamais, du Parti démocrate pour contenir la colère et la résistance qui bouillonnent sous la surface mais qui commencent à s'exprimer ici et là.

Le Parti républicain est en ruines. Les candidats potentiels à la présidence sont peu nombreux et ternes, y compris selon leurs critères, ce qui ne veut pas dire cependant que la démoralisation massive par rapport à Obama et aux démocrates — et l'absentéisme massif qui en résulterait le jour du vote — ne puisse pas conduire à ce que les républicains remportent de nouveau le

Sénat lors des prochaines élections de mi-mandat.

De là découle la conclusion politique principale de notre projet de résolution. Une nécessité impérative s'impose, aujourd'hui plus que jamais : que les syndicats — la seule expression organisée de la classe ouvrière comme classe pour soi — rompent avec le Parti démocrate, aussi bien en termes de construction d'une riposte indépendante au niveau du lieu de travail que de construction d'un mouvement politique indépendant sur le terrain électoral.

C'est là que réside une faiblesse politique majeure de notre organisation, que nous devons surmonter collectivement, pas à pas.

Bien que nous ayons affirmé dans la plupart — sinon toutes — des résolutions des précédents congrès de Socialist Organizer que le combat pour l'action politique ouvrière indépendante est notre gouvernement politique — ce qui signifie que c'est la ligne stratégique de notre organisation reliant tout ce que nous faisons dans nos domaines respectifs de lutte et d'intervention —, nous avons rencontré une grande difficulté pour en faire une réalité pour notre organisation tout entière dans notre activité quotidienne.

Ce qui manque, c'est une campagne commune — ou une perspective d'action — qui pourrait lier les différents secteurs de notre intervention. Le danger de ne pas disposer de ce fil unificateur réside dans le fait que nous devenons « sectoriels » dans notre activité politique — ce qui signifie que nous faisons du bon travail et de bonnes campagnes, mais non reliés à une bataille d'ensemble pour faire que les syndicats rompent avec les démocrates et constituent leur propre parti politique, avec leurs alliés.

Nous devons continuer et approfondir notre activité pour la défense des droits des femmes, qui subissent une offensive. L'attaque de la chaîne de magasins Hobby Lobby contre le droit à la contraception, la décision de la Cour suprême sur les zones de sécurité devant les cliniques (7) qui pra-

(7) Selon un jugement de la Cour suprême, les manifestants anti-avortement ont désormais le droit de bloquer l'entrée des cliniques. Jusqu'à ce jugement une zone de sécurité dans laquelle les manifestants ne pouvaient pas pénétrer garantissait l'accès libre.

tiquent l'avortement, les attaques contre tous les aspects des droits des femmes en matière de procréation et bien d'autres sujets, exigent un front unique et une campagne d'action de masse pour la défense des droits des femmes.

Nous avons besoin de poursuivre et d'amplifier notre activité dans les syndicats, en particulier les syndicats enseignants, pour donner un coup d'arrêt aux attaques liées à l'affaire Vergara, pour défendre nos retraites et ne pas permettre que cette question soit agitée pour s'attaquer aux salaires des enseignants et aux conditions de travail.

Nous devons intensifier notre activité en relation avec les droits des immigrés, nous battre pour arrêter les expulsions, nous battre pour une réforme juste de l'immigration fondée sur la totalité des droits ouvriers et démocratiques.

Il nous faut être en première ligne du combat pour que justice soit faite à Michael Brown, Trayvon Martin et tous les militants noirs assassinés par la police. Mais nous devons faire tout cela d'une façon qui assure la convergence avec l'ensemble de nos activités en vue de promouvoir l'action politique ouvrière indépendante.

Cette faiblesse est moins importante aujourd'hui qu'elle ne l'a été à certains moments dans le passé, pour la simple raison que nous avons contribué en tant que Socialist Organizer à constituer une importante coalition de riposte ouvrière, le Réseau de riposte ouvrière (Labor Fightback Network), qui a mis en avant la lutte pour l'indépendance des syndicats, l'action ouvrière de masse et, plus récemment, le besoin d'un « *parti des travailleurs basé sur les syndicats et les organisations populaires progressistes* », une formulation qui n'est pas la nôtre, mais qui, en indiquant que le parti à construire doit être fondé d'abord sur les syndicats, pose la nécessité de combattre pour que les syndicats rompent avec le Parti démocrate.

Des possibilités s'ouvrent pour promouvoir la lutte pour des candidats indépendants présentés par les syndicats et les organisations populaires. Il y a une discussion, à Chicago, pour que Karen Lewis, la nouvelle présidente du syndicat des enseignants CTU (Chicago Teachers Union) se présente au poste de maire au printemps prochain

contre l'ancien chef de cabinet d'Obama (et actuel maire de Chicago), Rahm Emanuel. Un récent sondage publié dans le *Huffington Post* indique que Karen Lewis pourrait battre Rahm Emanuel à cette élection.

Mais la grande question est la suivante : Karen Lewis et le CTU ont constitué l'Organisation politique indépendante (Independent Political Organization, IPO) qui dit promouvoir une action politique indépendante de la classe ouvrière, mais qui reste liée à une stratégie « un pied dedans-un pied dehors » par rapport au Parti démocrate.

N'est-il donc pas nécessaire de lancer une campagne pour inviter Karen Lewis à se présenter au poste de maire (ce qu'elle n'a pas encore décidé de faire), mais comme candidate indépendante, présentée par le CTU et l'IPO, contre les démocrates — et donc pas comme une candidate « progressiste » participant à la primaire démocrate qui précède les élections du maire ?

N'est-il pas nécessaire de recueillir des signatures par centaines, sinon par milliers et dizaines de milliers, de militants syndicaux et politiques, non seulement à Chicago, mais dans tout le pays, l'invitant à se présenter comme candidate indépendante sur la plate-forme de résistance qu'elle a adoptée, et ensuite inviter tous les syndicats de Chicago à soutenir Karen Lewis comme candidate ouvrière indépendante au poste de maire ?

N'avons-nous pas, en tant que Socialist Organizer, une responsabilité pour promouvoir ce genre de campagne dans les syndicats, le mouvement pour les droits des immigrés, le mouvement des femmes, parmi les défenseurs de l'enseignement public, parmi les organisations et les militants noirs, et au-delà ?

Dans chaque secteur d'intervention, nous pourrions rassembler beaucoup de signatures incitant Karen Lewis à se présenter comme candidate indépendante. Nous pourrions agir avec d'autres pour élaborer des déclarations spécifiques et des pétitions expliquant pourquoi il est essentiel pour le mouvement des droits des immigrés, par exemple, que Karen Lewis se présente au poste de maire, en tant que candidate indépendante, dans une ville qui compte plus d'un million d'immi-

grés venant du sud de la frontière, contre un parti qui a expulsé plus de 2 millions d'immigrés sans papiers au cours des cinq dernières années et contre un membre « libéral » du Congrès (Luis Gutierrez) qui a osé réprimer la jeunesse immigrée pour être descendue dans la rue pour arrêter les bus de l'ICE et a conduit à faire de la lutte contre les expulsions une question nationale pour les travailleurs dans tout le pays (...).

Il y a aussi la perspective d'un sommet ouvrier cet automne pour discuter de la possibilité de relancer une formation du type « Partisans d'un Labor Party » (Labor Party Advocates, LPA). De hauts responsables syndicaux reviennent à nouveau à la conclusion que quelque chose de différent

doit être fait. S'en remettre aux démocrates ne revient pas seulement à ne rien faire, c'est accélérer le déclin du mouvement syndical.

Comme nous sommes pour la lutte pour une formation du type « LPA », il nous faut ouvrir une discussion politique dans les colonnes du journal *The Organizer* et son supplément *Unity and Independence* pour répondre à la question : pourquoi le Labor Party initié par Tony Mazzocchi au milieu des années 1990 s'est-il effondré ?

Nous sommes les seuls à expliquer que c'est à cause du refus de la direction du Labor Party de rompre clairement avec le Parti démocrate.

Introduction écrite de la résolution politique (adoptée par la XIII^e Convention nationale de Socialist Organizer)

Le point central de la résolution politique adoptée par la XIII^e Convention nationale de Socialist Organizer est « *le combat pour une action politique ouvrière indépendante aujourd'hui* ». Chaque convention de Socialist Organizer depuis notre création en 1991 a abordé cette question dans ses résolutions politiques. C'est la ligne stratégique de notre organisation qui relie tout ce que nous faisons dans nos secteurs de lutte et nos interventions respectives. C'est notre axe politique.

La Quatrième Internationale — se basant sur la méthode marxiste — a toujours souligné le fait que la classe ouvrière, à travers son mouvement propre et ses organisations, est la force motrice essentielle du changement révolutionnaire. Pour renverser le capitalisme et établir la démocratie socialiste, il n'y a pas de substitut.

La classe ouvrière est la seule classe révolutionnaire dans la société. Ce n'est que par son organisation propre et son action propre que la classe ouvrière — constituée par les travailleurs de genres, d'origines ethniques, de nationalités, d'orientations sexuelles, d'âges et de niveaux de qualifications différents — peut se libérer elle-même de la servitude du capitalisme, et ce n'est qu'en se libérant elle-même que la classe ouvrière peut libérer le reste de la société des chaînes de l'exploitation et de l'oppres-

sion. Cette réalité est ancrée dans les relations capitalistes d'extorsion de la plus-value produite par la classe ouvrière.

Notre stratégie globale est centrée sur le combat pour se réapproprier les organisations ouvrières (en premier lieu les syndicats) en tant qu'instruments pour la lutte et la résistance des travailleurs.

Les syndicats, même s'ils sont affaiblis, sont le produit des luttes historiques pour constituer la classe ouvrière comme classe pour soi. Nous nous efforçons donc de nous impliquer dans les luttes syndicales, en posant la nécessité d'une action ouvrière indépendante et d'une action politique ouvrière indépendante, en constituant des comités à la base, mais aussi, sur une ligne de front unique du sommet à la base, soucieux, à tout moment, dans le but d'aider à mobiliser la base, de se saisir et d'approfondir les fissures qui se développent au sein de la direction syndicale en place en relation avec l'approfondissement de la crise.

La lutte pour l'indépendance politique de la classe ouvrière est inséparable du combat pour que les syndicats remplissent pleinement leur rôle d'instruments de résistance démocratique et militante, au service de leurs adhérents et de la classe ouvrière tout entière (contre l'austérité, les attaques racistes, la réduction des droits des femmes, etc.).

La classe capitaliste a besoin de subordonner les syndicats — les seules organisations ouvrières de masse existantes — au Parti démocrate par l'intermédiaire de la bureaucratie syndicale. Combattre pour que les syndicats rompent avec les démocrates et pour un « Labor Party » fondé sur les syndicats constitue la tâche centrale de Socialist Organizer, la section américaine de la IV^e Internationale. C'est la traduction, aux Etats-Unis, de l'orientation de la IV^e Internationale pour construire ses sections « sur la ligne de la transition ». La subordination aux démocrates est l'obstacle principal auquel se heurte le mouvement ouvrier américain.

A travers sa lutte pour l'émancipation, la classe ouvrière doit défendre les luttes de tous les secteurs opprimés et exploités de la société.

Notre tâche, comme section américaine de la IV^e Internationale, est de lutter pour l'abolition du capitalisme et des relations de propriété bourgeoises. Nous combattons pour que la classe ouvrière prenne le pouvoir politique entre ses propres mains. Cela signifie que pour nous, la question centrale est celle de l'indépendance et de l'unité de la classe ouvrière. Se battre pour l'unité de la classe ouvrière américaine — intégrant toutes ses composantes, quelles que soient les origines nationales, ethniques ou culturelles — est donc une question essentielle.

Mais aux Etats-Unis, la question de l'oppression nationale constitue une dimension spécifique de la lutte de classe.

La « suprématie des Blancs » a été et continue d'être la cause centrale de division au sein de la classe ouvrière aux Etats-Unis. Pour contribuer à surmonter cet obstacle, nous luttons pour que les syndicats défendent les droits des groupes opprimés pour des raisons raciales ou de nationalité. Nous soutenons et participons à des mouvements autonomes et à des organisations de Noirs et d'Hispaniques, dans le cadre du combat pour l'unité de la classe ouvrière.

Les secteurs les plus opprimés de la société américaine ont un potentiel révolutionnaire formidable, qui sera essentiel au combat révolutionnaire — et à la construction d'un parti révolutionnaire de masse — aux Etats Unis.

Nous soutenons l'auto-organisation de tous les groupes qui sont confrontés à l'oppression raciale et/ou nationale aux Etats-Unis dans leur lutte pour l'égalité et la justice sociale. En même temps, nous combattons pour réaliser l'unité de toutes les composantes de la classe ouvrière américaine dans la lutte pour la révolution socialiste, qui est la première condition pour abolir l'oppression raciale.

Pour faire avancer la lutte de libération des opprimés, en rompant avec le Parti démocrate, et pour aider à l'unité des travailleurs de toutes nationalités pour l'égalité des droits, nous soutenons la construction d'un parti noir indépendant, que nous, à Socialist Organizer, considérons comme relié à la lutte pour un Labor Party fondé sur les syndicats.

Nous soutenons toute initiative visant à promouvoir l'unité d'un parti noir avec (et potentiellement en son sein) un Labor Party.

La lutte des Chicanos — comme celle des immigrés des autres pays d'Amérique latine — est également une composante majeure de la lutte de la classe ouvrière, tant aujourd'hui que dans la période à venir. La lutte pour l'amnistie — la régularisation, contre la chasse au faciès et les expulsions, pour la défense des études ethniques, de l'enseignement bilingue, et des autres revendications en faveur de l'égalité et de l'autonomie culturelle est extrêmement importante, compte tenu que, dans tout le pays, l'on cherche à faire des immigrés des boucs émissaires.

Nous soutenons l'organisation autonome des Chicanos et de tous les Hispanistes, et nous considérons notre activité, au sein du MEChA (Mouvement Etudiant Chicanos d'Aztlan) en particulier, comme un élément clé de l'intervention politique. Si un mouvement allant dans ce sens se mettait en place, nous serions amenés à soutenir la formation d'un parti politique de Chicanos et d'Hispaniques (La Raza) pour lutter pour les revendications des Chicanos et des autres immigrés.

Au sein d'un tel parti, nous serions pour militer pour l'indépendance politique, l'unité avec le mouvement ouvrier organisé et le mouvement de la libération des Noirs, en liaison avec la lutte pour un Labor Party.

Résolution politique (extraits)

La classe ouvrière des Etats-Unis — et particulièrement ses secteurs les plus opprimés — a subi de violentes attaques de la part de l'administration Obama au cours des six dernières années.

Le plus grave problème auquel sont confrontés les travailleurs n'est pas tant qu'Obama et les démocrates imposent leurs coupes budgétaires draconiennes ; après tout c'est dans la nature du Parti démocrate.

Le plus grave problème, c'est que les dirigeants aux sommets du mouvement syndical des Etats-Unis accompagnent ces attaques sans précédent contre la classe ouvrière du fait de leur subordination au Parti démocrate. Sans le soutien du mouvement syndical aux coupes budgétaires d'Obama et à son appel au « partage des sacrifices », les riches qui nous gouvernent ne pourraient pas imposer leur programme destructeur.

Cela ne signifie pas pour autant que la classe ouvrière reste les bras croisés pendant que s'abattent toutes ces agressions. Ce n'est pas le cas. Du Wisconsin à l'Ohio, en passant par la remarquable grève des enseignants de Chicago — grève qui n'aurait pas dû avoir lieu si cela n'avait tenu qu'aux démocrates et aux dirigeants syndicaux —, les travailleurs cherchent les moyens pour résister avec leurs organisations.

Du soulèvement du Wisconsin au référendum victorieux contre la législation antisyndicale dans l'Ohio, sans oublier la puissante grève des enseignants de Chicago en 2012, la classe ouvrière des Etats-Unis écrit actuellement de nouveaux chapitres dans la riche histoire de la lutte de classe. A tous les niveaux, les militants syndicaux cherchent les moyens de résister aux tentatives du capitalisme mondial d'intégrer les organisations syndicales et cherchent à se réapproprier leurs syndicats pour la lutte.

C'est aussi ce qu'ont montré les délégués et invités de la convention nationale de l'AFL-CIO en septembre 2013, qui, sans nécessairement rompre avec la politique de la direction de leur confédération, ont, y compris d'une façon contradictoire,

exprimé la volonté de la classe ouvrière de préserver l'indépendance de ses organisations.

La direction de l'AFL-CIO, qui est inextricablement liée à Obama et au Parti démocrate, a, lors de cette convention, fait face à une rébellion à propos du soutien qu'elle apporte à la réforme de la santé d'Obama. La convention de l'AFL-CIO a non seulement réaffirmé son mandat en faveur du single payer (système de protection sociale fondé sur le salaire différé), mais elle a exigé une série de « correctifs » à la « loi sur un système de santé abordable » qu'elle a posés comme préalable à la poursuite de son soutien à la réforme d'Obama. Mais la convention était à peine terminée qu'Obama annonçait qu'il refusait catégoriquement de tenir compte des revendications des syndicats.

La direction de l'AFL-CIO a, à la fin du mois de juillet, formulé une proposition qui aurait très nettement engagé la confédération sur la voie des organisations non-gouvernementales (ONG), rompant ainsi avec son caractère de classe. Cette proposition s'est heurtée à une forte opposition et a dû être substantiellement amendée avant d'être présentée aux délégués de la convention.

Et même si la direction de la confédération a pu imposer, par des procédures bureaucratiques, l'adoption d'une résolution soutenant indirectement le projet de loi du Sénat contre l'immigration, l'écrasante majorité des délégués était favorable à une vraie réforme du système d'immigration, contradictoire au projet du Sénat.

C'est ce que ne peuvent accepter les patrons du capitalisme financier international. Ils ne peuvent tolérer une organisation syndicale qui ne se soumet pas à leur politique ou, pis encore, qui la rejette. Face à une dette qui s'envole et asphyxie l'économie, le capital financier des Etats-Unis n'a pas d'autre choix que d'augmenter ses marges de profit pour réduire la pression des marchés. Il lui faut détruire les conventions collectives et les droits que les syndicats ont arrachés depuis 150 ans par la lutte de classe. Il lui faut baisser le coût du travail par tous les moyens pos-

sibles, même si cela implique de mettre à mal les formes traditionnelles de domination de la classe dirigeante — y compris le cadre de collaboration de classe entre le capital et le travail qui a prévalu depuis la Seconde Guerre mondiale.

La seule solution à laquelle la classe capitaliste puisse avoir recours est de s'assurer du soutien des bureaucraties syndicales à son programme de réduction du coût de travail. C'est pourquoi le combat contre le corporatisme et pour l'indépendance du mouvement syndical est une question politique majeure aujourd'hui.

Le capital financier exige que les appareils bureaucratiques qui dirigent le mouvement syndical s'intègrent totalement à un cadre d'acceptation des accords et pactes qui démolissent les garanties et les droits collectifs. La classe capitaliste sait qu'elle n'a pas la moindre chance de faire passer une seule mesure atomisant la classe ouvrière si elle n'associe pas les organisations ouvrières à la mise en œuvre de ses politiques destructrices. Et les dirigeants des organisations ouvrières s'alignent de plus en plus ouvertement sur cette orientation corporatiste, qui menace de destruction la classe ouvrière et ses organisations.

Même si cette offensive a sans conteste marqué des points — suppression de la négociation collective dans l'industrie automobile, adoption, dans plusieurs Etats, de lois antisyndicales d'une rare brutalité, effondrement de l'économie sans précédent depuis la crise de 1929, qui fait qu'entre 50 et 60 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté et que des millions d'autres ont perdu leur logement —, elle s'est heurtée à la résistance de la classe ouvrière. Et c'est, pour nous, la question essentielle.

DE NOUVELLES MANIFESTATIONS DE RÉSISTANCE

Malgré les coups portés à la classe ouvrière et à ses principales organisations depuis près de trois décennies, et bien que les dirigeants à la tête des syndicats aient été complices de cette offensive de la classe dominante, les adhérents des syndicats, à tous les niveaux, en particulier à la base,

cherchent à se réapproprier leurs syndicats pour lutter contre les patrons et le gouvernement.

Il n'y a pas actuellement de soulèvement ouvrier massif. Les travailleurs et leurs syndicats sont essentiellement sur la défensive. Pour le moment, on n'assiste pas à une extension de la riposte que nous avons observée lors de la grève des enseignants de Chicago, il y a près de deux ans. Mais des développements répétés et importants indiquent une volonté de résister qui s'amplifie et annonce des luttes de classes majeures.

● Importantes avancées de la « Liste pour la réforme de l'IAM » lors des élections dans le syndicat IAM (International Association of Machinists) :

L'élection de la direction du syndicat s'est déroulée au cours du mois d'avril dans les sections de l'IAM à travers tout le pays. Le site Internet de la « Liste pour la réforme de l'IAM » annonce que leur liste remporte une majorité des voix dans des sections où, il y a peu, elle n'avait aucun contact. La liste a donné un nouveau dynamisme à des dizaines de milliers de travailleurs de l'aérospatiale sur la base d'une plate-forme de résistance et d'opposition aux concessions, à la suite de l'odieuse trahison de la direction syndicale à Boeing.

● Le syndicat des travailleurs de la Poste a élu un dirigeant sur un programme de combat :

Un dirigeant combatif de la section de Caroline du Nord de l'American Postal Workers Union (APWU), Mark Dimondstein, a récemment été élu président du syndicat. Dimondstein se présentait sur un programme d'opposition à la privatisation et à la destruction du service postal des Etats-Unis (qui sont déjà fort engagées) et pour la construction de l'unité avec les trois autres syndicats du secteur postal afin de repousser les attaques contre la Poste et ses salariés et d'annuler les mesures déjà prises.

Les quatre syndicats de la Poste viennent de constituer une alliance des syndicats de la Poste afin de résister à « l'attaque sans précédent » contre le service postal. Les syndicats agiront ensemble contre la privatisation, la sous-traitance et les autres mesures qui ont déjà occasionné la perte de dizaines de milliers d'emplois. L'alliance « s'engage à former un front commun dans

le combat pour une authentique réforme des lois postales », pour combattre la mainmise du secteur privé sur la fixation des tarifs du service postal des Etats-Unis et pour développer ses activités : opérations bancaires de base, actes notariés, encaissement des chèques et d'autres services.

● **Le développement du mouvement pour un salaire minimum de 15 dollars l'heure :**

Encouragés par la victoire électorale de Kshama Sawant et les succès de la campagne d'organisation en faveur d'un décret fixant le salaire minimum à 15 dollars l'heure à Seattle, des dizaines de regroupements rassemblant syndicats et organisations locales de la population se sont constitués de manière similaire dans des villes du pays. A San Francisco, une résolution adoptée par l'union locale des syndicats a abouti à la décision de constituer une coalition, sous la direction de la section 1021 du SEIU et de « Jobs with Justice », entre autres, et d'inclure cette question lors du scrutin de novembre 2014. « *Il s'agit d'impliquer toute la population, pas seulement les travailleurs qui ont des bas salaires* », a déclaré Shaw San Liu, la porte-parole de l'Alliance progressiste des travailleurs de San Francisco, qui est le fer de lance de cette campagne.

A la suite de cette pression croissante qui vient d'en bas, l'AFL-CIO, au niveau national, s'est même prononcée pour un salaire minimum de 15 dollars à l'échelon fédéral — au moment où Obama propose de faire passer le salaire minimum de 7,25 dollars l'heure à 10,10 (proposition combattue bec et ongles par les républicains). De nombreux jeunes militants dans les syndicats et les localités sont en train de se mobiliser dans cette campagne.

● **Développement du mouvement des syndicats pour le système de santé fondé sur le salaire différé (single payer) :**

Indignés par les attaques contre les systèmes d'assurance maladie conquis par les syndicats, un nombre croissant d'organisations syndicales se prononce contre la loi sur « l'offre de soins à prix abordable » (Affordable Care Act, ACA ou Obamacare) et veulent appuyer le système du single payer. Cette question a surgi d'une manière explosive à la convention de l'AFL-CIO en septembre 2013. Cette question continue

d'être discutée au sein du mouvement syndical. Des syndicats, tels que UNITE HERE, ont très largement informé le mouvement syndical sur les graves manquements de l'ACA. Il est vraisemblable que cette question constitue l'un des principaux points de rupture — sinon le principal — entre les syndicats et les démocrates (et l'un des principaux points d'appui dans le lancement d'un Labor Party) dans les mois qui viennent.

Dans de nombreux Etats, comme en Californie, le mouvement syndical se joint aux organisations populaires et de quartiers pour constituer des regroupements qui se donneront pour objectif de lancer une initiative posant la question du single payer lors des élections de 2017. L'ACA prévoit que les Etats pourront, en 2017, modifier leur législation ACA ou y déroger. Ils pourraient ainsi sortir du système ACA, dominé par les assurances privées, et créer un système single payer. La Campagne pour une Californie en bonne santé (CHC), impulsée par le syndicat des personnels soignants (NNU), informe les syndicats et la population des principaux problèmes posés par l'ACA. Elle se construit ainsi une surface afin de lancer avec succès une campagne qui permettra de mettre en échec les compagnies d'assurance qui n'hésiteront pas à dépenser un milliard de dollars afin d'empêcher tout vote en 2017 visant à opter pour le système single payer

● **Le mouvement des « Moral Mondays » (8) s'étend à travers le Sud :**

Un récent article de Labor Fightback Network (Réseau de riposte ouvrière) constatait que les manifestations des Moral Mondays, qui avaient ébranlé la capitale de la Caroline du Nord durant toute l'année 2013, impulsées par des syndicats et des organisations populaires, s'étaient maintenant étendues à la Georgie et à la Caroline du Sud. Saladin Muhammad, dirigeant de la section 150 du syndicat UE (United Electrical, Radio and Machine Workers of America) l'a qualifié de « mouvement de masse naissant », en notant que près de 100 000 personnes de toutes les régions du Sud avaient participé à la manifestation des Moral Mondays, à Raleigh, le 8 février.

Les manifestations étaient dirigées contre les atteintes au droit de vote des Noirs venant de la Cour suprême et de nombreux

gouverneurs du Sud, contre la décision des parlements des Etats de ne pas participer au développement de Medicaid prévu par l'ACA, contre les attaques visant les fonctionnaires et leurs droits à la négociation collective, contre les nouvelles lois racistes « Jim Crow » à travers le Sud et l'extension du complexe industriel carcéral, contre les remises en cause de plus en plus fréquentes des retraites et des allocations chômage, contre la pénurie de logements, contre les attaques visant les travailleurs immigrés et les expulsions, contre la suppression du financement des missions de promotion des droits civiques et bien d'autres problèmes encore.

Il n'est donc pas surprenant que tous les dirigeants du syndicat des services publics de Caroline du Nord, de la section 50 du syndicat UE, aient été jetés en prison et doivent encore répondre de graves chefs d'accusation — comme plus de 900 autres militants de syndicats et d'associations populaires locales. En se réappropriant les traditions du mouvement pour les droits civiques à ses débuts, ces militants se sont impliqués physiquement, et, dans ce processus, sont une source d'inspiration pour les jeunes et les travailleurs dans le reste du pays.

Phénomène tout aussi important, dans le cadre des manifestations des *Moral Mondays*, de nombreuses organisations noires ont rouvert la discussion sur la nécessité de former un parti politique noir indépendant, un parti de la reconstruction, sur la base du développement de ce mouvement de masse.

● Mobilisations massives pour exiger la fin des expulsions :

L'impossibilité pour les démocrates et les républicains de parvenir à une « réforme de l'immigration » a fourni aux militants des syndicats et des organisations qui n'avaient pas digéré la « pilule empoisonnée » de la *Comprehensive Immigration Reform (CIR)* l'occasion de lancer une campagne exigeant qu'Obama mette fin aux expulsions (plus de deux millions à son actif, à ce jour), étende le champ d'application de la *DACA (Deferred Action for Childhood Arrivals)*, qui permet de différer provisoirement la procédure d'expulsion sous certaines conditions) et mette fin aux licenciements d'immigrés sans papiers.

La campagne a rapidement reçu le soutien de sections syndicales locales puis d'unions locales centrales, et enfin de conseils municipaux (Los Angeles, San Francisco, puis, ultérieurement, de nombreuses villes en Californie et à travers le pays).

● Le combat continue pour sauver l'institut universitaire de San Francisco (CCSF)

L'un des meilleurs exemples de la résistance des étudiants et des professeurs pour la défense de l'enseignement public est le combat mené pour sauver le CCF — l'un des plus gros instituts des Etats-Unis, que fréquentaient plus de 100 000 étudiants en 2010 (80 000 aujourd'hui, à la suite de la politique de privatisation appliquée par l'administration).

Pendant plus d'un an, la résistance s'est amplifiée. Les manifestations massives, les pétitions en direction du conseil de gestion pour qu'il soutienne la coalition « Sauver le CCF » et les syndicats enseignants, les rassemblements, les occupations du bureau du doyen pour que soient satisfaites les revendications des étudiants : tout cela a modifié le climat politique et le débat dans la ville, l'Etat de Californie et le pays.

Un combat intense est en cours, il aura des implications majeures dans la lutte pour sauver l'enseignement public dans toute la Californie et à l'échelle nationale.

LABOR FIGHTBACK NETWORK, LFN : UN IMPORTANT PAS EN AVANT

Du 10 au 12 mai 2013, plus de cent responsables et militants syndicaux se sont réunis lors de la conférence du LFN qui s'est tenue sur le campus de l'université Rutgers, à New Brunswick, dans le New Jersey.

Les travaux introductifs, les discussions et les décisions de la conférence ont reçu le soutien de quatre syndicats nationaux, deux fédérations syndicales au niveau de l'Etat, de quatre unions locales centrales, de nom-

(8) Les *Moral Mondays* (en français : Lundis moraux) désignent un mouvement formé en avril 2013 dans l'Etat de Caroline du Nord.

breuses sections syndicales locales et d'autres organisations ouvrières. La conférence avait été convoquée dans le but d'aborder la question des multiples crises affectant le mouvement syndical, confronté en effet à des attaques incessantes de la part de la classe capitaliste et des responsables politiques à ses ordres à tous les niveaux, dans les localités, les Etats, comme à l'échelon fédéral. La conférence s'est posé la question des raisons pour lesquelles le mouvement syndical n'arrête pas de subir des coups répétés sans grande riposte ou résistance un tant soit peu efficaces.

La réponse, comme un grand nombre d'orateurs l'ont fait remarquer — et comme l'affirme avec force la résolution finale — tient essentiellement en deux points. 1) La politique du mouvement syndical consiste à faire dépendre du Parti démocrate la protection de nos intérêts. 2) Le mouvement syndical réagit aux attaques anti-ouvrières avant tout par des campagnes de pression qui, en elles-mêmes, sont incapables de stopper l'hémorragie et ne font que déboucher sur d'autres agressions qui ne donnent lieu à aucune riposte.

En conséquence, la déclaration de la conférence met en avant une orientation différente : 1) Mettre fin à la subordination syndicale au Parti démocrate, en d'autres termes affirmer l'indépendance du mouvement syndical vis-à-vis des patrons et de tous les politiques à leur service, et construire un mouvement ouvrier uni et indépendant fondé sur un programme qui reflète d'une manière fidèle et conséquente les intérêts et les préoccupations de la classe ouvrière et de l'immense majorité. 2) Descendre dans la rue en très grand nombre constitue la façon la plus efficace de « faire pression » afin que ce programme soit adopté.

La conférence a approuvé un certain nombre de résolutions types, que les syndicalistes présents ont ensuite proposées à leurs organisations afin qu'elles soient adoptées et soumises à la convention nationale de l'AFL-CIO en septembre à Los Angeles. Elle a aussi lancé une campagne nationale au sein des syndicats exhortant l'AFL-CIO à exiger la défense et l'extension des systèmes Social Security, Medicare et Medicaid, à n'accepter aucune coupe budgétaire et à construire et mobili-

ser pour la marche sur Washington appelée le 24 août 2013 par la Southern Christian Leadership Conference et le centre Martin Luther King en vue de célébrer le cinquantième anniversaire de la marche sur Washington de 1963.

L'une des résolutions types fut par la suite adoptée par l'union locale des syndicats de San Francisco afin d'être soumise à la convention de l'AFL-CIO en 2013. « *Plus que jamais, nous devons construire un mouvement ouvrier indépendant* », affirmait la résolution, qui déclarait en particulier :

« Considérant que nous sommes un mouvement ouvrier indépendant et qu'en tant que tel nous ne devrions jamais subordonner les intérêts et les besoins de la classe ouvrière aux diktats des responsables politiques de l'un ou l'autre des deux principaux partis, car ces politiciens bien trop souvent se soumettent à la volonté de la classe des patrons.

Considérant que le mouvement ouvrier a été détourné de la lutte pour un mouvement syndical indépendant par des appels répétés au "partage des sacrifices" prôné par les patrons et les dirigeants politiques à leur service. L'acceptation du cadre du "partage des sacrifices" a conduit le mouvement syndical à édulcorer nos revendications et à passer des compromis qui nous ont empêchés de construire un mouvement de riposte puissant et indépendant, en alliance avec nos partenaires locaux, capable de repousser l'offensive anti-ouvrière et d'arracher des concessions à la classe des patrons...

En conséquence, le congrès de l'AFL-CIO affirme le besoin urgent de construire un mouvement syndical indépendant, rejetant tout appel au "partage des sacrifices" et traçant une ligne de démarcation claire et non fluctuante quand il s'agit de faire valoir les revendications et les intérêts de nos adhérents et de la classe ouvrière dans son ensemble. Le congrès de l'AFL-CIO donne à la direction de l'AFL-CIO qui va être élue le mandat d'utiliser la pleine puissance du mouvement ouvrier, en conjonction avec les organisations de défense des droits des retraités et des droits civiques, pour une mobilisation de masse à Washington, DC — là où les décisions sont prises — pour exiger : arrêt de toutes les coupes dans la protection sociale (Social Security, Medicare Medicaid) et tous les autres programmes sociaux, étendez-les et améliorez-les, ne taillez pas dans leurs

budgets ! Créez un programme fédéral de travaux publics pour remettre au travail les 27 millions de personnes en chômage total ou partiel ! »

Le LFN a été un moyen extrêmement important de présenter une orientation politique indépendante à l'ensemble du mouvement ouvrier. Sa position offensive a attiré vers lui les meilleurs combattants des syndicats et des organisations populaires — qu'il s'agisse du combat du syndicat IAM contre les concessions chez Boeing ou de celui en faveur du système de soins single payer, qu'il s'agisse des mobilisations des Moral Mondays ou de la résistance des salariés de la Poste ou de bien d'autres secteurs.

A présent, le comité directeur du LFN discute de la nature et de l'ampleur à donner à la conférence du printemps 2015 que le LFN organisera à Rutgers, New Jersey, conférence à laquelle les dirigeants et représentants de syndicats liés à l'Entente internationale des travailleurs et des peuples ont d'ores et déjà été invités.

LE COMBAT POUR DES CANDIDATS INDÉPENDANTS

Au niveau local, des pas importants ont été effectués au cours des derniers mois sur la voie de l'action politique indépendante de la classe ouvrière.

En novembre dernier, le mouvement syndical de Lorain, Ohio — où se trouve le plus gros site de l'Etat pour la sidérurgie et l'industrie automobile — en a eu assez des démocrates et a présenté aux élections locales une vingtaine d'adhérents et de responsables sur une liste d'un Labor Party indépendant. Onze des candidats présentés par l'union locale centrale des syndicats ont été élus.

Une série de conflits entre le mouvement ouvrier organisé et la direction du Parti démocrate ont provoqué la décision de l'union locale de travailler avec des alliés et de présenter sa propre liste indépendante de candidats.

L'un des conflits concernait une convention collective préalable au recrutement (PLA), qui avait été adoptée puis abrogée par le conseil municipal de

Lorain, dirigé par les démocrates. Un autre conflit concernait le syndicat des Teamsters, les conseillers démocrates ayant décidé d'utiliser les camions des services municipaux pour essayer de briser la grève des Teamsters.

Un autre exemple de l'aspiration qui mûrit en faveur d'une action politique indépendante de la classe ouvrière est la création, au début du mois de janvier 2014, à l'initiative du syndicat des enseignants de Chicago (CTU), d'une Organisation politique indépendante (Independent Political Organization, IPO).

Un article publié sur le site web du CTU décrit cette initiative dans les termes suivants :

« Le CTU a décidé d'intervenir directement sur la scène politique de Chicago et de l'Illinois avec sa propre organisation politique indépendante. Cette décision intervient au moment où tout une série de questions telles que la pauvreté, les écoles libres, le salaire minimum dans l'Etat, le financement d'investissements publics par l'augmentation prévisible des revenus fiscaux (TIF), et d'autres réformes, occupent une place de plus en plus importante dans les campagnes politiques et dans la tête des gens à Chicago et dans l'Etat.

Cependant, dans l'esprit du CTU, la création d'une organisation politique indépendante (IPO) n'a pas pour seul objectif de soutenir des candidats spécifiques ou de faire passer des lois. Au contraire, il s'agit d'éloigner le curseur politique de certaines tendances, comme la privatisation de l'enseignement, l'imposition des tests dans les écoles, et de l'orienter vers ce que le syndicat considère comme une politique qui répond aux attentes des familles de travailleurs et de ses 30 000 adhérents. »

Quelles que soient les limites politiques de chaque initiative — et elles sont réelles, aucune n'appelle à une rupture claire avec les démocrates — ces exemples démontrent que la question de l'indépendance politique est une préoccupation majeure aujourd'hui.

Mais si ces candidats des syndicats et des organisations populaires ne sont pas orientés vers la classe ouvrière et ses organisations, s'ils ne sont pas guidés par une perspective stratégique de construction d'un Labor Party, ils peuvent facilement se

retrouver bloqués dans l'impasse du Working Family Party (qui se situe aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du Parti démocrate).

Ce qui est nécessaire, c'est la constitution de listes indépendantes de candidats des syndicats et des organisations populaires à partir des syndicats (pas simplement des militants syndicaux à titre individuel) et des organisations d'opprimés, responsables devant leurs organisations de masse, avec un programme et des candidats choisis démocratiquement par un congrès syndicats-organisations populaires.

Ce sont en effet les syndicats et les organisations populaires qui ont besoin de se regrouper pour lancer et pleinement s'approprier des listes indépendantes au niveau local. Cela constituerait un défi à l'appareil dirigeant du mouvement syndical et aux organisations populaires qui, depuis trop longtemps, se sont subordonnés aux démocrates. Des listes indépendantes pourraient exprimer dans toute sa dimension la colère inexploitée de la classe ouvrière et libérer une dynamique d'auto-organisation, aboutissant à la création d'un Labor Party de masse fondé sur les organisations des Noirs, des Latinos et de tous les opprimés.

OUI, LE LABOR PARTY EST TOTALEMENT D'ACTUALITÉ

C'est pourquoi nous sommes d'accord avec Bill Onasch, vieux militant syndicaliste de Kansas City, lorsqu'il écrit :

« La plupart d'entre nous, les intéressés, sommes d'accord pour dire qu'on n'a jamais eu autant besoin d'un Labor Party. Sans un parti à nous, l'avenir du mouvement syndical à long terme est problématique... »

Bien que notre tentative d'implantation ait échoué, la récolte que nous espérons demeure plus que jamais nécessaire et le stock de semences est resté intact depuis le premier essai. Dans des conditions désormais plus favorables, elles peuvent encore produire leurs fruits. Comme le petit paysan qui persévère, nous n'abandonnons pas notre champ. Nous tenterons une nouvelle plantation.

A mon avis, il nous faut maintenir la continuité de la lutte pour un Labor

Party en réactivant Labor Party Advocates. »

Nous sommes d'accord. Tout comme nous sommes d'accord avec Mark Dudzic, autre ancien dirigeant du syndicat OCAW, qui a pris les rênes du Labor Party après la mort de Tony Mazzochi, lorsqu'il dit, dans une interview à *New Labor Forum* (janvier-février 2014) :

« Nous nous sommes beaucoup trompés avec le Labor Party mais nous avons dans bien des cas eu raison. Nos critiques sur les deux partis du patronat étaient absolument justes (...). Notre modèle de construction d'un parti, enraciné dans le réseau des organisations de la classe ouvrière avec ses dirigeants, résistera, je crois, à l'épreuve du temps.

(...) Il n'existe pas de raccourcis. Le mouvement pour la construction d'un Labor Party est inextricablement relié à la perspective de transformation et de revitalisation de tout le mouvement syndical aux Etats-Unis. Il est inconcevable d'envisager le succès de pratiquement n'importe quelle initiative progressiste sans le soutien et la participation d'un mouvement syndical fort et déterminé. Aujourd'hui, c'est la survie même d'un tel mouvement qui est en jeu. En travaillant à le reconstruire, nous avons l'occasion de corriger les choix politiques et stratégiques qui ont contribué à son échec et d'œuvrer à garantir que la priorité accordée à une politique ouvrière indépendante soit au centre de son identité. »

La construction d'un mouvement pour le Labor Party dans les syndicats ne doit pas être éludée au nom des difficultés qu'elle présente. Le combat en vue de contrôler les moyens de production est indispensable si l'on veut transformer la société capitaliste. Pour y parvenir, les syndicats — les organisations de la classe ouvrière qui sont directement et concrètement engagées dans cette bataille — doivent être déconnectés du Parti démocrate. Construire un Labor Party enraciné dans le mouvement ouvrier est la dure bataille qui, en dernière analyse, doit absolument être menée et gagnée.

Le journal *The Organizer* peut lancer cette discussion et proposer au Réseau de riposte ouvrière (LFN) qu'elle soit largement menée dans les syndicats mentionnés ci-dessus, et au-delà. Cette question peut et doit être abordée lors de la conférence de LFN au printemps 2015.

Etat espagnol

Le combat pour la République, son contenu politique et social

Par Angel Tubau

Lundi 2 juin 2014, après trenteneuf années de règne, Juan Carlos I^{er} — désigné roi d'Espagne par Franco — abdiquait de façon inattendue. Le soir même, dans toutes les grandes villes d'Espagne et dans des centaines de villages, ont eu lieu des manifestations spontanées ou à l'appel de différentes organisations — juntes républicaines, partis nationalistes basque et catalan — avec le soutien des grandes organisations syndicales (l'UGT et les CCOO). Ces manifestations, qui ont rassemblé des dizaines de milliers de personnes comme à Madrid, regroupaient une couche d'avant-garde de la classe ouvrière, de la jeunesse, de la population, de façon homogène dans tout le pays, tous peuples confondus.

Les mots d'ordre étaient partout les mêmes : « *A bas la monarchie ! Vive la République !* » Et dans les grandes villes de Catalogne et du Pays basque, notamment à Barcelone et Bilbao, les drapeaux républicains se mêlaient aux drapeaux nationalistes catalans et basques.

Rappelons que, depuis plusieurs années, le peuple catalan exprime massivement, par tous les moyens, et notamment dans la rue, son exigence d'exercer sa souveraineté et son droit à l'autodétermination. Nous y revien-

Cette large mobilisation du 2 juin était un premier avertissement adressé aux institutions du régime, au gouvernement du Parti populaire néofranquiste et aux dirigeants de tous les partis d'opposition, notamment du PSOE : la « succession » ne pourrait pas se réaliser sur le dos du peuple, dans le cadre des institutions de la monarchie, comme une opération « normale » dans un régime démocratique.

Et pourtant, le gouvernement de Rajoy et le secrétaire général du PSOE, Alfredo Rubalcaba, se sont mis d'accord pour faire entériner à la hâte par les députés aux Cortes l'abdication royale, et introniser, le 19 juin, le nouveau roi.

Cette manœuvre improvisée, qui ne correspondait à aucune règle constitutionnelle, est apparue aux yeux de tous les travailleurs et peuples d'Espagne comme le résultat de la panique qui a secoué les sommets de l'Etat face au danger d'un vide du pouvoir, que les masses pourraient utiliser pour faire valoir leurs exigences démocratiques et sociales, notamment le droit de l'ensemble des peuples d'Espagne à décider du régime à mettre en place.

Cette opération visait à contourner toutes ces aspirations en maintenant l'Etat monarchiste mis en place après la mort du dictateur Franco, le 20 novembre

1975. Rappelons que, le 6 décembre 1978, une nouvelle Constitution était soumise à référendum. Elle était le produit d'un pacte entre les représentants de l'appareil d'Etat franquiste, l'Union du centre démocratique (UCD) d'Adolfo Suarez, les représentants des partis ouvriers PCE et PSOE (Santiago Carrillo et Felipe Gonzalez), et les partis nationalistes basque et catalan. Ce pacte préservait une bonne partie de l'appareil d'Etat franquiste, et notamment les dispositifs économiques, la place privilégiée de sept grandes banques et des grandes entreprises qui s'étaient enrichies sous Franco, en échange de la légalisation des partis et syndicats et de l'organisation d'élections aux Cortes et aux conseils municipaux.

Pour les travailleurs et les peuples d'Espagne, notamment pour toutes les générations qui avaient subi la dictature, auxquelles il faut ajouter les générations qui, depuis, ont connu le régime monarchique, c'était l'occasion de faire valoir le droit inhérent à toute démocratie de décider du régime en place. Ce droit n'est pas une formalité, mais unit en une seule exigence la souveraineté nationale et la souveraineté populaire. C'est là le sens du mot d'ordre de République pour les peuples qui composent l'Etat espagnol, qui est indissolublement lié à l'exercice du droit à l'autodétermination, donc à la constitution d'une république catalane et d'une république basque.

LE 25 MAI 2014, LA GOUTTE D'EAU QUI A FAIT DÉBORDER LE VASE

Le résultat des élections du 25 mai au prétendu Parlement européen a eu sans aucun doute comme conséquence un saut qualitatif dans l'approfondissement de la décomposition de l'ensemble des institutions européennes, et a accéléré la crise simultanée des gouvernements des vingt-huit pays de l'Union européenne (UE), dans des formes et proportions propres à chacun d'entre eux.

L'Etat espagnol était jusqu'alors réputé avoir l'une des populations les plus « pro-européennes ». Le niveau d'abstention (autour de 54 %) a montré clairement le rejet

par l'immense majorité des travailleurs et des peuples d'Espagne de la politique de ces institutions à l'initiative de la mise en place des plans d'austérité sous l'égide directe du FMI, avec l'accord des différents gouvernements. Ainsi, le 10 mai 2010, le gouvernement Zapatero (PSOE), sous l'injonction de ces institutions, avait fait adopter par les Cortes le premier grand plan d'austérité.

Le seul endroit où la participation électorale a été au-dessus de la moyenne a été la Catalogne, parce que les partis nationalistes ont appelé à voter pour montrer que le peuple catalan soutenait le combat pour la souveraineté, et en particulier la proposition d'un référendum, le 9 novembre 2014, sur l'indépendance de la Catalogne.

Parallèlement à cette abstention, c'était la première fois que les deux grands partis majoritaires, sur le plan électoral, depuis la mort de Franco et les premières élections qui ont suivi, le 14 juin 1977 — le Parti populaire néofranquiste et le Parti socialiste espagnol — n'arrivaient pas, à eux deux, à obtenir 50 % des voix exprimées. De nouvelles forces politiques, à gauche du PSOE (la Gauche unie et Podemos) comme à droite du Parti populaire, ont fait leur apparition, tandis que d'autres voyaient leur score grimper. Si l'on additionne l'abstention massive et les voix qui se sont portées sur ces partis non majoritaires, on aboutit à un résultat politique qui, bien qu'extrêmement éparpillé, est l'expression déformée de la résistance des travailleurs et de leurs organisations syndicales aux plans d'austérité imposés depuis 2010, et de la montée en force des aspirations des peuples, catalan notamment, à la souveraineté.

Le régime monarchiste était directement visé. Une bonne partie des travailleurs et des peuples considérait le roi comme directement ou coresponsable de l'effondrement social et économique du pays, de la multiplication du nombre des chômeurs, de la précarisation de la jeunesse et de la remise en cause des libertés et droits conquis, tels que le droit de grève, le droit à la négociation collective ou encore le droit à l'avortement. A cela s'ajoute ce qui commence à être rendu public, c'est-à-dire la profonde corruption entourant la maison royale ou le roi lui-même, dont la fortune, selon la chaîne américaine NBC et le *New York Times*, atteint 2 milliards de dollars placés dans des paradis fiscaux.

C'est pour ces raisons que changer le roi faisait partie d'une opération pour essayer de nettoyer les écuries de la monarchie. Car cette institution est loin de se réduire à un simple décor dans un cadre démocratique. Et cela dépasse la question institutionnelle.

Dans l'histoire de l'Espagne, la monarchie, étrangère aux peuples, y compris au peuple castillan, est l'expression la plus achevée de la défense des intérêts du grand capital et de tout ce qu'il y a de plus réactionnaire dans la société espagnole, plus particulièrement l'Eglise, le corps des officiers de l'armée, l'appareil de la justice, la grande administration de l'Etat, avec tous les liens qu'ils entretiennent avec toutes les institutions politiques et économiques. La monarchie est également l'agence directe des intérêts impérialistes, notamment américains, et l'expression de la place de l'impérialisme espagnol en Amérique latine en particulier, dans un rapport de subsidiarité à l'impérialisme américain.

La monarchie n'est donc pas simplement une « clé de voûte » des institutions, elle représente tout le système d'exploitation et d'oppression.

Tout observateur impartial a pu remarquer dans la presse espagnole, entre le 2 et le 19 juin, de l'abdication à l'intronisation, tous les hommages adressés au vieux roi indigne de la part de tous les corps constitués de la bourgeoisie et de ses différents représentants, de la conférence épiscopale aux cercles d'entrepreneurs.

Le jour même de l'abdication du roi, le Parti ouvrier socialiste internationaliste (POSI, section, dans l'Etat espagnol, de la IV^e Internationale) publiait la déclaration suivante :

« Les scandales de corruption de la famille "royale" et le train de vie du "Borbón", véritable insulte pour l'immense majorité qui subit le chômage, les coupes salariales, la précarité, la destruction des services publics, ainsi que la résistance massive des travailleurs, de tous les peuples contre les coupes, pour la défense de leurs acquis communs et des droits nationaux, ont renvoyé le régime monarchique dans les cordes. Le coup de grâce lui a été porté par les résultats des élections européennes, avec l'abstention de masse et l'effondrement des deux principales forces politiques qui ont soutenu le régime depuis la mort de Franco. »

Enfin Juan Carlos a abdicé, haï par la majorité des travailleurs et des jeunes de notre pays. Ses trente-neuf années de règne resteront gravées pour la population de ce pays dans les six millions de travailleurs au chômage, le démantèlement des droits sociaux, des services publics, de la santé et l'enseignement, le refus constant opposé aux peuples, et d'abord au peuple catalan, de pouvoir décider de leur futur.

Washington, Bruxelles, les banquiers manœuvrent pour maintenir le régime monarchique, mais, pour les travailleurs, pour tous les peuples de l'Etat, la monarchie et ses institutions signifient une chape de plomb qui nie l'émancipation et la liberté.

Des mineurs qui exigent que soit maintenu leur poste de travail, aux travailleurs journaliers qui veulent la terre, aux jeunes qui réclament un emploi, la majorité ne peut pas trouver d'issue dans le maintien des Bourbons, des juges et de tout l'appareil d'Etat qui procède de la dictature. Ils ne défendent que les privilèges des grands capitalistes, de la banque, des grands propriétaires fonciers, de l'Eglise, et les intérêts de l'impérialisme américain.

La majorité des travailleurs attend et réclame que toutes ses organisations, politiques et syndicales cessent d'insuffler de l'oxygène au gouvernement réactionnaire et corrompu, qu'ils engagent l'action unie pour en finir avec lui et ses contre-réformes, en commençant par dénoncer le "dialogue social". Qu'elles refusent le pain et le sel à Felipe Borbón (qui l'a élu ?) et au régime, sans attendre les prochaines élections, qu'elles soient municipales, régionales ou générales. Attendre un an jusqu'aux prochaines élections permettrait au gouvernement Rajoy d'approfondir et de poursuivre les dégâts qu'il nous a fait subir en termes de droits et d'acquis sociaux, et de promulguer d'autres réformes (locales, fiscale, loi anti-avortement, loi-bâillon...).

L'abdication de l'héritier désigné par Franco pose, comme après la mort du dictateur, la nécessité de mettre sur la table toute les revendications insatisfaites, toutes les aspirations trahies depuis 1978.

La prétendue réforme constitutionnelle que réclame le capital financier n'est pas autre chose qu'une nouvelle tromperie : l'heure est venue que parlent les peuples, que la volonté populaire s'exprime par le moyen d'élections libres à une Assemblée constituante fondée sur l'exercice du droit d'autodétermination des peuples ouvrant la voie de la fin de toute oppression et exploitation. »

LA RESPONSABILITÉ DES DIRECTIONS DES ORGANISATIONS SE RÉCLAMANT DE LA CLASSE OUVRIÈRE

Comme nous l'avons indiqué, le secrétaire général du PSOE, Rubalcaba, qui, après les résultats catastrophiques des élections du 25 mai, avait annoncé sa démission et la tenue d'un congrès extraordinaire les 26 et 27 juillet, est resté en poste pour soutenir la succession monarchiste, en accord total avec le gouvernement Rajoy. Evidemment, au même moment, il déclarait qu'il fallait préparer une réforme institutionnelle allant dans un sens plus « fédéral », essayant ainsi de régler ce que les cercles politiques de Madrid appellent le « *problème catalan* ».

La commission exécutive des Commissions ouvrières déclarait ce même 2 juin :

« Les CCOO, face à l'abdication du roi et au processus de succession, considèrent qu'il s'agit d'une expression de la crise politique institutionnelle, et qu'il faut mettre en place un mouvement fort pour une réforme en profondeur de la Constitution, pour modifier, dans le cadre de consensus similaires à ceux de 1978, des accords de base pour régler la question de la Constitution, y compris la forme de l'Etat, en renforçant l'équité fiscale, en réglant la question territoriale et en garantissant le droit au service public qui doivent caractériser l'Etat social.

Les CCOO participeront à la mobilisation sociale pour la rénovation démocratique et pour mettre fin aux politiques d'austérité qui produisent le chômage massif, l'appauvrissement de la majorité de la société et l'affaiblissement du réseau de protection. De ce point de vue, elles vont mettre en place une large convergence politique, syndicale et sociale. »

Cette déclaration de la commission exécutive des CCOO exprime l'essentiel de la position commune des directions syndicales et celle des grands partis se réclamant de la classe ouvrière. Mais cette unanimité apparente ne correspond ni aux besoins ni au point de vue des masses et d'une bonne partie des cadres et militants des différentes organisations.

Au sein même du PSOE, avant le vote aux Cortes de la loi de succession le 11 juin, de

multiples sections du parti se prononçaient pour la République, pour l'exigence d'un référendum permettant au peuple de trancher entre monarchie et République. Et bien que les députés aient été contraints de voter pour la monarchie, leurs sentiments étaient mitigés, et trois d'entre eux se sont abstenus. Il faut ajouter les députés de la Gauche unie et du parti nationaliste basque, qui, dans les faits, par leur vote, ont rompu le pacte constitutionnel de 1978.

Quelques jours avant le couronnement le 19 juin, la section espagnole de la IV^e Internationale publiait une nouvelle déclaration affirmant notamment :

« (...) Couronnement dans l'urgence

Voilà pourquoi, après l'abdication du Bourbon, toutes les forces de la réaction se lancent à fond pour remplacer le Bourbon par son fils, en dehors de toute légitimité populaire, en utilisant les mécanismes de la Constitution actés dans un pacte avec les franquistes en 1978, qui garantit les privilèges du capital financier, de l'armée, de l'Eglise, du pouvoir judiciaire réactionnaire... Ils veulent remplacer à toute vitesse le monarque haï de la majorité par quelqu'un dont la principale vertu est d'être le fils de son père et l'héritier des Bourbons qui ont ensanglanté l'Espagne depuis Felipe V.

Mais les peuples veulent décider. Le jour même de l'abdication, des centaines de manifestations dans les grandes et petites villes ont rejeté comme antidémocratique le couronnement express préparé en haut. De Madrid à Bilbao, de Cadix à La Corogne, apparaît la volonté de liberté et d'émancipation sociale et nationale de tous les peuples de l'Etat, avec la classe ouvrière en tête, avec la jeunesse en première ligne. Les manifestants exprimaient une détermination que beaucoup partagent : que leurs aspirations ne soient pas frustrées à nouveau comme cela s'était produit lors de la mort de Franco avec le Pacte de la Moncloa et le "consensus" monarchique. Se rebellant contre le plan cherchant à lier le PSOE à cette manœuvre du PP et du capital, des députés socialistes exigent la liberté de vote, deux ont annoncé qu'ils voteront avec les Jeunesses socialistes, la Gauche socialiste, des secrétaires régionaux exigent que les citoyens votent, la fédération de Barcelone lève le drapeau républicain, ainsi que de multiples municipalités. Une véritable rébellion traverse le PSOE, malgré les efforts de Rubalcaba.

L'irruption de ce mouvement terrorise les défenseurs du régime, qui serrent les rangs autour de la monarchie des Bourbons. Toutes les forces de la réaction ont été claires. Obama et la Commission européenne, Botin et les 35 de l'IBEX applaudissent le roi et le prince. Les grands patrons, qui ont amassé des fortunes sous Franco, qui s'enrichissent avec les fonds de l'Union européenne, qui ont utilisé la crise pour accroître encore leurs fortunes, n'hésitent pas : ils veulent la continuité monarchique.

Les peuples veulent décider

(...) Pour les travailleurs, les jeunes, les peuples, il est inconcevable que les partis qui disent défendre les travailleurs, la démocratie, le droit des peuples, puissent avaliser la farce de la proclamation d'un nouveau roi par les Cortes sur le dos de la majorité pour que tout continue comme avant. Ils se demandent si les élus par les travailleurs auront la dignité de refuser le vote pour le continuateur. Les députés socialistes, de gauche, nationalistes, s'ils regardent leurs électeurs, les militants de leurs partis, ne peuvent avaliser la farce de la succession par leur vote.

Cortes constituantes ! République !

La clé pour réformer la Constitution de 1978 est dans les mains du PP et de son Tribunal constitutionnel, et ils ne la trouvent que pour aggraver l'exploitation et l'oppression. La seule issue démocratique passe par la convocation à des élections à des Cortes constituantes qui expriment la libre volonté souveraine des peuples. Que le peuple de Catalogne exprime sa volonté souveraine et que ses représentants viennent pour défendre le mandat donné (par exemple, comme constructeurs de la République catalane libre qui tende le main aux autres peuples), que les journaliers et les travailleurs andalous se débarrassent du joug des grands propriétaires terriens et des spéculateurs, et ne demandent pas des aides, mais organisent l'économie.

Ce n'est pas le gouvernement des franquistes et des agents des banques qui peuvent convoquer de telles Cortes.

Seule la classe ouvrière, qui est une dans tout le pays, peut imposer avec ses organisations des élections libres à ces Cortes constituantes, dont l'objet doit être de liquider les contre-réformes sociales et du travail, reconnaître la liberté des peuples, seule façon de mettre en place la collaboration que les peuples, librement, décideront (en ce qui nous concerne, nous proposons une union libre des Républiques libres).

Des Cortes qui prennent des mesures urgentes : contre le chômage, nationalisation des banques et des entreprises stratégiques, renationalisation des services publics, annulation des expulsions et refus de payer la dette qui étouffe les budgets publics, adoption d'une véritable réforme agraire qui rompe toute dépendance par rapport aux institutions de l'Union européenne et du FMI, qui tende la main à tous les peuples d'Europe qui rejettent l'Union européenne, pour mettre en place des relations de coopération hors de toute oppression et exploitation (...). »

REEMPLACER UN ROI PAR UN PRÉSIDENT ?

Les manifestations du 2 juin ont alerté tout le monde. De nouvelles manifestations étaient annoncées pour les 7, 9 et 11 juin. Mais toute une opération a été montée pour éviter les manifestations de masse et, surtout, la jonction entre les travailleurs, les jeunes et les peuples catalan et basque. C'est la raison pour laquelle les partis nationalistes catalan et basque ont rapidement décommandé toute manifestation, en disant que leurs propositions politiques n'avaient rien à voir avec celles des autres peuples d'Espagne et ne concernaient que l'Etat espagnol.

Pour leur part, les forces de la Gauche unie (candidatures aux élections promues par le PCE), qui représentent le troisième groupe parlementaire, ont concentré leur politique sur la demande d'un référendum sur « *Monarchie ou République* », canalisée sur le remplacement du roi par un président de la République. Ils essaient ainsi de gommer le caractère révolutionnaire du mot d'ordre de République, qui combine la revendication démocratique de l'ensemble des peuples d'Espagne et les aspirations sociales de la majorité des travailleurs et de la jeunesse.

Réduire ces demandes au remplacement du roi par un président, c'est en réalité préserver l'Etat tel qu'il est, avec l'ensemble des institutions héritées du franquisme, en mettant en place une République (« présidentielle », ou même « fédérale ») qui ne serait pas le produit du mouvement combiné de la classe ouvrière et des peuples.

Le 14 juin 2014, se tenait à Madrid une conférence de militants et responsables politiques et syndicaux de tout le pays, à l'initiative du Comité pour l'alliance des travailleurs et des peuples constitué en novembre 2012 (voir l'article de *La Vérité*, n° 81, « *L'Espagne, la classe ouvrière, les droits des peuples, vers une crise révolutionnaire* »).

L'appel issu de cette conférence, contre-signé par plus de 200 militants, indique notamment :

« Le roi a abdiqué. Abolition de la monarchie ! Il faut la République, une République du peuple et pour le peuple qui satisfasse immédiatement toutes les revendications sociales, garantissant l'emploi, l'avenir des jeunes, les retraites, annulant les contre-réformes sur la législation du travail, fondée sur le droit des peuples à décider librement de leur avenir. Et cela exige d'en finir avec le pouvoir des banques, du capital financier et des directives de l'UE et du FMI, et du gouvernement à son service. SEUL LE PEUPLE, LES PEUPLES, PEUVENT ET DOIVENT DÉCIDER, SEULS LES PEUPLES SONT SOUVERAINS.

Pour défendre leurs droits et acquis sociaux, pour pouvoir vivre en démocratie, tous les travailleurs, hommes et femmes, les peuples de l'Etat exigent de pouvoir décider.

Les peuples de l'Etat espagnol se sont vus soumis depuis des années à l'austérité, aux mesures anti-ouvrières, à la baisse des salaires et au chômage ; à la destruction des services publics, à l'attentat permanent contre les libertés acquises après la mort de Franco. Des mesures qui leur ont été imposées de l'extérieur par Bruxelles et la troïka, et appliquées par des gouvernements soumis à ces institutions antidémocratiques. Ceux-là mêmes qui appliquent ces mesures refusent que les peuples puissent décider (comme le peuple catalan le 9 novembre).

Quels sont ceux qui nient à nos peuples le droit de décider de tout ce qui les concerne ? Ceux qui représentent les intérêts du capital financier, le gouvernement et ceux qui se soumettent à leur diktat. Ces mêmes arguments frauduleux que, durant des mois, nous avons entendus pour nier le droit à décider du peuple catalan, nous les entendons maintenant pour nier le droit de tous les peuples à choisir librement, entre monarchie et République, quel cadre de vie ils veulent en termes de justice, démocratie et égalité.

Réunis à Madrid ce 14 juin, nous, militants, délégué(e)s de Álava, la Biscaye, la Cantabrie, la Galice, Barcelone, Tarragone, Castellón, Valence, Seville, Málaga, Madrid, Valladolid et la Grande Canarie, déclarons : comme défenseurs de la démocratie, des acquis sociaux et du droit des peuples à décider librement, nous ne pouvons accepter la continuité monarchique, que soit imposé un nouveau roi.

La monarchie, alignée sur les plans d'ajustement des différents gouvernements et sur la politique des grandes puissances contre la paix, ne peut représenter les peuples, aucun peuple, car c'est un corps étranger et corrompu.

L'immense majorité des travailleurs, des travailleuses et des jeunes veulent que leurs partis, syndicats et organisations prennent la tête du mouvement pour en finir avec les institutions antidémocratiques et rendre au peuple sa souveraineté.

Pour nous, la démocratie, c'est de décider du régime, des institutions et du gouvernement, et des rapports entre les différents peuples de l'Etat.

La démocratie, c'est de convoquer des Cortes constituantes fondées sur l'exercice du droit à l'autodétermination.

Des Cortes constituantes pour abolir toutes les "réformes" antisociales et garantir l'exercice plein et entier des droits et libertés sans se soumettre à aucun diktat extérieur ou interne.

Qui peut convoquer ces Cortes constituantes ? Ce ne sera pas le régime ni ses institutions et gouvernements.

Seule la classe ouvrière, avec ses organisations, agissant en fonction des exigences de la majorité, peut garantir qu'elles soient élues et se réunissent.

Le Comité pour l'alliance des travailleurs et des peuples se mettent au service de cette mobilisation qui a démarré depuis le tréfonds de nos peuples le jour même où l'héritier de Franco a annoncé son abdication.

Notre conférence réunie ce jour se joint au profond mouvement en cours. N'est-il pas nécessaire que dans les quartiers et les agglomérations, dans les centres de travail et d'étude, se regroupent les personnes et les forces qui exigent que seul le peuple soit souverain, que se constituent des assemblées, des plates-formes, des juntas républicaines... agissant de manière déterminée afin d'ouvrir la voie à des assemblées largement représenta-

tives qui prennent en charge la lutte contre la monarchie, pour la République, pour les droits des peuples ? »

La discussion principale de cette conférence, partant de la place de la classe ouvrière, de ses organisations et du combat des peuples, a mis au centre les rapports existant entre les revendications concrètes de la classe ouvrière, les aspirations des peuples opprimés et la nécessité d'en finir avec le régime monarchiste. Il y a un lien direct entre les revendications des travailleurs, les droits des peuples et cette nécessité d'en finir avec ce régime arbitraire représentant la réaction la plus noire, et garant des institutions internationales du capital financier : l'Union européenne et le Fonds monétaire international.

Cela se concentre dans le fait que les travailleurs et les peuples d'Espagne combattent pour une République du peuple pour le peuple, des travailleurs pour les travailleurs. Pour balayer l'ancien régime, il faut une Constituante qui soit l'expression de la souveraineté populaire, Constituante qui ne peut être convoquée que par les travailleurs et leurs organisations, et non pas octroyée par ceux qui disent que l'on peut utiliser l'article 92 de la Constitution pour que le roi prenne l'initiative de convoquer une « Constituante » en vue d'opérer une « réforme institutionnelle ».

Sous des formes nouvelles, il s'agit de la même alternative qu'après la mort de Franco : réforme ou rupture. Réforme des institutions pour maintenir le cadre de l'oppression et l'exploitation, ou démocratie, c'est-à-dire République.

Et à nouveau, comme en 1975, certains disent — comme hier le secrétaire général du PCE, Santiago Carrillo — que « *l'alternative ne se situe pas entre monarchie et République, mais entre démocratie et dictature* ». Après trente-neuf ans de régime arbitraire, nous entendons à nouveau la même chanson, notamment de la part de prétendus nouveaux partis comme Podemos, dont le dirigeant, Pablo Iglesias, reprend cette rengaine en déclarant :

« Le roi n'a pas le pouvoir de réduire la tension en Catalogne, le débat n'est pas monarchie ou République, mais démocratie ou dictature. »

INCOMPATIBILITÉ ENTRE MONARCHIE ET DROITS DES PEUPLES

Dans son discours d'intronisation, Felipe VI a notamment déclaré :

« La monarchie est le symbole de l'unité et de la permanence de l'Etat, qui arbitre et modère le fonctionnement normal des institutions. La couronne est le symbole de l'unité de l'Espagne, qui proclame sa volonté de protéger tous les peuples d'Espagne. »

Dès le départ, Felipe VI refuse à nouveau que les peuples d'Espagne puissent se protéger eux-mêmes et décider librement de leur avenir. Voilà pourquoi le gouvernement Rajoy, qui s'est immédiatement mis au service du nouveau roi, a déclaré que sa priorité était de régler le « problème catalan ».

Le 30 juillet, Rajoy a rencontré le président du gouvernement catalan, Arthur Mas, pour exiger qu'il annule l'appel à un référendum constituant décidé par le Parlement de Catalogne pour le 9 novembre prochain. Avant cette rencontre, l'appareil judiciaire et les journaux au service du régime avaient mis en lumière les affaires de corruption concernant l'ancien dirigeant du parti nationaliste catalan, Jordi Pujol, sa famille et son entourage. Cela visait en fait à déstabiliser Arthur Mas et l'obliger à céder sur le référendum.

La monarchie et ses institutions ne reculent devant rien pour asseoir leur régime et peuvent, à cet effet, démanteler un de leurs propres piliers, comme le parti nationaliste catalan (Convergence et union) depuis la mort de Franco. Le régime croit qu'en déstabilisant ce parti il pourra détourner les aspirations à la souveraineté du peuple catalan. Mais le mouvement national de Catalogne s'est exprimé, y compris contre le gouvernement de la Generalitat, et souvent, les masses, dans la rue, se sont ouvertement opposées à la politique du gouvernement Mas, qui, ne l'oublions pas, a été à l'avant-garde de l'application des plans d'austérité en Espagne.

Le 11 septembre prochain, journée nationale de Catalogne, une manifestation de plus de deux millions de personnes est annoncée.

L'UGT et les CCOO de Catalogne appellent à cette manifestation en déclarant que les syndicats soutiennent l'aspiration du peuple catalan à décider de son avenir tout en combattant la politique d'austérité mise en œuvre par tous les gouvernements.

Cet appel à manifester le 11 septembre représente un appel à tous les peuples, à tous les travailleurs d'Espagne pour combattre ensemble contre le gouvernement qui met en place la politique dictée par le capital financier, et notamment l'Union européenne et le FMI. Ce n'est pas un hasard si les institutions de l'UE se sont prononcées, dès le début, contre le droit à l'autodétermination du peuple de Catalogne, notamment depuis le 12 décembre 2013, date à laquelle le Parlement avait annoncé le référendum. Dans une déclaration commune, le gouvernement Rajoy et le représentant du Conseil européen, Van Rompuy, ont condamné cette décision du Parlement de Catalogne.

LA MONARCHIE EST INCOMPATIBLE AVEC L'ORGANISATION INDÉPENDANTE DE LA CLASSE OUVRIÈRE

Même si, après la mort de Franco, pour maintenir l'essentiel du régime, ils ont dû légaliser les partis et les syndicats, le Pacte de la Moncloa de 1977 a depuis mis en place un dispositif pour intégrer les organisations syndicales, notamment en faisant dépendre une partie du financement des syndicats des subventions publiques et en instaurant un dispositif de « *dialogue social permanent* » avec les syndicats.

Concernant le régime de retraite, et depuis le pacte de Tolède de 1994, une commission permanente a été mise sur pied, regroupant le gouvernement, les parlementaires et les syndicats, pour mettre en place toutes les réformes au nom de la « *soutenabilité* » (viabilité) du système. Ainsi, le 1^{er} février 2012, la dernière réforme du régime des retraites (ASE) a été signée entre le gouvernement Zapatero, les patrons et les syndicats, en présence d'Angela Merkel et du président du syndicat allemand DGB, qui ont indiqué que cet accord était un exemple à suivre dans toute l'Europe.

La longue histoire des trente-cinq dernières années qui ont suivi la légalisation des syndicats est celle d'une double contradiction : d'un côté, le mouvement de la classe ouvrière, qui s'est saisi de ses syndicats pour défendre ou conquérir ses revendications, les amenant à convoquer des grèves générales, comme celle du 14 décembre 1988 qui a fait reculer le gouvernement Gonzalez, ou les différentes grèves générales de ces dernières années contre les plans d'austérité, et de l'autre, la « *concertation sociale* » qui conditionne l'action des responsables syndicaux à la « *gouvernabilité* » de l'Etat, au nom de la défense de l'Union européenne et de la politique dictée par la Confédération européenne des syndicats.

Cela a amené des milliers d'adhérents et de responsables syndicaux à se méfier toujours plus de la politique suivie par les dirigeants, parfois à quitter les syndicats.

A cela s'ajoute une autre contradiction : tout pas vers l'indépendance des syndicats entre frontalement en conflit avec les institutions de l'Etat et le régime monarchique. Pas de façon idéologique, mais pratique. Les différentes contre-réformes des derniers gouvernements Zapatero et Rajoy cherchent à dynamiter l'une des principales conquêtes en Espagne, le système des conventions collectives du travail, ainsi que les statuts des travailleurs de la fonction publique. Or c'est sur ces bases qu'existent les syndicats, qui, formellement, sont donc attachés à leur défense. Cela prépare, jour après jour, le choc avec la politique du gouvernement, y compris dans le cadre de la concertation.

Le droit de grève, notamment, est menacé. Le Code pénal (article 351.3) permet au gouvernement et aux pouvoirs publics de s'attaquer à ce droit. A ce jour, plus de 200 responsables syndicaux sont poursuivis par la justice pour fait de grève. Le 14 juillet dernier, le Tribunal constitutionnel a donné le feu vert à la dernière réforme du Code du travail de Rajoy, qui, entre autres, « *permet le licenciement libre, la flexibilité totale du marché du travail, et remet en cause toute stabilité dans la vie des travailleurs* ». C'est ce qu'indique une déclaration commune des commissions exécutives des CCOO et de l'UGT, qui ajoute :

« *Le jugement de la Cour constitutionnelle nous ramène aux rapports du travail de l'époque franquiste.* »

La réaction franquiste a réagi sans attendre. Le 18 juillet, les journaux porte-parole directs de la monarchie tels qu'*ABC*, mais y compris des journaux progressistes comme *El País*, ont lancé une offensive tous azimuts contre les syndicats, notamment contre l'UGT.

Ainsi, l'éditorial d'*ABC*, daté du 18 juillet, sous le titre : « *L'UGT, le syndicat de la fraude* », conclut :

« L'UGT et le PSOE doivent éliminer leurs responsables, en commençant par Candido Mendez, son secrétaire général. »

L'objectif de cette offensive est évidemment de paralyser les syndicats et d'obliger leurs dirigeants à collaborer pour raffermir le régime, fragilisé par l'abdication du roi et l'opposition massive des travailleurs et des peuples dans tout le pays.

Cette offensive soulève une question de fond : l'incompatibilité entre l'appareil franquiste et la classe ouvrière organisée. Donc l'existence de syndicats qui puissent agir de façon indépendante des diktats du capital financier et de son « dialogue social ».

Le gouvernement essaie de faire adopter aux syndicats un nouveau « pacte social ». Une nouvelle rencontre a eu lieu le 29 juillet au palais de la Moncloa entre le gouvernement, les patrons et les syndicats. Cette réunion a adopté le principe d'un accord fixant un calendrier de négociations pour les prochains mois concernant la négociation collective, les salaires, le statut des fonctionnaires, etc.

Au sein de l'UGT comme des CCOO, une opposition est en train de se développer contre la politique de « dialogue et concertation sociale », qui s'exprime de haut en bas des organisations. Lors de la signature du pacte ASE, le 1^{er} février 2012, des militants des CCOO et de l'UGT avaient adopté une plate-forme contre ce pacte. Dans leur réunion du 28 juin dernier, ils ont adopté la déclaration suivante :

« Aujourd'hui plus que jamais, nous avons besoin de nos syndicats et de défendre le droit de grève.

Défendre nos syndicats exige d'en finir avec la politique du "dialogue social" (...).

Plus de 260 syndicalistes, pour le moment, sont poursuivis dans 81 dossiers d'enquête dans lesquels le ministère

public, dépendant du gouvernement, demande 120 ans de prison, en sus d'autres sanctions, en particulier financières, à cause de leur activité syndicale et de la participation à des grèves générales contre les réformes de la législation du travail, ou dans des grèves et mobilisations sectorielles ou d'entreprise. Déjà, plusieurs condamnations à des emprisonnements ont été prononcées. Des milliers de syndicalistes et les fédérations elles-mêmes ont fait l'objet d'amendes pour ce même motif.

Nos organisations doivent organiser la mobilisation pour exiger l'annulation immédiate de tous les procès contre des syndicalistes, et l'abrogation de toute la législation antisyndicale, en particulier l'article 351.3 du Code pénal, hérité à son tour du Code franquiste qui poursuit de prétendues "coactions pour soutenir une grève".

Parallèlement, certains juges et la presse s'acharnent contre nos organisations afin d'alimenter des accusations comme celle à l'occasion des plans de restructuration d'entreprises en Andalousie ou les fonds de formation. Ceux qui organisent cette campagne n'ont aucun intérêt à promouvoir le "nettoyage" de nos organisations syndicales. Ce qu'ils veulent, c'est les liquider.

Ni l'appareil judiciaire hérité du franquisme sans épuration ni la Garde civile ne poursuivent la corruption : ils poursuivent nos organisations (...).

Devant cette brutale campagne contre les principales organisations de la classe laborieuse, nos dirigeants doivent dire : ça suffit ! Ça suffit, le harcèlement des organisations des travailleurs. Cela n'implique pas que l'on justifie des conduites étrangères aux objectifs pour lesquels nos syndicats ont été constitués et qui ne doivent pas être tolérées dans les organisations. Il s'agit de ne pas accepter en silence les agissements de juges et de policiers dont les décisions et rapports démontrent l'animosité antisyndicale de ceux qui les rédigent (...).

La meilleure défense de nos organisations passe par la prise en charge pleine et entière des fonctions pour lesquelles elles ont été créées, affrontant les gouvernements qui attaquent les droits et acquis de la classe laborieuse et organisant le combat pour la défense des salaires et retraites, pour l'abrogation de la réforme de la législation du travail, de la réforme de la retraite, des lois du "bâillon" attentatoires aux libertés, la loi sur l'avortement, des coupes et privatisations dans la santé et l'enseignement (...)

La politique du dialogue social, de la recherche d'accords avec un gouvernement qui a démontré qu'il était le pire ennemi de la classe laborieuse désarme les syndicats, les éloigne des travailleurs et des travailleuses, contribue à faire s'effondrer la syndicalisation et démoralise les cadres syndicaux. Il faut mettre fin à toute trêve avec le gouvernement, rejeter un dialogue de l'ordre du jour duquel sont exclues toutes les mesures de reconquête de droits, et qui ne peut servir qu'à aider le gouvernement à maintenir les coupes et en appliquer de nouvelles. Organiser cette mobilisation pour les revendications concrètes jusqu'au bout est la meilleure manière de faire face à la campagne anti-syndicale et de retrouver la confiance des travailleurs et des travailleuses.

Fait à Madrid, le 28 juin 2014. »

Ce numéro de *La Vérité* est bouclé à quelques jours de la manifestation du 11 septembre, dont personne ne peut en prévoir d'avance les conséquences. Mais nous sommes sûrs d'une chose. L'exercice du droit des peuples ne peut être garanti ni par la monarchie ni par l'Union européenne. La garantie de cet exercice, c'est l'existence d'une classe ouvrière unie de tout le pays, dans le « *cadre économique commun* » que représente l'Espagne, comme le disait Marx. L'aspiration de tous les peuples d'Espagne est de se débarrasser des institutions parasitaires de l'Etat monarchique héritées du franquisme.

Tout est fait pour opposer la classe ouvrière des différents peuples, pour opposer les peuples entre eux. Mais lors de la conférence du 14 juin à l'initiative du Comité pour l'alliance des travailleurs et des peuples, un responsable syndical de l'UGT de Catalogne disait notamment : « *Nous sommes une seule classe ouvrière qui parle diverses langues.* » C'est en partant de cette réalité matérielle de l'existence d'une seule classe ouvrière qu'une issue positive pour les légitimes revendications de tous les peuples est possible.

Ceux qui se sont mis à la tête du mouvement national catalan parlent de constituer un Etat catalan directement relié à l'Union européenne, c'est-à-dire soumis au capital financier.

Personne ne peut dire aujourd'hui quels seront les développements des événements. En tout état de cause, la bourgeoisie cata-

lane, qui a renoncé il y a bien longtemps à réorganiser l'Etat espagnol autour d'elle pour créer un Etat moderne et républicain en se détachant de l'héritage de la monarchie et de ses institutions, ne peut aujourd'hui plus le faire. Elle est devenue l'un des secteurs les plus parasitaires du capital, de la grande spéculation immobilière avec les banques. Elle ne peut plus vivre sans la protection de la monarchie et de son appareil. C'est pour cela qu'elle est à la recherche d'un « *pacte fiscal* ». Ceux qui, en 1930, ont proclamé la république catalane — la Gauche républicaine de Catalogne, avec Lluís Companys à sa tête — hésitent aujourd'hui entre le respect de la souveraineté du peuple catalan et la soumission à Bruxelles.

Là est la contradiction, car jamais une majorité du peuple catalan aussi écrasante n'a exigé comme aujourd'hui sa souveraineté ; c'est là un défi pour la classe ouvrière de tout le pays et ses organisations, mais cela pose aussi la question de l'absence d'une représentation politique pour répondre à cette question. La direction du PSOE, après son congrès extraordinaire des 26 et 27 juillet, a réaffirmé son soutien à la monarchie, contre la convocation d'un référendum, ce qui a aggravé la crise de ce parti en Catalogne.

Pour la section de la IV^e Internationale en Espagne, le POSI, qui a aidé à constituer le Comité pour l'alliance des travailleurs et des peuples, il s'agit notamment de combattre sous toutes les formes pour répondre au besoin d'une représentation politique fidèle aux intérêts des travailleurs et des peuples, et dans l'immédiat pour l'exercice du droit à l'autodétermination du peuple catalan. Dans ce combat, mettre en avant les mots d'ordre révolutionnaires de « *République* », « *République du peuple pour le peuple* », « *Républiques des différents peuples* » de l'Etat espagnol, ce qui intègre le combat pour une république basque et une république catalane, l'union libre des républiques souveraines de l'Etat espagnol, prend toute son importance.

**Le 8 août 2014,
Angel Tubau**

La nation mexicaine menacée de dislocation

Par Luis Zapata

1. LA NATION MEXICAINE SOUS LA PRESSION ACCENTUÉE DE L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN...

Les chambres de députés et de sénateurs viennent d'approuver un ensemble de vingt et une lois, appelé « lois secondaires » de la « réforme » de l'énergie, en décembre dernier.

Ces lois sont pour le moment le point le plus élevé du paquet de mesures et de contre-réformes qu'a commencé de mettre en œuvre le gouvernement de Felipe Calderón (2006-2012, du parti Action nationale, PAN) et que le président actuel, Enrique Peña Nieto (du Parti révolutionnaire institutionnel, PRI), a approfondi brutalement tout au long de ses quasi deux années de gouvernement.

L'application de ces lois, qui va commencer dans les prochaines semaines, signifiera aller jusqu'au bout dans le démantèlement des bases matérielles de la souveraineté nationale et dans la destruction des droits et acquis arrachés par les masses laborieuses et le peuple opprimé par le moyen de la lutte.

Rappelons que dans les années 1930, le président Lázaro Cárdenas (celui-là même qui accorda son visa à Trotsky), sous la

pression des mobilisations et de la grève des travailleurs du pétrole, et mettant à profit l'affrontement entre les puissances impérialistes qui préparaient la Seconde Guerre mondiale, a exproprié les compagnies impérialistes anglaises et américaines, créant ainsi Petróleos Mexicanos (Pemex). Tout au long de ces 76 années, les revenus pétroliers ont été en totalité entre les mains de la nation, ce qui a permis la mise en place des institutions publiques de santé, du réseau électrique national (Commission fédérale de l'électricité), entre autres institutions. Ce qui vient d'être dit n'est pas contradictoire au fait qu'une partie de ces revenus se soit évaporée dans la corruption gouvernementale.

Lázaro Cárdenas s'est vu obligé également de réaliser une réforme agraire qui a distribué 20 millions d'hectares aux paysans pauvres et de favoriser l'institution agraire de l'« ejido », terrain communal propriété d'Etat inaliénable avec usufruit individuel (de père en fils — NDT). Dans cette situation, l'Etat a dû reconnaître le droit à l'embauche collective des travailleurs du pétrole et des autres secteurs ouvriers. Les luttes des années 1930 ont été la continuité de la révolution de 1910-1917, révolution qui a posé le problème de la terre (dans les mains d'une minorité oligarchique et de latifundiaires étrangers), mais qui, malgré tout, est restée à mi-chemin.

Aujourd'hui, l'application des lois secondaires de la contre-réforme cherche à démanteler tous les acquis arrachés par les masses durant cette période. C'est l'avenir de la nation qui est en jeu, sa souveraineté et la survie de la classe ouvrière et de la jeunesse. Parmi les multiples conséquences que va entraîner l'application de la contre-réforme de l'énergie, il y a quatre aspects essentiels :

a. L'expropriation des terres des *ejidos*, des communautés, et même la propriété privée. Si l'entreprise qui cherche du pétrole, du gaz, ou construit des gazoducs ou des réseaux électriques a besoin d'occuper des terres pour remplir ses objectifs, elle a le droit d'acheter ou de louer les terres contre la volonté de son propriétaire ou occupant. Si le paysan se refuse à vendre ou à louer, l'Etat intervient sous le prétexte que la production de pétrole, gaz, etc., est « d'intérêt public », et alors le paysan se verra déposséder par l'Etat.

Les propriétaires des terres se verront indemnisés pendant l'occupation de leurs terrains. Le pourcentage que devront payer les entrepreneurs aux propriétaires de terrains ou titulaires de droits pour l'extraction commerciale d'hydrocarbures ne pourra être ni inférieur à 0,5 % ni supérieur à 2 % pour tous les projets d'hydrocarbures qui ne sont pas des gaz de schiste ; mais lorsqu'il s'agit d'exploiter des terres avec gaz de schiste, obtenu par le moyen de fracturations hydrauliques, ou fracking, le pourcentage variera de 0,5 % à 3 %.

b. La loi des hydrocarbures (une des vingt et une lois secondaires) représente la cession d'un pourcentage (dont le montant n'est pas officiellement défini) du revenu pétrolier aux entreprises privées.

« Dans le meilleur des cas, dit un député de "gauche", à partir des règles contenues dans la législation, l'Etat mexicain va disposer de 30 à 40 % du revenu pétrolier (...). Dans le cas spécifique des gisements transfrontaliers du golfe du Mexique, la loi établit que Pemex ne pourra en exploiter que 20 %. Cette répartition va même contre l'accord signé en 2012 avec les Etats-Unis, qui établit que la répartition des hydrocarbures se ferait à parts égales, c'est-à-dire 50/50. »

Il s'agit dès lors de l'abandon quasi total de la richesse pétrolière. Le Mexique produit

2,5 millions de barils quotidiens, dont il exporte la moitié, l'objectif déclaré étant d'élever la production dans les plus brefs délais possibles à 3,5 millions de barils, au bénéfice des Etats-Unis. Actuellement, le budget fédéral est financé à 30 % par les gains liés au pétrole.

c. La disparition progressive de Pemex et de la Commission fédérale d'électricité (CFE), les deux entreprises nationales les plus importantes, en raison des conditions totalement désavantageuses de concurrence avec les entreprises privées. Partie constitutive de ce processus, un délai d'un an a été fixé à Pemex et à la CFE pour que, en accord avec leurs syndicats respectifs, soient modifiées les conventions collectives des travailleurs, modification incluant une réduction des prestations et des salaires, et une augmentation du nombre d'années de travail pour bénéficier du droit à la retraite. L'âge de la retraite passera de 55 à 65 ans, c'est-à-dire dix ans de plus de travail. Les fonds de retraite passeront aux compagnies privées, gestionnaires de ces fonds d'épargne, ce qui sonne le glas du régime de « solidarité par répartition » des retraites. Cela implique également le licenciement de milliers de travailleurs. La CFE emploie aujourd'hui autour de 60 000 travailleurs et Pemex 120 000.

Les dirigeants des syndicats de Pemex et de la CFE, membres du PRI, le parti pilier de l'Etat, les députés et sénateurs de ce même parti ont voté pour les lois secondaires, ce qui va provoquer des ruptures dans l'appareil syndical et une résistance accrue à la base. Pour résumer, la contre-réforme de l'énergie amplifie et généralise ce qu'a établi la contre-réforme du travail approuvée l'année dernière. Ce qui est maintenant à l'ordre du jour, c'est la généralisation de la politique de destruction des conventions collectives et la mise en place de relations individuelles de travail.

d. Enfin, les lois secondaires accentuent le pouvoir de décision du pouvoir exécutif. La presse a fait savoir que la rédaction des lois ne s'était pas faite dans les chambres élues, mais dans la résidence Los Pinos (siège du pouvoir exécutif). En fait, ce sont les « entremetteurs » des entreprises étrangères qui ont « négocié » avec la présidence la rédaction et les ajustements aux lois secondaires.

L'impérialisme, s'appuyant sur un régime politique corrompu et une oligarchie toujours plus disposée à tout brader, pousse au démantèlement des bases matérielles de la souveraineté nationale et à la destruction des droits des masses laborieuses et opprimées.

2. ... AINSI QUE SUR L'AMÉRIQUE LATINE ET LA CARAÏBE...

La pression impérialiste accentuée sur la nation mexicaine fait partie de l'offensive que le gouvernement Obama développe dans le sous-continent latino-américain et la Caraïbe. En ce moment même, nous voyons comment la pression est accentuée sur l'extrême sud du sous-continent, l'Argentine, avec l'affaire des « fonds vautours ». La Cour suprême de justice des Etats-Unis, le « plus haut tribunal » de ce pays, a tranché en faveur des spéculateurs propriétaires de ces fonds, ce qui signifie le paiement d'1,33 milliard de dollars, plus les intérêts, avec des gains de l'ordre de 1 600 %, d'où leur nom de « fonds vautours ». De plus, le juge Griessa menace de déclarer le gouvernement argentin en situation de « rébellion » si celui-ci continue à déclarer qu'il a déjà payé les intérêts.

La menace militaire viendra-t-elle ensuite pour que l'Argentine obéisse aux ordres du juge ? Si, de son côté, le gouvernement cède à une telle décision judiciaire, l'Argentine peut se retrouver à nouveau dans la situation de crise (de la dette) des années 2001-2002, avec des conséquences encore plus brutales pour la population.

Nous voyons également en ce moment Obama réunir les présidents du Guatemala, du Honduras et du Salvador pour « leur indiquer » que l'émigration d'enfants qui voyagent seuls à travers le Mexique vers les Etats-Unis doit être arrêtée. Au cours de cette année, on prévoit que 90 000 enfants seront expulsés des Etats-Unis. C'est une « responsabilité partagée », dit cyniquement Obama aux présidents des pays d'Amérique centrale. Le pillage auquel se livre l'impérialisme contre ces peuples, le développement du négoce narcotrafic-armes-violence-crime organisé, qui produit des gains juteux à la banque impérialiste « lave-dollars », sont la cause de ce saut qualitatif dans l'émigration.

Maintenant, il s'agit de dizaines de milliers de jeunes et d'enfants, les nouvelles générations, qui essaient désespérément de survivre face à la situation créée dans leurs pays par l'impérialisme.

C'est dans ce cadre, pour ne parler que de manière générale de l'Amérique centrale et de l'Amérique latine, qu'il faut situer l'accentuation de la pression de l'impérialisme sur la nation mexicaine. Une véritable guerre économique, sociale et politique.

3. LA RÉSISTANCE DE LA CLASSE LABORIEUSE DES VILLES ET DES CAMPAGNES, ET DES COUCHES OPPRIMÉES S'APPROFONDIT...

Il y a cinq ans, le 11 octobre 2009, le gouvernement de Felipe Calderón (PAN) décidait par surprise de fermer la Compagnie Luz y Fuerza (CLyF), qui distribuait l'énergie électrique dans le centre du pays, de chasser de leur travail ses 44 000 travailleurs et d'annuler de manière unilatérale le contrat collectif du Syndicat mexicain des travailleurs de l'électricité (SME). Nous pouvons dire que ce fut le début de la guerre contre la classe laborieuse, qui, maintenant, en 2014, s'en prend aux fondements matériels de la souveraineté nationale. Parmi les 44 000 travailleurs employés à ce moment de l'offensive du régime, 27 401 « acceptèrent » la liquidation de leurs droits en échange d'une indemnisation financière, tandis que les 16 599 restants décidèrent de résister et de lutter pour leur retour au travail, lutte qui dure depuis près de cinq ans et qui a connu des moments importants, comme l'appel à constituer la nouvelle centrale syndicale, ainsi que des rassemblements de masses tout au long de cette période.

De la même manière, devant le refus, d'abord du gouvernement de Felipe Calderón (PAN), et maintenant du gouvernement de Peña Nieto (PRI), d'accepter le retour des travailleurs sur leur poste de travail en respectant leur contrat collectif, la direction du SME a fait un pas politique très important de rupture avec le régime en appelant à constituer un parti politique des

travailleurs. La section mexicaine de la IV^e Internationale, invitée à participer à ce projet, a soutenu l'appel à constituer un parti politique des travailleurs.

En août 2011, cette initiative a pris corps lors du congrès de fondation de l'Organisation politique du peuple et des travailleurs (OPT), avec la présence de plus de 1 200 participants venus de dix-sept États du pays (sur trente-deux), où se retrouvèrent non seulement des dirigeants et des cadres du SME (le courant 11 octobre), mais également plusieurs courants politiques comme le Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT, un des différents groupes du Secrétariat unifié au Mexique), une organisation pro-chaviste (Mouvement de libération nationale, MLN) et l'Organisation socialiste des travailleurs (OST), section mexicaine de la IV^e Internationale.

L'OPT est issue de la résistance des travailleurs de l'électricité contre la liquidation de l'entreprise publique et la destruction de sa convention collective et de l'emploi, d'où son caractère d'organisation de travailleurs, réaffirmé dans ses documents fondamentaux.

Il s'agit d'un pas important sur la voie de la constitution d'un espace indépendant pour les travailleurs, afin d'affronter le régime et l'oligarchie pro-impérialiste, et de développer la lutte pour la démocratie et la souveraineté nationale.

Comme l'écrivait Pierre Lambert en juin 1989, dans sa préface à l'édition péruvienne du *Programme de transition* :

« Dans les processus révolutionnaires en cours, et qui embrassent toute une étape historique, il est inévitable que s'entrecroisent les expressions sociales, institutionnelles, politiques des classes en lutte : Eglises de toutes confessions, bureaucratie soviétique avec ses contradictions et ses agences nationales, appareils social-démocrates, nationalistes bourgeois et petit-bourgeois, tendances diverses et groupes indépendants ou liés à différents niveaux aux appareils bureaucratiques du mouvement ouvrier et aux organisations nationalistes.

Il est inévitable que tous ces facteurs fassent pression sur la IV^e Internationale et ses sections. Notre tâche est d'apprendre à différencier, à partir des intérêts des masses, par conséquent avec l'aide des principes du programme (...),

ce qui est l'expression d'intérêts étrangers aux intérêts des masses travailleuses (...).

Tout au long de l'histoire du mouvement ouvrier, le combat pour des organisations ouvrières indépendantes, partis et syndicats fut une constante dans le but d'aider à "constituer les prolétaires en classe, pour la liquidation de la domination de la bourgeoisie, la conquête du pouvoir politique par le prolétariat" (Manifeste du Parti communiste). »

C'est dans ce cadre que nous intervenons pour construire l'OPT comme parti ouvrier indépendant, un véritable parti de masse. C'est la transition dans les actuelles et difficiles conditions du mouvement ouvrier mexicain.

Tout au long de ses trois années d'existence, l'OPT a mené deux campagnes politiques :

- La participation à l'élection présidentielle de 2012, dans laquelle López Obrador se présentait pour la deuxième fois comme candidat du PRD, obtenant 15 millions de voix contre les 17 millions octroyées au candidat du PRI par le moyen d'une vaste fraude électorale du régime. La direction majoritaire de l'OPT, soutenue par la majorité des courants, a appelé à voter pour le candidat du PRD, se dissolvant dans les illusions des masses qui voyaient en López Obrador un point d'appui pour exprimer leur refus du PRI, qui avait été chassé de la présidence pendant deux mandats (douze ans) par le parti le plus pro-impérialiste du régime, le PAN.

Nous avons expliqué le contenu du vote des masses pour López Obrador sans appeler à voter pour lui, en disant en même temps : *pas une voix* pour les candidats du PRI, PAN et PVEM, candidats au service du capital étranger !

- Fin 2012, dans une réunion du conseil national, l'OPT a décidé de lancer la campagne pour l'enregistrement légal de l'organisation. La législation électorale du régime est profondément antidémocratique, car elle établit que, pour enregistrer légalement un parti politique, sont nécessaires un minimum de 220 000 adhérents, dont 60 000 doivent se réunir en assemblées fédérales ou de district. En même temps, elle interdit que les dirigeants syndicaux ou d'un culte religieux soient responsables d'un parti. L'OPT a pu

réunir en assemblée dans les Etats du centre et dans la capitale du pays autour de 15 000 adhérents, et réaliser de petites assemblées dans les Etats du Nord.

Cette activité a été un élément d'impulsion pour l'organisation durant quelques mois, même si l'enregistrement légal n'a pas été obtenu. L'Institut national électoral a finalement donné son accréditation à trois nouveaux partis : le Mouvement de la régénération nationale (Morena), parti dirigé par López Obrador (qui a rompu avec le PRD après les élections en raison de la politique des dirigeants de soumission au régime), et deux organisations de droite, dont une, de toute évidence, au caractère religieux bien marqué.

Aujourd'hui, l'OPT se trouve face un nouveau défi : l'approbation des contre-réformes, et en premier lieu celle de l'énergie, exige la réalisation de campagnes pour l'unité de toutes les organisations syndicales, politiques et sociales qui se prononcent pour la défense du revenu pétrolier et des droits de la classe laborieuse, avec comme point d'appui pour le front unique l'abrogation de la contre-réforme de l'énergie.

4. LA RÉSISTANCE ET LES OBSTACLES...

La lutte de résistance des travailleurs de l'électricité du SME, qui, comme nous l'avons indiqué auparavant, a débuté il y a déjà cinq ans, se trouve dans une situation extraordinairement difficile. Le gouvernement du PRI leur offre de constituer un certain nombre de coopératives d'ordre privé, qui, selon les lois secondaires de la « réforme de l'énergie » votées, seront en concurrence avec les compagnies étrangères qui vont entrer sur le marché.

Cette lutte s'inscrit dans l'activité des masses laborieuses et de la jeunesse qui se développe en différents secteurs. En voici quelques exemples.

a. Lors de la campagne électorale de 2012, il y a eu la mobilisation de dizaines de milliers de jeunes aux cris de « *Dehors Peña Nieto !* », « *Pour un Mexique... sans PRI !* ». La mobilisation a été rapidement dévoyée

par des groupes se réclamant de la gauche et des groupes d'universités privées (mis en avant par les médias) dans ce qu'ils appellent « *Je suis le 132* ». Leur discours : rien à faire des partis politiques, ils sont tous pareils. Nous sommes un mouvement horizontal, nous sommes tous des dirigeants. Ainsi fut refusée aux jeunes étudiants la voie de l'organisation représentative pour poser leurs revendications et lutter pour elles. Il s'agit de fermer le chemin qui mène à l'unité de la jeunesse avec la classe laborieuse. Peu de temps après, la mobilisation s'est évanouie, ce qui ne veut pas dire que le mécontentement de la jeunesse contre le PRI se soit effacé, comme elle ne signifie pas davantage que devant une nouvelle vague de lutte, les médias et les forces intéressées ne reprennent pas le discours de « *Je suis le 132* ».

b. La contre-réforme de l'enseignement, qui a remis en cause le droit à la sécurité de l'emploi sous prétexte d'« évaluation permanente » du corps enseignant, et qui, en même temps, ouvre la voie à la privatisation de l'école publique, a engendré une mobilisation nationale sans précédent du corps enseignant. La politique des directions qui consistait à « négocier » avec le gouvernement un « projet alternatif d'éducation », à « négocier », finalement, ce qui *n'est pas* négociable (l'abrogation de la contre-réforme de l'enseignement), a freiné ce mouvement.

Cependant, la mobilisation du corps enseignant a porté des coups à l'appareil du syndicat officiel, le Syndicat national des travailleurs de l'éducation (SNTE), lié directement à l'Etat, ouvrant ainsi des brèches dans ses rangs et entraînant la mobilisation des couches de professeurs auparavant contrôlés par cet appareil.

De cette expérience, nous pouvons tirer une conclusion plus générale : l'Etat du PRI a pu maintenir durant de longues décennies le contrôle sur les masses « en ne touchant pas » à toute une série d'acquis arrachés au cours des mobilisations des années 1920-1930. Aujourd'hui, les exigences de l'impérialisme en crise lui enjoignent de détruire tous ces droits.

La soumission du régime aux exigences du capital financier le conduit à l'affrontement avec les masses, ce qui va produire

des ruptures dans les appareils syndicaux qui souhaiteraient contrôler les travailleurs.

c. Après la réforme de l'énergie, le régime prépare une autre brutale régression : la contre-réforme des institutions de santé. Dans cette voie, les autorités ont commencé à accentuer la pression sur le personnel médical, et en général sur tous les travailleurs du secteur. La mort d'une patiente dans un hôpital de l'Institut mexicain de sécurité sociale (IMSS, l'une des trois institutions de santé et de très loin la plus importante) dans la ville de Guadalajara (deuxième ville du pays) a été utilisée par l'autorité non seulement pour inculper un groupe de médecins, mais également pour impulser une campagne nationale contre ce secteur médical « *irresponsable* ». La réponse a été une fois de plus sans précédent : des dizaines de milliers de médecins ont envahi les rues le 25 juin dernier, pas seulement de Guadalajara et de la ville de Mexico, mais, avec plus ou moins d'importance, de toutes les grandes villes du pays. Depuis 1965, on n'avait pas vu une mobilisation nationale de cette ampleur dans le secteur de la santé.

Finalement, les causes sont à rechercher dans la gravité des conditions de travail et dans les infrastructures, la pénurie de médicaments et la menace de la contre-réforme, dont l'objectif était « d'unifier » les trois institutions de santé en réduisant les « procédures de santé » de 2 000 (prestations du niveau IMSS) à 200, c'est-à-dire un service minimal de distribution de cachets.

Les médecins qui ont pris la tête de la mobilisation ont créé le slogan « *Je suis le 17^e* » (un de plus que le nombre de médecins inculpés), repris par les médias qui disent qu'il ne s'agit pas d'un mouvement politique, qu'ils ne sont pas contre le gouvernement, qu'ils ne font que défendre leurs camarades inculpés. Les dirigeants syndicaux, liés au PRI, ont été obligés de faire des déclarations morales de soutien, en même temps qu'ils « font remarquer » aux médecins qu'ils doivent remplir leurs obligations, faute de quoi ils seront licenciés par les autorités. Cependant, la résistance va continuer à se frayer sa voie.

d. Enfin, le 23 juillet dernier, face à l'adoption de la contre-réforme de l'énergie, en particulier celle de l'expropriation des

terres des *ejidos* et des communautés (cyniquement, les sénateurs du PRI-PAN ont substitué au concept d'« expropriation » celui d'« occupation provisoire des terres »), 35 000 paysans ont marché sur la ville de Mexico à l'appel d'un grand nombre d'organisations paysannes. Le contenu que les paysans ont donné à cette manifestation s'exprimait sur une banderole qui disait :

« *Compagnies minière, pétrolière, du gaz, électrique, gardez-vous de toucher à notre terre, nous défendrons l'ejido et la communauté.* »

Alors que les paysans défilaient, les dirigeants de la plupart de ces organisations « négociaient » avec le gouvernement les revendications du secteur. Selon les informations ultérieures, ils ont obtenu une réponse à deux ou trois demandes secondaires ; cependant, le gouvernement a repoussé l'exigence d'abrogation de la loi d'expropriation des terres, en particulier, et celle de la contre-réforme de l'énergie en général.

L'expérience de cette période montre que la résistance et la volonté de lutte des masses laborieuses et opprimées continue de croître, mais, en même temps, les mobilisations gardent leur caractère sectoriel, car il leur manque l'unité, les dirigeants syndicaux et politiques se refusant à unifier l'action.

Dans cette situation, l'OPT peut aider les masses laborieuses à imposer la lutte pour l'unité des organisations syndicales (paysannes et ouvrières), des partis politiques qui se déclarent contre la « réforme » de l'énergie, l'unité pour l'abrogation des contre-réformes destructrices de la nation.

5. POUR LA MOBILISATION UNITAIRE NATIONALE, UNE SEULE CONSULTATION, POUR L'ABROGATION DE LA CONTRE-RÉFORME DE L'ÉNERGIE...

Au début de son mandat présidentiel (1^{er} décembre 2012), le gouvernement de Peña Nieto — pour imposer son paquet de contre-réformes qu'exige de lui l'impérialisme et en raison du processus de décomposition du régime et du discrédit du

gouvernement de Felipe Calderón (PAN) — a mis en avant une politique d'« unité nationale » en mettant sur pied un accord dit « pacte pour le Mexique » avec le PAN et le Parti de la révolution démocratique (PRD), la « gauche » institutionnelle.

Le PRD, parti bourgeois, a été créé par Cuauhtémoc Cárdenas (le fils du président Cárdenas) pour canaliser la mobilisation des masses contre la fraude à l'élection présidentielle de 1988, où il fut candidat à la présidence soutenu, par une coalition de partis parmi lesquels le Parti communiste mexicain (qui, à ce moment-là, avait changé son nom en Parti socialiste unifié du Mexique, PSUM).

Le PRD, qui se présente comme « nationaliste » et défenseur de la richesse pétrolière, a suivi depuis sa fondation une ligne d'accompagnement-dénonciation des mesures prises par les gouvernements du PRI-PAN. En constituant avec Peña Nieto le « pacte pour le Mexique », il a en fait préparé politiquement le terrain pour que les contre-réformes de Peña passent.

Cependant, la brutalité des lois secondaires qui viennent maintenant d'être validées par les chambres et l'affrontement politique électoral du PRD avec le parti Morena ont obligé les dirigeants, députés et sénateurs du PRD à rompre avec le pacte et à dénoncer et voter contre les lois secondaires (à de rares exceptions).

Cuauhtémoc Cárdenas a lancé l'initiative d'une campagne de signatures pour une consultation nationale (référendum), avec valeur contraignante, à propos de la contre-réforme de l'énergie. La loi établit que doivent être réunis 2 % du corps électoral, c'est-à-dire autour d'1,8 million de signatures, pour que le régime la convoque, et il faut que 40 % des électeurs aient voté pour que la décision soit contraignante.

De son côté, Morena, produit de la rupture de López Obrador avec le PRD, a également lancé une campagne de signatures pour une consultation nationale populaire. Les deux partis se sont lancés chacun de leur côté, se refusant à unir leurs efforts dans cette campagne de signatures et dans l'exigence adressée à l'Etat de consultation ou référendum à propos de la contre-réforme de l'énergie et de ses lois secondaires.

Dans le mouvement syndical « indépendant » (c'est-à-dire en dehors du corporatisme du PRI), divisé en trois groupes, on retrouve la même la situation s'agissant de la division :

a. On y trouve l'Union nationale des travailleurs (UNT), qui est un front de dirigeants regroupant des syndicats de l'Université et les syndicats nationaux des employés du téléphone et des pilotes de ligne, entre autres, influencé par le PRD. Elle appelle les organisations syndicales et politiques du pays à développer la campagne pour la consultation nationale sur la contre-réforme de l'énergie. Mais, en même temps, elle affiche une politique de dialogue social avec Peña Nieto.

b. On y trouve également les directions de la Coordination nationale des travailleurs de l'éducation (CNTE), qui regroupe des sections du Syndicat national des travailleurs de l'éducation (SNTE) ainsi que des courants syndicaux de professeurs de presque tous les Etats du pays ; elles refusent la contre-réforme de l'énergie sans, pour l'instant, faire un seul pas en direction des autres organisations dans le sens de la mobilisation unitaire pour l'abrogation.

c. Et enfin, un regroupement d'organisations syndicales proches du SME, autour de l'initiative pour une « nouvelle centrale syndicale de travailleurs », qui refuse aussi la contre-réforme de l'énergie. Le SME impulse l'Assemblée nationale d'usagers de l'énergie électrique (ANUEE), laquelle demande un tarif social pour l'énergie électrique et promet une « grève des paiements jusqu'à la chute de la contre-réforme de l'énergie ».

Ayant pris connaissance et apprécié ces prises de position pour le rejet des contre-réformes, un groupe de travailleurs et de jeunes de différents secteurs et de différentes opinions politiques, parmi lesquels les militants de l'OST, s'est réuni le 23 août pour analyser la situation d'urgence que vivent la nation et le peuple travailleur. Nous avons décidé de lancer un manifeste sur cette orientation :

« Pour une mobilisation nationale unitaire, une seule consultation, pour l'abrogation de la contre-réforme de l'énergie... pour défendre la souveraineté et l'unité de la nation. »

6. L'OPT PRÉPARE SON PREMIER CONGRÈS NATIONAL

Dans cette difficile et complexe situation politique, l'Organisation politique du peuple et des travailleurs prépare son premier congrès national (en décembre prochain). Le document de préparation du congrès signale que,

« depuis le gouvernement de Miguel de la Madrid (1982-1986), tous les locataires de la résidence Los Pinos partagent l'instrumentalisation des politiques au service du capital national et étranger, et ont bradé et continuent à le faire les biens de la nation ».

Le document dénonce *« le contrôle exercé historiquement par le corporatisme sur la classe ouvrière »* et ajoute que la plupart des syndicats indépendants du PRI, comme l'UNT, *« se refusent à avancer sur une ligne politique de rupture résolue ».*

En conclusion, le document présente une plate-forme de tâches et activités, dont le troisième point précise :

« Fortifier une étroite relation avec les luttes du peuple et des travailleurs, en présentant avec fermeté leurs exigences, comme l'abrogation immédiate des contre-réformes de l'énergie, de l'enseignement, du travail et des télécommunications, du "tarif" social... »

Cette orientation de l'OPT, qui fait l'unanimité de toutes ses composantes, dans la préparation du congrès, devra être traduite dans la campagne pratique qui, aujourd'hui, est une nécessité urgente : consultation nationale unitaire pour l'abrogation de la contre-réforme de l'énergie, unité de toutes les organisations avec ce point comme base, lutte pour une action unitaire nationale pour faire plier la résistance du régime qui prétend refuser la réalisation de la consultation.

Luis Zapata

Notes de (re) lecture

La discussion

sur le *Programme de transition*

Par Daniel Gluckstein

La section française de la IV^e Internationale (courant communiste internationaliste du Parti ouvrier indépendant) a récemment republié le *Programme de transition*, programme de la IV^e Internationale, rédigé par Léon Trotsky pour la conférence de fondation (réalisée en septembre 1938).

Cette republication répondait d'abord à une nécessité pratique, la précédente édition étant épuisée. Mais elle répondait aussi (et surtout) à une nécessité politique : engager la discussion avec des militants ouvriers de toutes tendances qui se dégagent de la crise de décomposition des vieilles organisations issues historiquement du mouvement ouvrier et de la démocratie. Plus particulièrement : engager la discussion avec cette jeune génération de travailleurs, délégués ouvriers et militants syndicaux, nés juste avant ou juste après la chute du mur de Berlin. Une jeune génération qui est souvent aux avant-gardes des grèves et mobilisations ouvrières et ne se reconnaît que rarement dans les appareils politiques traditionnels. Une jeune génération qui professe une défiance (légitime) vis-à-vis de toute représentation politique, mais qui, en même temps, est portée, par les circonstances mêmes de la décomposition du capitalisme, à chercher la voie de l'organisation ouvrière, et, au-delà, la voie d'une solution qui aille à la racine des maux qui accablent l'humanité. Quelque conscience qu'elle en ait, elle est à la recherche d'une perspective qui ne peut se matérialiser que par la rupture avec le système fondé sur l'exploitation capitaliste, c'est-à-dire le régime de la propriété pri-

vée des moyens de production. Pour nous, IV^e Internationale il s'agit, non d'asséner un dogme, mais d'engager une discussion.

UNE DISCUSSION VIVANTE

La section française a fait le choix de publier en un volume (qui, au total, comprend 191 pages) le texte du programme adopté en septembre 1938, la préface à l'édition péruvienne que notre camarade Pierre Lambert avait rédigée en avril 1989, et douze textes de la discussion sur le projet de programme à laquelle a participé Léon Trotsky, avec d'autres militants, entre le 20 mars et le 30 août 1938. Douze textes qui rendent compte d'une discussion vivante : le programme n'est pas une bible mais un outil pour l'action, synthèse de l'expérience passée du mouvement ouvrier et instrument permettant d'aider la classe ouvrière à résoudre les tâches qui se dressent devant elle.

Pourquoi ce choix, en 1938 ? Nul n'ignore alors que le déclenchement de la deuxième guerre impérialiste est inéluctable. Nul n'ignore non plus la modestie des effectifs de la IV^e Internationale. Certains ont avancé la thèse que, proclamant la IV^e Internationale à la veille de la guerre impérialiste, Trotsky n'avait d'autre objectif que de témoigner devant l'histoire. La discussion que mène Trotsky autour de l'élaboration du *Programme de transition* fait litière de cette affabulation. Pour lui, il s'agit de répondre à la question formulée

au début du *Programme de transition*, celle de la solution à « *la crise historique de l'humanité* » qui « *se réduit à la crise de la direction révolutionnaire* ». De l'objectif assigné au programme — aider les masses à se préparer à la prise du pouvoir — découle la nécessité de définir les revendications transitoires afin de dégager les voies de la construction de partis révolutionnaires. Ce qui suppose que les militants de la IV^e Internationale s'insèrent dans le mouvement de la classe ouvrière pour l'aider à vaincre. Revenant sur les leçons de la révolution espagnole qui, en ces premiers mois de l'année 1938, vit ses derniers moments, victime de la trahison du stalinisme, de la social-démocratie, des dirigeants anarchistes et de l'adaptation à la politique du front populaire par les dirigeants du POUM, Trotsky écrit :

« *Le POUM avait 40 000 membres. Ce n'est rien. Avec 10 000 seulement — mais liés avec les masses en révolte — on peut l'emporter dans une révolution. Mais 40 000 membres à l'écart des masses, ce n'est rien* » (1).

UN "PARTI DE 10 000 LIÉS AVEC LES MASSES EN RÉVOLTE"

Un parti de 10 000 « liés avec les masses en révolte » peut permettre à la classe ouvrière de l'emporter dans une révolution : en écrivant cela, Trotsky n'ignore pas que la situation mondiale, en cette année 1938, n'est pas marquée par la « *révolte des masses* ». L'écrasement du prolétariat allemand, puis le reflux de la révolution en France et enfin la défaite en cours du prolétariat espagnol semblant alors lever les derniers obstacles à l'éclatement de la guerre impérialiste mondiale. Au-delà de cette guerre désormais inévitable, Trotsky se projette vers la phase suivante : la vague révolutionnaire que ne manquera pas de susciter la guerre impérialiste. Il concentre son attention sur la capacité des militants de la IV^e Internationale à s'inscrire dans les processus qui, au sein de la classe ouvrière, verront mûrir le mouvement vers la révolution. C'est pourquoi l'accumulation des forces dans le cadre du parti est à ses yeux la question essentielle. Qu'en est-il aujourd'hui ? 2014 n'est pas 1938 : à

l'échelle internationale, « la révolte des masses » est largement engagée. Certes, le mouvement n'est pas linéaire. Mais les derniers développements de la révolution palestinienne concentrent une tendance générale de la situation mondiale qui s'est exprimée auparavant en Tunisie, en Espagne, en Grèce, au Portugal ; et aussi dans le mouvement révolutionnaire des masses en Afrique du Sud qui — partant de la grève des mineurs de Marikana — sont parvenues à briser le monopole de la coalition tripartite ANC-Cosatu-Parti communiste, ouvrant la voie à une situation où de nouveaux partis se constituent — certes, pas sur le programme de la IV^e Internationale — mais revendiquant la réforme agraire, la nationalisation des ressources minières, c'est-à-dire un pas vers le « pouvoir à la majorité noire ». Tendance qui s'exprime aussi en Europe, qui, sous l'effet des plans meurtriers imposés par l'Union européenne et le Fonds monétaire international, a connu des grèves générales massives dans nombre de pays, aboutissant, au sein même des organisations ouvrières, à des mouvements de rupture considérables, les masses cherchant à s'approprier leurs organisations et entraînant avec elles, à tous les niveaux, de larges couches de délégués et de militants, se dressant contre l'intégration corporatiste.

UNE SITUATION NOUVELLE

Situation nouvelle qui ouvre un large champ de discussion entre les militants de la IV^e Internationale et une couche importante de délégués qui cherchent la voie d'une nouvelle représentation politique. Indiscutablement, les sections de la IV^e Internationale (dont les effectifs aujourd'hui encore, en 2014, restent modestes) se sont, dans nombre de pays, insérés, à une échelle qui ne connaît pas de précédent historique, dans les processus au sein des organisations ouvrières et au sein des masses engagées sur la voie — d'une manière qui n'est certes pas pleinement consciente — du rejet de la tutelle des vieilles directions, c'est-à-dire de l'action indépendante. A la différence de

(1) « *Discussion sur la conférence internationale* », 20 mars 1938.

1938, nous ne sommes pas à la veille d'une deuxième guerre mondiale déclenchée sur la base de défaites majeures du prolétariat. Nous traversons une situation infiniment plus complexe où, à la fois, l'impérialisme déclenche les guerres, les généralise, disloque les Etats et les nations à une échelle sans précédent, révélant chaque jour davantage les conséquences barbares de sa survie ; et en même temps, à l'intérieur de ces processus de guerre et de décomposition, mûrit indiscutablement et s'accélère la marche à la révolution, mettant en son centre le prolétariat. Dans cette situation, les sections de la IV^e Internationale peuvent jouer le rôle de levier, permettant, en se liant aux « masses en révolte », de jeter les bases de partis de milliers et de milliers, de « partis de 10 000 » qui peuvent aider à l'emporter. Là est l'actualité brûlante de la discussion aujourd'hui sur le *Programme de transition* et ses mots d'ordre.

DÉFENDRE LES REVENDICATIONS PARTIELLES DANS UNE PERSPECTIVE RÉVOLUTIONNAIRE

Comment s'orienter pratiquement ? Il s'agit, indique Trotsky, d'

« accumuler une expérience pour le travail pratique, pas nous engager dans des formules abstraites, mais développer un programme d'action concret et des revendications, dans le sens que ce programme de transition soit issu des conditions de la société capitaliste actuelle, mais qu'il conduise tout de suite au-delà des limites du capitalisme. (...) Nous ne pouvons pas nous en tenir aux revendications quotidiennes du prolétariat (...) » (2).

Cela signifie-t-il que la IV^e Internationale minimise la portée du combat pour les revendications partielles ? D'aucune manière :

« La IV^e Internationale ne repousse pas les revendications du vieux programme "minimum", dans la mesure où elles ont conservé quelque force de vie. Elle défend inlassablement les droits démocratiques des ouvriers et leurs conquêtes sociales. Mais elle mène ce travail de tous les jours dans le cadre d'une perspective correcte, réelle, c'est-à-dire révolutionnaire. Dans la mesure où les vieilles revendications partielles "mini-

um" des masses se heurtent aux tendances destructives et dégradantes du capitalisme décadent — et cela se produit à chaque pas — la IV^e Internationale met en avant un système de revendications transitoires dont le sens est de se diriger de plus en plus ouvertement et résolument contre les bases mêmes du régime bourgeois » (3).

C'est précisément en rapport avec l'importance des revendications partielles et démocratiques que Trotsky accorde la plus grande attention à la place des organisations syndicales :

« Dans la lutte pour les revendications partielles et transitoires, les ouvriers ont actuellement plus besoin que jamais d'organisations de masse, avant tout de syndicats. (...) Les bolcheviks-léninistes se trouvent aux premiers rangs de toutes les formes de lutte, même là où il s'agit seulement des intérêts matériels ou des droits démocratiques les plus modestes de la classe ouvrière. Ils prennent une part active à la vie des syndicats de masse, se préoccupent de les renforcer et d'accroître leur esprit de lutte. Ils luttent implacablement contre toutes les tentatives de soumettre les syndicats à l'Etat bourgeois et de lier le prolétariat par "l'arbitrage obligatoire" et toutes les autres formes d'intervention policière, non seulement fascistes, mais aussi "démocratiques" » (4).

LUTTER CONTRE L'INTÉGRATION DES SYNDICATS À L'ÉTAT

Ce passage du *Programme de transition* revêt aujourd'hui la plus grande importance. Soixante-quinze ans après qu'il a été adopté, l'injonction faite aux militants de la IV^e Internationale de combattre sous toutes les formes contre l'intégration des syndicats à l'Etat est une tâche majeure. Aujourd'hui, en effet, tous les gouvernements dits « démocratiques » — singulièrement ceux qui se revendiquent de la « gauche » — cherchent, par le biais du « dialogue social », des « conférences so-

(2) « Discussion sur le Labor Party », 21 mars 1938. Lire aussi : « Trotsky sur le Labor Party et le parti noir aux Etats-Unis », Alan Benjamin, *La Vérité*, n° 69, août 2010.

(3) *Programme de transition*.

(4) *Ibidem*.

ciales », des « tables rondes », des « pactes », à enchaîner les organisations ouvrières au char de l'Etat et des institutions internationales (Union européenne, Fonds monétaire international). Le combat contre l'intégration, précise Trotsky, est inséparable de la nécessité de « *lutter avec succès à l'intérieur des syndicats* » contre les appareils qui, à leurs sommets, cherchent à les subordonner à l'appareil d'Etat. Insistons sur cette formule : lutter avec succès. Les syndicats appartiennent à la classe ouvrière. La classe ouvrière a les moyens de se les approprier, et le rôle des militants de la IV^e Internationale n'est pas de se contenter d'une dénonciation stérile des dirigeants « traîtres », mais d'aider les militants, les syndiqués, les travailleurs à s'assurer le contrôle de leurs propres organisations. Trotsky insiste :

« Les tentatives sectaires d'édifier ou de maintenir des petits syndicats "révolutionnaires" comme une seconde édition du parti signifient, en fait, le renoncement à la lutte pour la direction de la classe ouvrière. Il faut poser ici comme un principe inébranlable : l'auto-isollement capitulaire hors des syndicats de masse, équivalant à la trahison de la révolution, est incompatible avec l'appartenance à la IV^e Internationale. »

Cette orientation prend une importance d'autant plus grande en 2014 que, dans de nombreux pays, les représentations politiques traditionnelles de la classe ouvrière issues du stalinisme sont entrées en désagrégation, allant parfois jusqu'à leur disparition pure et simple (comme en Italie), tandis que les partis issus de la II^e Internationale n'entretiennent plus que des liens souvent ténus avec le mouvement ouvrier. Dans nombre de cas aujourd'hui, les organisations syndicales apparaissent comme la principale, voire l'unique forme d'organisation ouvrière représentative. Pour Trotsky, c'est

« un acquis considérable que nous soyons enracinés dans les syndicats ».

Néanmoins,

« il est très important de ne pas perdre de vue notre ligne stratégique mondiale. Toute revendication économique locale, partielle, doit viser à se rapprocher d'une revendication générale de notre programme de transition » (5).

C'est pourquoi, considérant que

« les syndicats (...) ne peuvent avoir de programme révolutionnaire achevé », que « même les plus puissants, n'embrassent pas plus de 20 à 25 % de la classe ouvrière et, d'ailleurs, ses couches les plus qualifiées et les mieux payées », et que « la majorité la plus opprimée de la classe ouvrière n'est entraînée dans la lutte qu'épisodiquement, dans les périodes d'essor exceptionnel du mouvement ouvrier »,

Trotsky insiste sur la nécessité de

« créer des organisations ad hoc, qui embrassent toute la masse en lutte : les comités de grève, les comités d'usines, et, enfin, les soviets. »

Cette importance accordée aux comités d'usine découle directement de ce qui est au centre du programme : la conquête du pouvoir par le prolétariat, dont la forme transitoire est le combat pour le gouvernement ouvrier et paysan,

LA LUTTE POUR LE PARTI OUVRIER

Précisément parce que

« les syndicats n'ont pas — et vu leurs tâches, leur composition et le caractère de leur recrutement — ne peuvent avoir de programme révolutionnaire achevé »,

il en découle qu'« ils ne peuvent remplacer le parti », insiste Trotsky (6), qui précise :

« L'édification de partis révolutionnaires nationaux sections de la IV^e Internationale est la tâche centrale de l'époque de transition. »

Cependant, l'édification de telles sections ne se fait pas simplement par l'énoncé des positions de la IV^e Internationale. Ici se trouve posée la question de la transition dans la construction du parti. Précisément parce que, dans un premier temps, le mouvement de la classe ouvrière se tourne vers les vieilles organisations, en particulier les organisations syndicales, Trotsky se montre attentif à la possibilité de prendre appui sur ce mouvement pour le relier aux

(5) « Discussion pour résumer sur les revendications de transition », 23 mars 1938. Lire aussi : « Trotsky et le Programme de transition », Daniel Gluckstein, *La Vérité*, n° 69, août 2010.

(6) *Programme de transition*.

pas en avant nécessaires dans la construction d'une représentation politique de la classe ouvrière. Cette discussion prend un caractère immédiat aux Etats-Unis du fait du déclin du capitalisme américain, et, surtout, du développement d'un puissant mouvement syndical, en particulier du CIO, centrale syndicale fondée sur les syndicats d'industries et non plus les syndicats de métiers :

« *Maintenant on a un mouvement d'une importance énorme, le CIO, quelques trois millions et plus, organisés dans une organisation nouvelle, plus militante. Cette organisation, qui a commencé par des grèves, de grandes grèves, et a aussi partiellement entraîné l'AFL dans ces grèves pour les augmentations de salaires (...). Nous pouvons chercher la possibilité de lui faire jeter tout son poids dans la balance politique* » (7).

OBJECTIF, SUBJECTIF : UNE "DISPROPORTION PLUS AIGUË QUE JAMAIS"...

Poser la question du pouvoir, y compris aux Etats-Unis, n'est-ce pas forcer les rythmes, ne pas tenir compte de l'état d'esprit réel de la classe ouvrière ?

Trotsky ne recommande pas de se lancer dans une propagande révolutionnaire abstraite pour le pouvoir. Précisément parce que la question du pouvoir est au centre, tout se concentre dans la place des revendications transitoires. La situation aux Etats-Unis, écrit-il,

« *est caractérisée par une sur-maturité de toutes les prémisses sociales fondamentales pour la révolution (...). D'un autre côté, grâce à la rapidité et l'aggravation de la décomposition des conditions matérielles aux Etats-Unis, la conscience des masses — bien qu'elle ait réalisé des progrès importants — demeure arriérée en comparaison des conditions objectives. Nous savons que les conditions subjectives, la conscience des masses, la croissance du parti révolutionnaire, ne sont pas un facteur fondamental. Elles dépendent de la situation objective, en dernière analyse, l'élément subjectif dépend lui-même des conditions objectives, mais cette dépendance n'est pas un processus simple* » (8).

Cette réalité n'est pas propre aux Etats-Unis. Trotsky écrit :

« *Il existe, partout dans le monde, ce qui existe aux Etats-Unis, à savoir cette disproportion entre les facteurs objectifs et subjectifs, mais elle n'a jamais été aussi aiguë que maintenant* » (9).

De là découle la responsabilité historique de la IV^e Internationale :

« *Les tâches stratégiques consistent à aider les masses à adapter leur mentalité politique et psychologique à la situation objective, à surmonter les préjugés traditionnels des ouvriers américains, à adapter leur état d'esprit à la situation objective de la crise sociale de l'ensemble du système* » (10).

C'est toute la méthode du *Programme de transition* qui veut fournir

« *une aide aux masses pour surmonter les idées reçues, les méthodes et les formes, et pour s'adapter aux exigences de la situation objective* ».

C'est pourquoi

« *ce programme de transition doit inclure les revendications les plus simples (...) [jusqu'au – NDR] mot d'ordre pour la création d'un soviet d'ouvriers. Ce sont là les deux points extrêmes, à partir du développement de notre programme de transition, pour trouver les liens et amener les masses à l'idée de la prise révolutionnaire du pouvoir* » (11).

... ET COMMENT LA SURMONTER

Comment « trouver les liens », comment surmonter ce fossé entre la maturité des conditions objectives qui mettent à l'ordre du jour la prise du pouvoir par la classe ouvrière et le fait que la conscience des masses n'a pas encore atteint le degré où elles saisissent cette réalité ? Trotsky multiplie les exemples pour mieux se faire comprendre. En 1938, un sénateur des Etats-Unis, Ludlow, propose la tenue d'un référendum comme préalable à toute entrée

(7) « *Discussion sur le Labor Party* », 21 mars 1938.

(8) « *Discussion pour résumer sur les revendications de transition* », 23 mars 1938.

(9) *Ibidem*.

(10) *Ibidem*.

(11) *Ibidem*.

en guerre des Etats-Unis. Comment aborder cette proposition ?

« La déclaration du CN (du SWP — NDR) affirme que la guerre ne peut pas être arrêtée par un référendum. C'est tout à fait juste. Cette affirmation fait partie de notre attitude générale sur la guerre en tant que développement inévitable du capitalisme, et selon laquelle on ne peut changer la nature du capitalisme ou l'abolir par des moyens démocratiques. Un référendum est un moyen démocratique, mais ni plus ni moins. En réfutant les illusions sur la démocratie, nous ne renonçons pas pour autant à cette démocratie tant que nous sommes incapables de la remplacer par l'institution d'un Etat ouvrier. (...) Naturellement, ce serait mieux si nous pouvions immédiatement mobiliser les ouvriers et les fermiers pauvres pour renverser la démocratie et la remplacer par la dictature du prolétariat qui est l'unique moyen d'éviter les guerres impérialistes. Mais nous ne pouvons le faire. Nous constatons que de larges masses cherchent des moyens démocratiques pour arrêter la guerre. C'est une question qui a deux aspects : l'un est entièrement progressiste, c'est la volonté des masses d'arrêter la guerre des impérialistes, leur manque de confiance dans leurs propres représentants. Ils disent : oui, nous envoyons des gens au Parlement, mais nous voulons les contrôler sur cette importante question, qui signifie vie ou mort pour des millions et des millions d'Américains. C'est un pas tout à fait progressiste. Mais il est lié à des illusions selon lesquelles on ne peut arriver à cet objectif que par ce moyen. Nous critiquons cette illusion. Quand le pacifisme vient des masses, c'est une tendance progressiste, avec des illusions. Nous ne pouvons pas dissiper ces illusions par des décisions a priori, mais seulement dans le cours de l'action commune. Je crois que nous pouvons et que nous devons dire ouvertement aux masses : chers amis, nous pensons que nous devrions établir la dictature du prolétariat, mais vous ne le pensez pas encore. Vous croyez que vous pouvez tenir l'Amérique hors de la guerre par un référendum. Qu'allez-vous faire ? Vous dites que vous n'avez pas suffisamment confiance dans le président et le Congrès que vous avez élus, et que vous voulez les contrôler par un référendum. Bien, très bien, nous sommes d'accord avec vous qu'il vous faut décider vous-mêmes. Le référendum en ce sens est une excellente chose et nous le soutiendrons. Ludlow a

proposé cet amendement, mais il ne se battra pas pour lui. (...) C'est d'une lutte sévère qu'il s'agit et seuls les ouvriers peuvent la mener avec les fermiers, les masses — et nous combattons avec vous. Ceux qui vous proposent ces moyens ne veulent pas se battre pour eux. (...) Il nous faut avancer avec les masses, et pas seulement répéter nos formules, mais parler de façon à ce que nos mots d'ordre soient compréhensibles par les masses » (12).

AVANCER AVEC LES MASSES

Insistons sur cet aspect : « Ludlow a proposé cet amendement, mais ne se battra pas pour lui » ; « ceux qui vous proposent ces moyens ne veulent pas se battre pour eux ». Et surtout : « Il nous faut avancer avec les masses et pas seulement répéter nos formules, mais parler de façon à ce que nos mots d'ordre soient compréhensibles par les masses. » C'est un élément essentiel de la stratégie révolutionnaire. Celui qui ne fera pas l'effort de formuler ses mots d'ordre d'une manière saisissable par les masses renoncera à jouer le rôle qui doit être celui du parti d'avant-garde : aider la classe ouvrière à prendre en mains la solution à la question du pouvoir.

Tout au long de la discussion avec ses camarades américains sur la formulation des mots d'ordre transitoires, Trotsky consacre un long temps à la question de la formation d'un Labor Party à partir de la nécessaire rupture des syndicats avec le Parti démocrate. D'autant qu'au sein du SWP, une forte opposition se dresse contre ce mot d'ordre. Trotsky s'attache à répondre aux objections soulevées.

De quel parti s'agit-il ?

« Aux Etats-Unis, la situation est que la classe ouvrière a besoin d'un parti, son propre parti. C'est le premier pas dans l'éducation politique. (...) C'est un fait objectif en ce sens que les nouveaux syndicats créés par les ouvriers sont arrivés dans une impasse et que la seule issue pour les ouvriers déjà organisés dans les syndicats est de réunir leurs forces pour influencer la législation, pour influencer la lutte de classes. (...)

(12) « Discussion sur la lutte contre la guerre et l'amendement Ludlow », 22 mars 1938.

L'agitation pour un parti de la classe ouvrière n'est plus maintenant abstraite, mais, au contraire, un pas très concret dans l'avancement des ouvriers organisés dans les syndicats, en premier lieu, et de ceux qui ne sont pas organisés du tout. En second lieu, c'est une tâche tout à fait concrète déterminée par les conditions économiques et sociales. Ce serait absurde pour nous de dire que parce que le nouveau parti va naître de l'amalgamation politique des syndicats, il sera nécessairement opportuniste. (...) Bien entendu, si nous avons un choix véritable entre un parti réformiste et un parti révolutionnaire, nous indiquerions tout de suite notre adresse dans ce dernier. Mais il faut absolument un parti. C'est pour nous l'unique voie dans cette situation. Dire que nous allons combattre l'opportunisme, comme nous combattons, bien entendu, aujourd'hui et demain, surtout si le parti de la classe ouvrière a été organisé, en brisant un pas progressiste qui peut engendrer l'opportunisme, est une politique tout à fait réactionnaire, et le sectarisme est souvent réactionnaire parce qu'il s'oppose à la nécessaire action de la classe ouvrière. On peut imaginer sous une forme schématique trois types de Labor Party aux Etats-Unis dans la prochaine période. (...) Si le parti est assez lâche (dans son organisation) pour nous accepter, il serait stupide de ne pas y entrer. Si nous entrons avec la possibilité d'y travailler en tant que parti, c'est que le Labor Party est un parti opportuniste aux liens assez lâches. Le fait qu'un tel parti nous accepte signifie en lui-même que les opportunistes ne sont pas assez forts pour nous éliminer. (...) Ce peut être un Labor Party créé dans une période moins critique, une ambiance moins tourmentée, des conditions plus calmes, plus tranquilles, avec la prédominance de dirigeants réactionnaires conservateurs, avec un appareil plus ou moins centralisé — qui nous écartera en tant que parti. Alors nous continuerons bien entendu d'exister comme parti à l'extérieur d'un parti aussi opportuniste et nous ne considérerons que la possibilité de notre pénétration dans un tel parti — mais, en tant que parti, nous restons en dehors d'un semblable parti opportuniste centralisé. Si, dans le Labor Party, nous devenons la tendance prédominante, une tendance révolutionnaire avec les dirigeants qui sont les nôtres, les idées qui sont les nôtres, etc., alors nous deviendrons les avocats de la centralisation de ce parti aux liens lâches d'organisation. (...)

C'est la troisième étape de l'évolution, l'étape dans laquelle notre parti se dissout dans ce Labor Party d'une façon qui détermine le caractère de ce Labor Party. A la première étape, nous disons : "Travailleurs ! Vous avez besoin de votre propre parti !" » (13).

PRENDRE EN COMPTE LE MOUVEMENT TEL QU'IL EST

On retrouve ici, appliqué à la question particulière du parti, ce qui guide la démarche générale de Trotsky sur les mots d'ordre de transition. Il faut prendre en compte « le mouvement tel qu'il est » :

« Le cam [arade] Dunne dit que nous ne pouvons pas encore appeler les syndicats à soutenir le SWP ? Pourquoi ? Parce que nous sommes trop faibles. Et nous ne pouvons pas dire aux ouvriers : " Attendez que nous soyons devenus plus influents, plus puissants." Il nous faut intervenir dans le mouvement tel qu'il est » (14).

Dans un dialogue avec Trotsky, l'un des dirigeants de l'organisation trotskyste des Etats-Unis, Max Shachtman objecte :

« Je ne comprends pas ce que vous dites quand vous dites qu'on ne peut pas défendre un parti réformiste, mais nous le défendons et devenons les champions du mouvement LP dans le but d'imposer politiquement la volonté des ouvriers. »

A quoi Trotsky répond :

« C'est une question d'approche pédagogique. Comment peut-on dire que nous demandons la création d'un parti réformiste ? Nous disons (aux ouvriers — NDR) que vous ne pouvez imposer votre volonté à travers un parti réformiste, seulement à travers un parti révolutionnaire. Les staliniens et les libéraux souhaitent faire de ce mouvement un parti réformiste, mais nous avons notre programme et nous en ferons un parti révolutionnaire. »

James P. Cannon objecte :

« Comment pouvez-vous expliquer un Labor Party révolutionnaire ? Nous disons : "Le SWP est l'unique parti révolutionnaire et son programme le seul révolutionnaire." Comment pouvons-nous donc

(13) « Deuxième discussion sur le Labor Party », 23 juillet 1938.

(14) « Discussion sur le Labor Party », 21 mars 1938.

expliquer aux ouvriers que le LP est aussi un parti révolutionnaire ? »

Réponse de Trotsky :

« Je ne dirai pas que le LP est un parti révolutionnaire, mais que nous ferons tout pour que ce soit possible. A chaque réunion, nous dirons : "Je suis représentant du SWP. Je considère que c'est le seul parti révolutionnaire. Mais je ne suis pas sectaire. Vous essayez maintenant de créer un grand parti ouvrier. Je vous aiderai, mais je vous propose d'examiner un programme pour ce parti. Je fais telle et telle proposition." C'est ainsi que je commence. Dans ces conditions, ce serait un grand pas en avant. (...) Vous posez la question de façon trop abstraite : naturellement, il peut se cristalliser en un parti réformiste et un qui nous exclurait ! Mais nous serons une partie du mouvement. (...) Nous disons toujours aux ouvriers : "Il vous faut votre programme pour ce LP : voici le mien." Et nous proposons notre programme de revendications de transition » (15).

LABOR PARTY ET "ÉTAT D'ESPRIT DES MASSES"

La question du Labor Party est mise à l'ordre du jour par le développement considérable des syndicats américains dans les années 1934-1935, en dépit de la position des dirigeants officiels des syndicats. C'est pourquoi, construire le Labor Party, écrit Trotsky, implique de « briser la résistance de la bureaucratie ».

« Le Socialist Workers Party, section de la IV^e Internationale, comprend clairement le fait qu'en vertu de raisons historiques défavorables, son propre développement s'est produit avec beaucoup de retard par rapport à la radicalisation de larges couches du prolétariat américain, et c'est précisément pour cela que le problème de la création d'un Labor Party est mis à l'ordre du jour par tout le cours du développement. (...) Tout en préservant sa pleine indépendance organisationnelle et politique, le SWP mène systématiquement et de façon intransigeante la lutte contre la bureaucratie syndicale qui résiste à la création d'un Labor Party ou tente d'en faire une arme auxiliaire d'un des partis bourgeois. En expliquant et en popularisant son programme de revendications de transition, dans les syndicats, dans ses propres réunions, etc., le SWP dénonce inlassa-

blement, sur la base de l'expérience vivante des masses, les illusions réformistes et pacifistes de la bureaucratie syndicale et de ses alliés sociaux-démocrates et staliniens » (16).

Y aura-t-il Labor Party ? Quand, comment va-t-il se développer ? A cela, il est difficile de répondre, précise Trotsky, pour qui la formulation d'un mot d'ordre découle d'abord de la situation objective :

« Le problème n'est pas l'état d'esprit des masses, mais la situation objective, et notre travail est de mettre le matériel arriéré des masses en face de tâches qui sont déterminées par les faits objectifs et non par leur psychologie. Il en est de même pour la question particulière du Labor Party. Si la lutte de classe n'est pas écrasée, si elle ne laisse pas la place à la démoralisation, alors le mouvement trouvera un canal nouveau, et ce canal sera politique. C'est l'argument fondamental en faveur de ce mot d'ordre. Nous affirmons que le marxisme est le socialisme scientifique. Que signifie réellement "socialisme scientifique" ? Cela signifie que le parti qui représente cette science sociale a comme point de départ, comme pour toute science, non les désirs subjectifs, les tendances ou l'état des esprits, mais les faits objectifs, la situation matérielle des différentes classes et leurs rapports entre elle. Ce n'est que par cette méthode que l'on peut établir des revendications qui correspondent à la situation objective, et ce n'est qu'ensuite que nous adapterons ces revendications et ces mots d'ordre à l'état d'esprit donné des masses. Mais commencer par l'état d'esprit comme un fait fondamental serait une politique non scientifique, mais conjoncturelle, démagogique et aventuriste » (17).

LE PROGRAMME EST-IL DÉPASSÉ ?

Dans la préface à l'édition péruvienne, le camarade Pierre Lambert revient sur cette question :

« Le Programme de transition, élaboré il y a plus d'un demi-siècle, serait-il vieilli et dépassé ? Regardons-y de plus près. Personne dans le monde ne peut nier que depuis son édition, la planète a été déchi-

(15) *Ibidem.*

(16) « *Le problème du Labor Party* », avril 1938.

(17) « *Discussion sur le Labor Party* », 31 mai 1938.

rée par des contradictions d'une ampleur inconnue jusqu'alors : Seconde Guerre mondiale, et, à sa suite, mouvements révolutionnaires embrasant tous les continents, guerres révolutionnaires des peuples, conflits dits régionaux, crise économique mondiale dont aucun pays ne voit la fin, crises politiques multiples. Révolution et contre-révolution dans des combinaisons différentes sont toujours face à face. Il est indéniable que la crise de l'humanité n'a pas encore trouvé de solution. Faudrait-il en conclure qu'il n'est d'autre solution que celle imposée par l'impérialisme qui continue à dominer le monde ? Avons-nous raison d'estimer que le mouvement révolutionnaire international des exploités et des opprimés se trouve confronté à de vieilles questions ? Le travail d'organisation et d'agitation afin d'aider les exploités et les opprimés devrait-il être considéré comme inopérant ? La société d'exploitation serait-elle éternelle, l'émancipation des travailleurs par leur propre mouvement serait-elle à reléguer au musée des accessoires vieillissés de l'histoire ? » (18).

Ces lignes ont été écrites il y a vingt-cinq ans. Ont-elles perdu de leur actualité ? A l'époque — nous étions en 1989 — le mur de Berlin s'apprêtait à tomber. Dans les années qui allaient suivre, la dislocation de l'URSS et l'effondrement de la bureaucratie stalinienne allaient être saisis par les idéologues de tous poils (et singulièrement de « gauche » et « d'extrême gauche », incluant le « Secrétariat unifié ») pour expliquer doctement que, finalement, le « socialisme réel » avait échoué et qu'il fallait bien se rendre à l'évidence : le choix était entre « économie de marché » et « économie sociale de marché ». On sait ce qu'il en est advenu. Le démantèlement de l'URSS — rendu possible par le fait que la bureaucratie contre-révolutionnaire est allée jusqu'au bout de son rôle de fourrier de la restauration capitaliste — a débouché sur une économie mafieuse, de pillage. Les traits les plus parasitaires, jusqu'à la caricature, d'un capitalisme décomposé, sont désormais les caractéristiques de toute l'économie mondiale. De bulle spéculative en bulle spéculative, de crise en crise, un système capitaliste totalement décomposé n'offre plus de perspective que la destruction en masse des emplois, le démantèlement des industries nationales, la dislocation des Etats, les guerres généralisées. Dans ce contexte, Pierre Lambert a-t-il eu raison d'affirmer

que l'essence du *Programme de transition* se concentre dans le fait que

« les lois de l'histoire sont plus fortes que les appareils (sociaux-démocrates et staliniens) » (19) ?

LES LOIS DE L'HISTOIRE SONT PLUS FORTES QUE LES APPAREILS

Affirmer cela, ce n'est pas faire acte de foi, c'est constater ce qui est. Inévitablement, les conditions objectives, une exploitation capitaliste à outrance, qui, en permanence, poussent les plus larges masses sur les voies d'une paupérisation grandissante (y compris dans les pays capitalistes développés), contribuent à reconstituer les conditions de la lutte de classe du prolétariat, seule à même de sauver l'humanité du désastre. Se trouve ici reposée — avec d'autant plus de force qu'il y a eu la chute de l'URSS — la question du « fossé » entre la maturité des conditions objectives et le retard du facteur subjectif. Aider à résoudre cette contradiction, est, explique Pierre Lambert en 1989, la tâche la plus urgente, la plus indispensable. Comment ? Certainement pas en assénant des vérités éternelles, y compris lorsqu'il s'agit du programme de la IV^e Internationale ! Il s'agit, en relation même avec le mouvement des masses, de contribuer à

« créer les matériaux pour la construction d'organisations ouvrières indépendantes, syndicats et partis, pour lesquelles les sections de la IV^e Internationale combattent, afin d'aider les masses à s'avancer sur le chemin de leur émancipation. Non seulement en Union soviétique, dans les pays de l'Est, mais en Amérique latine, en Afrique, en Europe, aux Etats-Unis et sur tous les continents, la masse elle-même est en mouvement, et c'est sur elle que l'avant-garde peut s'appuyer, sur son état d'esprit, pour développer une action politique et d'organisation conséquente, continue » (20).

Ce que le *Programme de transition* décrit comme les prémisses objectives de la révolution socialiste est au cœur de la préface de 1989 :

(18) « Préface à l'édition péruvienne ».

(19) *Ibidem*.

(20) *Ibidem*.

« *La décadence du système capitaliste, sa décomposition s'expriment dans tous les pays, et plus encore dans les pays sous-développés, par quelques données.* »

Ici, Lambert prend soin d'exposer la réalité de l'effondrement du revenu par habitant, de la destruction des forces productives, de l'explosion de la dette, de la croissance de la famine, concluant que

« *la crise incurable du système capitaliste dans sa période impérialiste, nourrie par la CEE, le FMI, la Banque mondiale, entraîne les peuples du monde entier au désastre* ».

Au sujet de la dette externe qui écrase les peuples des pays dits « dépendants », il précise :

« *Quelles qu'en soient les modalités, le paiement de la dette accable lourdement les peuples. Les gouvernements qui acceptent de payer la dette se soumettent au contrôle étranger. Tout gouvernement qui s'engage à payer la dette s'engage à soumettre toute l'économie, et plus généralement toute la vie de la nation, au contrôle du capital étranger. Ils remettent ainsi en cause les conquêtes partielles de la nation opprimée ; le FMI et la Banque mondiale, en exigeant la privatisation des entreprises nationalisées et des services publics, introduisent, avec une mainmise totale sur l'économie, sous certaines formes, un processus de "recolonisation".* »

Cette réflexion, consignée par Pierre Lambert dans la préface à l'édition péruvienne du *Programme de transition* se nourrit des initiatives en cours. Nous sommes en 1989. Deux ans auparavant s'est tenue à Caracas, au Venezuela, une conférence organisée en commun avec des partis qui ne sont pas membres de la IV^e Internationale (PT du Pérou, MAS-MIR du Venezuela) et la IV^e Internationale, conférence qui avait mis au centre le combat contre la dette, contre l'impérialisme fauteur du pillage. Se préparait alors, pour 1989, le tribunal international de Lima contre la dette et les responsables de la dette, dans lequel les mêmes composantes s'apprêtaient à participer, élargissant le spectre des organisations représentées. Ces deux pas en avant — conférence de Caracas et tribunal de Lima — préparaient la conférence mondiale ouverte de Barcelone de janvier 1991, jetant les bases de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples (21).

Lambert en vient à la question essentielle :

« *L'une des principales causes de la survie de l'impérialisme, sinon la principale, réside dans l'assujettissement à la bourgeoisie des appareils dominant le mouvement ouvrier. La dégénérescence de la social-démocratie et de la II^e Internationale s'est réalisée à l'aide de la corruption matérielle et politique de l'impérialisme. La bureaucratie stalinienne, "passée définitivement du côté de l'ordre bourgeois" (Léon Trotsky), a constitué les bases matérielles et politiques de la dégénérescence des PC et de la III^e Internationale, dissoute par Staline en 1943. Les systèmes politiques de la bourgeoisie en crise doivent sans cesse, pour la défense de la propriété privée des grands moyens de production, améliorer tout à la fois les instruments de la violence contre-révolutionnaire et l'utilisation des agences social-démocrates et des PC. (...) Néanmoins, la puissance comme facteur d'ordre de la social-démocratie et des PC, si tragiques qu'en soient les conséquences, trouve ses propres contradictions. Contradictions qui surgissent du mouvement des travailleurs et des peuples opprimés que les appareils sont chargés de discipliner, alors que la société bourgeoise en décomposition contraint les masses au combat pour assurer leur droit à la vie, leur droit au travail. En dernière analyse, la société bourgeoise en décomposition, incapable de guérir les maux qui accablent l'humanité, sape les bases sociales et politiques des appareils sociaux-démocrates de la II^e Internationale et des PC » (22).*

Quelle est la portée de cette réflexion aujourd'hui, en 2014 ? Dans les différents documents adoptés par la IV^e Internationale, notamment dans son VIII^e Congrès mondial, nous avons mis l'accent sur la crise de domination politique de l'impérialisme, crise indiscutable, fait majeur de la situation.

CRISE DE L'IMPÉRIALISME ET CONSTRUCTION DU PARTI

On le voit encore en cet été 2014, où l'offensive israélienne massacrant le

(21) Lire « *Pierre Lambert et la reproclamation de la IV^e Internationale* », Daniel Gluckstein, *La Vérité*, n° 78, juin 2013.

(22) « *Préface à l'édition péruvienne* ».

peuple palestinien à Gaza, et bien sûr soutenue par l'impérialisme américain, s'est largement retournée en son contraire, facteur de déstabilisation de l'ordre impérialiste et impulsion à une nouvelle poussée de la révolution palestinienne. Mais cette crise de domination s'exprime aussi bien dans les conditions du démantèlement de la Libye, de l'Irak, de la Syrie. Partout, c'est la destruction des Etats, des nations, sans parvenir à stabiliser une forme de domination. Et cela est vrai également à l'intérieur même des pays impérialistes. Il suffit d'observer les processus de crises politiques, institutionnelles, d'explosion littérale des institutions de la bourgeoisie dans des pays comme la Grèce, le Portugal, la France, et même la crise politique majeure qui divise les sommets de la bourgeoisie américaine. Pour autant, on ne saurait tirer d'autre conclusion que celle que tirait déjà notre camarade Pierre Lambert il y a vingt-cinq ans : la principale cause de cette crise de domination politique et de la survie de l'impérialisme, c'est l'assujettissement à la bourgeoisie des appareils dominant le mouvement ouvrier. C'est pourquoi la recherche de la solution à la crise de la direction, dans le cadre du dialogue avec le mouvement de la classe ouvrière à la recherche d'une issue politique, est la tâche centrale des militants de la IV^e Internationale.

QUELLE FORME DE GOUVERNEMENT ?

Dans cette tâche, quelle est la question politique qui centralise la lutte sur chacune des revendications partielles ? Lambert répond :

« Dans tous les pays et sur tous les continents, une seule question est posée : quelle forme politique de gouvernement permettra d'accomplir l'émancipation économique du travail ? L'expérience le prouve. Toute forme politique de gouvernement préservant la société bourgeoise soumet les intérêts des masses laborieuses des villes et des campagnes au capitalisme décadent. Toute forme politique de gouvernement qui prend la défense d'une bureaucratie privilégiée soumet les intérêts des masses laborieuses aux intérêts de la caste privilégiée. Le capitalisme dans sa phase impérialiste est facteur de

ruine sur tous les continents (...). Quelle forme politique de gouvernement peut garantir aux masses laborieuses le droit à la vie et ouvrir le chemin vers une humanité libérée du chaos de l'exploitation et de l'oppression ? La réponse en est donnée dans le Programme de transition. Une forme de gouvernement politique basée sur des organes de pouvoir englobant tous les travailleurs des villes et des campagnes, toutes les entreprises et toutes les professions, quel que soit leur niveau de qualification, et par ce fait susceptibles de formuler les besoins des masses laborieuses. Une forme politique qui, englobant également partis et syndicats, dans le respect de leur indépendance réciproque, réalise l'unité des travailleurs et des organisations. Une telle forme politique, établissant l'élection de députés révocables et rééligibles à tout moment, sur décision de leurs mandants, exclut la délégation permanente de députés constituant une élite supérieure. Une telle forme politique exclut le monopole de la représentation à un seul parti. C'est là le gouvernement des conseils ouvriers et populaires, englobant toutes les masses dans leur densité sociale et politique » (23).

“C'EST SEULEMENT PAR LA DISCUSSION LIBRE...”

Ce qui ramène Lambert à la réflexion sur la transition dans la construction du parti, dans le prolongement de la discussion engagée cinquante ans avant lui dans un autre contexte et en d'autres circonstances par Trotsky avec ses camarades américains :

« Peut-on douter que dans la complexité des processus révolutionnaires, il y aura une très grande diversité d'opinions politiques, des confusions multiples, y compris dans nos rangs ? Dans l'étape présente de la crise révolutionnaire mondiale, (...) il est absolument inévitable que s'entremêlent des tendances que le mouvement ouvrier avait dépassées au cours du combat engagé depuis le Manifeste du Parti communiste, avec les tendances à la recomposition politique du prolétariat “sur un nouvel axe”. (...) Le programme exclut le dogmatisme : « La pensée révolutionnaire n'a rien de commun avec l'idolâtrie. Les programmes et les pronos-

(23) *Ibidem.*

tics se vérifient et se corrigent à la lumière de l'expérience qui est pour la pensée humaine l'instance suprême" (Léon Trotsky). *Nous estimons, nous, partisans de la IV^e Internationale, que le Programme de transition adopté en 1938 a été vérifié par les événements jusqu'à ce jour. Mais nous ne présentons pas le programme comme un ultimatum. Nous disons qu'il faut mener à bien ce travail indispensable de construction de partis ouvriers indépendants. Nous proposons le programme sur lequel nous sommes organisés comme sections de la IV^e Internationale comme base de discussion. Car c'est seulement par la discussion politique libre et la confrontation la plus large, en un mot par l'application des règles de la démocratie ouvrière et leur respect, que seront surmontées les difficultés et les embûches introduites dans la lutte des classes par les partis de collaboration de classe. Toute l'expérience dans la lutte des classes atteste qu'un parti ouvrier indépendant, une Internationale, sont indispensables en raison de ce que le résultat final de la lutte de classe n'est pas d'obtenir un changement dans la société bourgeoise. Il s'agit de l'existence même de l'humanité entraînée à l'abîme par l'impérialisme. Et pour accomplir les tâches révolutionnaires, il n'y a pas de solution toute prête. Le marxisme est la méthode scientifique de construction organisée de l'instrument indispensable*

pour aider les masses à œuvrer elles-mêmes à leur émancipation. Mais la solution ne figure dans aucun livre. Nous partons de la IV^e Internationale, nous établissons à l'aide du programme qu'il n'est pas d'autre issue à la crise de l'humanité que le socialisme garanti par l'abolition de la propriété privée des grands moyens de production et la démocratie ouvrière. D'innombrables difficultés ont surgi. D'autres surgiront. Nous persévérons. (...) La marche à la révolution mondiale embrassant des centaines de millions d'hommes, à travers tous les continents, amènera à la surface, partout, dans tous les pays, dans toutes les organisations, les scories produit de la décomposition du système de l'impérialisme et de la bureaucratie, et les éléments avancés à la recherche de solutions progressives. Le tout s'enchevêtrera. Le tri s'opérera partout. Fidèles au marxisme, au bolchevisme, aux principes du programme, nous ne nous laisserons pas détourner de notre voie. Car l'impérialisme est condamné. Car les usurpateurs bureaucratiques sont condamnés. Car la crise révolutionnaire se poursuivra à travers échecs et avancées, elle s'étendra. Et c'est elle qui fournit les matériaux pour, à la lumière des principes du programme, élaborer les moyens de construire la IV^e Internationale » (24).

Daniel Gluckstein

(24) *Ibidem*.



Pavlusko Imsirovic (1948-2014)

Cinquante ans de combat pour la IV^e Internationale en Yougoslavie et dans les Balkans

Dossier rassemblé par Dominique Ferré

Le 16 août 2014, Pavlusko Imsirovic est décédé à Belgrade des suites d'une longue maladie contre laquelle il a lutté avec détermination. Malgré la maladie, il était présent au dernier congrès de la IV^e Internationale et participait régulièrement au secrétariat international dont il était membre.

Ses obsèques ont eu lieu vendredi 22 août, au crématorium de Belgrade, en présence de plus de 150 personnes venues lui rendre hommage. De nombreux militants ouvriers et démocratiques de Serbie étaient présents, mais également un militant de Slovénie et une délégation de la section roumaine de la IV^e Internationale. Une délégation du secrétariat international de la IV^e Internationale, composée de Dominique Ferré et de Lucien Gauthier, était présente. Il y a eu deux interventions. Celle de Lazar Stojanovic, un vieil ami personnel de Pavlusko emprisonné avec lui, qui a raconté comment, dans la prison, Pavlusko était une aide et un soutien, leur insufflant courage et détermination. Il est revenu sur le parcours militant de Pavlusko, soulignant sa rigueur morale, son engagement, sa détermination. On lira ci-dessous l'intervention de Lucien Gauthier au nom du secrétariat international. Puis, c'est le poing levé que les participants entonnèrent *L'Internationale* dans différentes langues.

Pour rendre hommage à notre camarade, *La Vérité* publie dans ce numéro des extraits de documents et de discours qui rendent compte de cinquante ans de combat pour la IV^e Internationale en Yougoslavie et dans la région balkano-danubienne.

L'hommage de la IV^e Internationale

« Mesdames, messieurs, chers amis et camarades, nous sommes tous ici rassemblés pour saluer la mémoire de Pavlusko Imsirovic dont nous avons appris avec une grande tristesse la disparition le 16 août. J'apporte ici le salut de la IV^e Internationale, à laquelle il avait adhéré tout jeune et à laquelle il est resté fidèle toute sa vie.

Jeune étudiant, il a participé aux mobilisations de l'université de Belgrade en 1968. C'est dans ces conditions qu'il a décidé, en toute conscience, d'adhérer à la IV^e Internationale. Il savait que le combat contre le régime de parti unique de Tito et contre la bureaucratie stalinienne était indissociable de la lutte contre l'impérialisme. Toute sa vie, il mena ce combat contre le stalinisme et l'impérialisme.

En 1972, l'organisation trotskyste clandestine qu'avait constituée Pavlusko a été démantelée par la police. Le procès des trois militants trotskystes de 1972 visait à terroriser les jeunes et les travailleurs qui cherchaient à combattre. Pavlusko fut enfermé au pénitencier ; il y démontra une nouvelle fois sa force de caractère fondée sur la certitude que la lutte de classe chasserait la bureaucratie et l'impérialisme.

De très nombreuses fois durant toute la décennie 1970 et au début des années 1980, il se retrouva en prison ou passa en procès. Il paya chèrement son engagement, mais il ne recula jamais. Il ne céda ni au chantage, ni à la répression, ni à l'emprisonnement. Il continuait son combat fondé sur le principe que l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. Pavlusko était dur avec ses camarades et amis, parce qu'il était dur avec lui-même, intransigeant sur la question de l'indépendance de classe.

Quand, à la fin des années 1980, face à la mobilisation de la classe ouvrière dans toute les républiques de la Yougoslavie, en réaction aux plans du FMI et à la « thérapie de choc » qu'appliquait la bureaucratie, la nomenklatura au pouvoir provoqua une vague nationaliste pour opposer les travailleurs les uns aux autres, Pavlusko mena ce qu'on peut appeler le combat de sa

vie, le combat pour la défense de la Yougoslavie. Pavlusko était un vrai Yougoslave. Il était né dans une famille en Bosnie, d'un mariage mixte (comme 30 % des familles bosniaques de l'époque) ; il était donc véritablement un Yougoslave et se revendiquait comme tel. Son père et sa mère avaient été tous les deux des partisans pendant la guerre de libération nationale. Ses parents luttèrent contre l'occupation nazie, pour une Yougoslavie socialiste libre et indépendante ; sous une certaine forme, Pavlusko continuait ce combat en défendant l'existence de la Yougoslavie.

Lors de la première guerre en Croatie en 1991, Pavlusko joua un rôle déterminant en aidant à constituer en Serbie un syndicat indépendant du régime et de l'État, le syndicat Nezavisnost, qui a tenu, en novembre 1991, son congrès de fondation. Ce congrès s'est réuni au moment où s'affrontaient les troupes croates et serbes, où, en Serbie, une campagne nationaliste déchaînée se développait. Pavlusko réussit à faire adopter par le congrès une résolution contre la guerre, tendant une main fraternelle aux travailleurs croates. Pavlusko était persuadé que l'issue, pour les peuples de Yougoslavie et plus généralement des Balkans, était dans le combat des travailleurs et dans leur lutte de classe.

Durant toutes ces années, il participa à de nombreuses conférences qui eurent lieu dans différents pays balkaniques, rassemblant des militants ouvriers de toute la région. A la veille du déclenchement de la guerre en Bosnie, Pavlusko, avec un groupe de militantes de Sarajevo d'origines diverses, organisa le premier rassemblement contre la guerre annoncée en Bosnie, ouvrant ainsi la voie aux mobilisations de dizaines et dizaines de milliers d'habitants de Sarajevo, qui manifestèrent la veille de la guerre avec pour mot d'ordre : « *Serbes, Croates, musulmans, tous unis* ». Il ne cessa de mettre en cause la responsabilité de Milosevic au compte de l'impérialisme américain, ainsi que celle des autres fractions de la bureaucratie.

De la même manière, lors de la guerre au Kosovo, il développa la même position

internationaliste et anti-impérialiste. Il ne renonça jamais au combat contre l'impérialisme et le stalinisme. Il n'accepta jamais la désintégration de la Yougoslavie, et formula en permanence l'exigence de la reconstitution de la Yougoslavie, comme produit de la lutte de classe et de la lutte des peuples.

Au nom de la IV^e Internationale, j'apporte mon salut à ses camarades, à ses amis, à sa famille, et tout spécialement à ses enfants, Dragan et Ana, auprès desquels nous serons toujours. Et comment, en cet instant, ne pas associer à cet hommage Elka, la mère de Dragan et d'Ana, disparue il y a quelques années. Elle était également une militante.

Elle faisait partie des trois du procès de 1972 et fut condamnée à dix-huit mois de prison. Elle non plus ne céda jamais. Lors de la guerre en Yougoslavie, elle anima les mobilisations de femmes contre la guerre, et toute jeune, sa fille Ana participa à ces mobilisations. Dragan et Ana peuvent être fiers de leurs parents. Et nous pouvons être fiers d'avoir compté dans nos rangs depuis près de cinquante ans Pavlusko. Ce combat d'un demi-siècle, nous allons le poursuivre avec les camarades de Pavlusko. Salut au combattant révolutionnaire, salut au camarade, salut à l'ami, salut au frère. »

**Belgrade, 22 août 2014,
Lucien Gauthier**

Des manifestations étudiantes de Belgrade (juin 1968) au "procès des trotskystes" (1972) et au "procès des six" (1984)...

Extraits d'une interview accordée en juillet 2009 à l'hebdomadaire
Informations ouvrières (hebdomadaire du Parti ouvrier indépendant, en France).

L'an dernier, tu as donné plusieurs conférences et interviews à la radio à propos des mobilisations ouvrières et étudiantes de 1968 en Yougoslavie ?

En tant que jeune communiste d'opposition, j'ai été l'un des militants les plus remarqués du mouvement de protestation de masse des étudiants en juin 1968 contre la dictature stalinienne bureaucratique de Tito. Ce mouvement étudiant en Europe et en Yougoslavie était l'écho de la mobilisation de la classe ouvrière de l'Europe et des Balkans pour défendre ses acquis contre l'offensive conjointe de l'impérialisme mondial et du stalinisme et de ses satellites. Je cherchais la continuité du marxisme et du léninisme, et j'ai retrouvé cette continuité dans la lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale. Je dois ma formation politique au camarade Gérard Bloch, auquel je suis personnellement reconnaissant par-dessus tout, et qui a été mon ami personnel et politique, l'un des dirigeants de l'Organisation communiste internationaliste et l'un des animateurs d'*Informations ouvrières* — tribune libre de la lutte des classes.

Tu as été poursuivi et condamné à plusieurs reprises par le régime de Tito...

Je suis l'un des nombreux militants d'Europe de l'Est qui ont été poursuivis par

les autorités politiques et policières, d'abord en nous accusant publiquement de façon mensongère de faire partie d'un « mouvement anticommuniste », et après cela — beaucoup moins publiquement — en tant que communistes. En 1972, lors du « procès des trotskystes » de Belgrade, j'ai été condamné à deux ans de prison pour avoir été l'un des membres fondateurs du Groupe d'initiative pour un parti ouvrier révolutionnaire.

Cette accusation était qualifiée de « conspiration anticommuniste et trotskyste » contre le régime de la Ligue communiste de Tito (le PC yougoslave). J'étais le seul trotskyste parmi les accusés membres de ce groupe et je n'ai pas caché cela devant le tribunal. Au contraire. Dans les dernières plaidoiries de ce procès, qui a duré plus d'un mois et qui a provoqué des protestations de masse dans le mouvement démocratique et étudiant yougoslave (et même des conflits entre les fractions du parti au pouvoir), j'ai déclaré que je comprenais entièrement le point de vue de l'accusation selon lequel l'organisation indépendante de la classe ouvrière constituait le plus grand danger pour le parti au pouvoir.

J'ai dit que je comprenais parfaitement que la bureaucratie au pouvoir, en tant que force sociale usurpatrice et parasitaire, ne

pouvait sans doute pas se définir publiquement comme anticommuniste ; c'est pourquoi elle était obligée de qualifier d'anticommunistes les authentiques communistes. Le procureur a réagi à cette plaidoirie en exigeant que les chefs d'accusation requis contre moi incluent un délit supplémentaire : propagande contre l'Etat, mais la cour a rejeté cette demande. Le régime de Tito a estimé qu'il était plus raisonnable de ne pas organiser un autre procès politique avec ce chef d'accusation. La suite de mon existence est caractéristique de celle de nombreux communistes oppositionnels d'Europe de l'Est de cette période. J'ai été arrêté plusieurs autres fois comme « *anticommuniste et trotskyste* » — parce que j'ai organisé des luttes pour le droit à l'organisation syndicale et politique indépendante des travailleurs yougoslaves. J'ai été en particulier, l'un des accusés au « procès des six » en 1984.

Cette politique de la bureaucratie a conduit à ce qui s'est passé en 1991 ?

Le mouvement de grève des travailleurs yougoslaves s'est développé en grève généralisée au cours des années 1980 contre les « thérapies de choc » du FMI, en d'autres termes contre les conséquences de la « transition » yougoslave vers le capitalisme. En 1980, la dette extérieure de la Yougoslavie était de 20 milliards de dollars. Au cours des sept années qui ont suivi, jusqu'en 1988, la Yougoslavie a payé 86,5 milliards de dollars au nom du service de la dette extérieure, sans réduire la dette principale, mais en la portant à 22 milliards. C'était une offensive permanente et continue contre les conditions de vie et les acquis des travailleurs yougoslaves, qui y ont répondu par la grève et la manifestation de masse. Le développement de ce mouvement vers la grève générale n'a été bloqué que par la guerre de l'impérialisme et de la nomenklatura bureaucratique mafieuse contre toutes les nations yougoslaves, détruisant la Yougoslavie. Cette guerre a facilité à l'impérialisme et à Eltsine la destruction de l'Union soviétique en décembre 1991.

Mais cette guerre n'a pas détruit tous les acquis des travailleurs yougoslaves, ni arrêté les mobilisations pour les défendre. Les mouvements de grève se sont étendus avec le mouvement contre la guerre, et dans ce cadre, les travailleurs ont constitué les premiers syndicats indépendants. En tant que

militant du bureau yougoslave de l'Alliance européenne des travailleurs (AET), j'ai été l'un des organisateurs et l'un des dirigeants du mouvement syndical indépendant et du mouvement contre la guerre. En août 1991, lors d'une manifestation de masse contre la guerre, la police politique m'a enlevé pour tenter de briser cette manifestation. C'était le même inspecteur de police qui m'avait arrêté plusieurs fois auparavant sous le régime de Tito. Il m'a présenté aux autres policiers en criant de manière haineuse : « *Regardez-le : il est encore communiste ! Un communiste ! Un bandit rouge ! Il est incorrigible !* » Je me suis moqué de lui et j'ai répondu : « *C'est la première fois de votre vie que vous dites la vérité. Oui, j'ai toujours été le communiste que vous avez accusé d'anticommunisme de façon mensongère. Vous l'avez finalement reconnu. Avez-vous le courage et la force d'organiser contre moi aujourd'hui un procès public anticommuniste ?* » Sous la pression du mouvement syndical et antiguerre yougoslave et européen, qui a été promptement organisé par l'Entente internationale des travailleurs, j'ai été libéré quelques heures plus tard. On m'a expliqué : « *On ne t'arrêtera plus. Si tu continues à nous poser des problèmes, nous laisserons le fasciste Seselj (1) te liquider. Nous sommes en guerre, alors un meurtre de plus ou de moins, ce n'est qu'une question de statistique.* » J'ai répondu : « *Il n'existe pas de fasciste en Yougoslavie qui soit en dehors de votre contrôle. Les Tchetsniks (2) de Seselj sont des chiens que vous tenez en laisse.* » Le jour suivant, j'ai raconté toute cette histoire publiquement à la jeune station de radio indépendante B92 de Belgrade, qui était alors très populaire. Vous pouvez constater le résultat, je suis toujours en vie.

(1) Vojislav Seselj : dirigeant du Parti radical serbe, ultra-nationaliste, un temps allié du régime de Milosevic, Seselj fut vice-président du gouvernement serbe de 1998 à 2000. Il est actuellement en attente d'un procès au Tribunal pénal international de La Haye.

(2) Tchetsnik : à l'origine, membre des groupes armés monarchistes serbes, partisans de Mihajlovic durant la Seconde Guerre mondiale, qui furent écrasés par les partisans rouges. Par extension, « tchetnik » signifie « nationaliste serbe ».

1991 : "Une guerre contre tous les peuples"

Extraits d'interviews de Pavlusko Imsirovic parues dans *Informations ouvrières* (alors hebdomadaire du Parti des travailleurs, en France)

"LE PREMIER SERBE TUÉ N'A PAS ÉTÉ TUÉ AU KOSOVO PAR DES ALBANAIS, MAIS À BELGRADE, PAR LA POLICE SERBE"

(3 juillet 1991)

Comment expliquer la situation de crise de désagrégation ouverte en Yougoslavie depuis plusieurs mois ?

Depuis plus de 20 ans, la politique et l'économie sont déterminées par le FMI. Sous cette pression et devant la résistance massive des ouvriers, la bureaucratie s'est de plus en plus désintégrée. Au point qu'après les bouleversements dans tout l'Est européen, la LCY (Ligue des communistes de Yougoslavie, le parti bureaucratique dominant) a formellement explosé et des partis se sont constitués dans toutes les Républiques.

Et les conflits nationaux ?

Lors des élections législatives dans les différentes Républiques comme en Slovénie et en Croatie, les partis nationalistes qui prétendent défendre les intérêts nationaux de ces peuples ont remporté les élections. En revanche, en Serbie (et au Monténégro), ce sont les partis staliniens rénovés qui l'ont emporté dans des « élections » à un Parlement bonapartiste totalement soumis. La bureaucratie serbe, à travers sa campagne nationaliste, a pour objectif de restaurer « l'ordre » central sous sa direction afin de faire payer aux autres Républiques — notamment la Croatie et la Slovénie, Républiques « riches » — la crise économique et sociale majeure du pays, et particulièrement aggravée en Serbie, et de mettre en œuvre les plans du FMI.

Concrètement, comment se manifeste cette offensive ?

Le 2 mars, Milosevic (chef de la bureaucratie serbe), a annoncé que dans les régions de Croatie où vit une minorité

serbe, il y avait eu des massacres de Serbes. Trois jours plus tard, tout le monde savait que c'était un mensonge. Le 9 mars, les partis d'opposition en Serbie appellent à une manifestation à Belgrade contre le monopole d'information. Personne ne s'attendait à ce que, par dizaines de milliers, ouvriers, étudiants, population tout entière manifestent, débordant les partis oppositionnels, débouchant sur des batailles de rue. Et tout le monde a pu constater une chose : le premier Serbe tué n'a pas été tué au Kosovo par des Albanais, mais à Belgrade, par la police serbe du gouvernement serbe tirant sur les manifestants.

Le pouvoir de Milosevic était très sérieusement menacé, il a fait quelques concessions et, surtout, il s'est appuyé sur les partis oppositionnels (qui partagent avec lui son nationalisme serbe) qui ont expliqué que les revendications avaient été satisfaites et qu'il fallait cesser de manifester.

Pour tenter de désamorcer cela, Milosevic a provoqué une crise du présidium fédéral, qui regroupe les représentants des différentes Républiques, en faisant démissionner le représentant serbe pour protester contre le fait que le présidium, en limitant le recours à l'armée, avait empêché de restaurer l'ordre en Serbie.

En même temps, il intensifiait les provocations en Croatie, faisant proclamer l'indépendance d'une région croate où il y a une forte minorité serbe, en provoquant, dans une autre région de Croatie, un piège à la police croate dont plusieurs hommes ont été abattus par l'armée yougoslave.

Dans ces conditions, quelle est la politique des gouvernements des autres Républiques ?

La victoire électorale des partis nationalistes croate et slovène exprime la volonté des masses de Croatie et de Slovénie de chasser la bureaucratie stalinienne et de rejeter l'oppression nationale, de réaliser

leur souveraineté nationale. Mais les gouvernements croate et slovène, au lieu d'en appeler à cette mobilisation démocratique des masses, cherchent à constituer des formations militaires nationales, des troupes policières spéciales, chargées de l'ordre et de la défense des Républiques. Or seule la mobilisation dans les usines, dans les quartiers, les villes peut assurer la défense de la souveraineté nationale des peuples.

Que va-t-il se passer alors ?

L'impérialisme — Bush, Kohl, Mitterrand ont été très clairs — veut imposer une solution négociée. Mais Milosevic n'a pas d'autre solution que de continuer ses provocations car il n'a aucune autre solution pour freiner les mobilisations ouvrières.

“Contre toute forme d'intervention étrangère dans les Balkans !”

Extraits du discours de Pavlusko Imsirovic, secrétaire du comité exécutif du syndicat Nezavisnost (Indépendance) de Serbie, au rassemblement international contre la guerre et l'exploitation (à l'initiative de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples), en juin 1993 à Paris

« Les mass media nous bombardent quotidiennement d'informations concernant les conflits sanglants entre les peuples frères de l'ex-Yougoslavie, entre les Serbes, les Croates et les musulmans. Ils oublient de dire combien infime est le nombre dans chacun de ces peuples de ceux qui détiennent les armes et mènent la guerre (...).

La guerre en Yougoslavie n'est pas une guerre entre les peuples yougoslaves, c'est une guerre contre tous les peuples de l'ex-Yougoslavie. C'est une guerre que mènent les mafias politiques nomenklaturistes dans l'intérêt de l'impérialisme.

Avec l'aide de l'impérialisme, ces mafias ont accédé au pouvoir ou s'y sont maintenues, comme c'est le cas en Serbie. Les principaux responsables de l'éclatement de cette guerre sont l'impérialisme et la dictature de Slobodan Milosevic. Depuis le début, le peuple serbe a résisté et résiste toujours à cette guerre. N'oublions pas que le premier engagement de l'armée fédérale et son intervention employant des chars contre les peuples se sont produits à Belgrade le 9 mai 1991.

Ce jour là, plus de 100 000 Serbes ont protesté massivement contre la provocation

Quelle issue, que proposent les militants de l'Alliance européenne des travailleurs (AET) en Yougoslavie ?

Aucun peuple de Yougoslavie ne peut avoir d'avenir seul, isolé, comme c'est d'ailleurs le cas pour tous les peuples des Balkans. En même temps, aucun peuple de Yougoslavie et des Balkans ne peut accepter de vivre dans une « communauté forcée », comme veut l'imposer Milosevic. Nous sommes pour la défense des droits des peuples croate et slovène. Pour éviter la catastrophe, nous pensons qu'une solution immédiate dans la perspective d'une fédération démocratique des Balkans réside dans une confédération démocratique des Républiques libres et souveraines de Yougoslavie, se substituant au carcan de l'actuelle fédération.

belliqueuse de Milosevic. Les premières victimes serbes sont tombées ce jour-là, sous les balles de la police de Milosevic.

Récemment, ici à Paris, vous avez eu l'occasion d'entendre Radovan Karadzic déclarer que, aux côtés des Serbes, il ne restait plus que Dieu et les Grecs. Ni les Serbes ni les Grecs ne sont aux côtés de Karadzic.

Aux côtés de Karadzic, il ne reste que son dieu et peut-être Mitsotakis (*le Premier ministre grec de l'époque — NDLR*), mais son dieu ne siège pas au ciel, mais à Washington. Et il a justement béni le morcellement de la Bosnie-Herzégovine.

Partager la Bosnie, diviser ses peuples, c'est la même chose que tuer des frères siamois pour leur faire des funérailles séparées. (...) La paix et la démocratie ne peuvent être garanties par les responsables de la guerre. C'est pourquoi nous sommes contre toute forme d'intervention étrangère dans les Balkans et pour le retrait de toutes les troupes étrangères des Balkans.

La paix et la démocratie ne peuvent être garanties que par les peuples organisés dans l'indépendance, par les masses vivant

de leur travail, par les jeunes actuellement dépourvus de tout avenir. La paix et la démocratie ne peuvent être garanties que dans l'unité, la solidarité et l'organisation. Ce meeting est un pas supplémentaire dans le rassemblement et la construction de cette

force. Vive l'union libre des peuples libres des Balkans ! Vive l'union libre des peuples libres d'Europe ! »

(*Informations ouvrières*,
n° 83, 23 au 29 juin 1993)

Le Kosovo en mars 2004 : un Kosovo indépendant ou un protectorat américain sur les Balkans ?

Dans cet article, Pavlusko Imsirovic a décrit dans le détail les provocations organisées sous l'égide des troupes d'occupation de l'OTAN et de l'ONU, visant à provoquer des « conflits ethniques », qui ont amené, en mars 2004, la proclamation de la prétendue « indépendance du Kosovo ». Il conclut ainsi sa démonstration :

« Une telle description détaillée des événements est nécessaire pour mettre en lumière le mécanisme des provocations qui engendrent les prétendus “conflits ethniques”. Cette fois-ci, les provocations visaient, d'une part, à forcer la décision d'une consolidation durable du protectorat “international” (traduire américain) sur le Kosovo, avec l'appui infaillible du gouvernement de Belgrade, et, d'autre part, à briser toute illusion chez les Albanais quant à la possibilité d'un Kosovo indépendant. Faisant suite au revers qu'a subi l'impérialisme américain dans ses prétentions à instaurer un protectorat mondial avec l'éviction du gouvernement Aznar en Espagne, l'administration Bush s'empresse de renforcer sa présence au Kosovo et en Europe centrale et orientale. C'est ce qui explique ses attentions beaucoup plus bienveillantes et plus tolérantes à l'égard du nouveau gouvernement de Belgrade que ne le sont celles de leurs alliés européens au sein de l'OTAN.

Lors de la formation de son gouvernement, Kostunica a présenté, comme partie intégrante de son programme, le plan de « cantonisation » du Kosovo sous tutorat international, selon le modèle qui existe en Bosnie après les accords de Dayton. Confronté à des grèves quotidiennes et aux protestations des travailleurs contre les privatisations et la “transition”, il tente de renouveler la manœuvre de Slobodan Milosevic des années 1980-1990 en bloquant la mobilisation massive des travailleurs par les tintamarres du chauvinisme. Il est difficile de dire

s'il a lui-même conscience des dangers qu'une telle “cantonisation” du Kosovo représente pour la Serbie. Elle ouvrirait la voie à la menace permanente d'une déstabilisation durable dans tout le pays et finalement à son propre découpage sous tutorat international.

Or un tel danger est latent et est d'autant plus grand que se développent les forces centrifuges et séparatistes au Sandjak et en Voïvodine.

L'intérêt national des Serbes et des Albanais est aujourd'hui la reconnaissance du droit à l'autodétermination du Kosovo jusqu'à la sécession qui serait acceptée par Belgrade sans la moindre pression étrangère. C'est la seule manière pour les peuples serbe, albanais et balkaniques d'ouvrir une perspective qui réponde à leurs aspirations communes à la paix et à la souveraineté nationale et de se dérober à la colonisation et au protectorat impérialiste. Aucun peuple des Balkans ne peut réaliser son émancipation et son indépendance en restant isolé des autres peuples des Balkans et de l'Europe.

Il ne faisait aucun doute pour le jeune parti social-démocrate de Serbie du début du XX^e siècle que le Kosovo était un territoire albanais et que la fédération socialiste des Balkans était la seule voie possible pour les peuples des Balkans. Pour mémoire, ce parti fut l'un des rares à mener, au sein de la II^e Internationale, une politique conséquente contre la guerre et, avec les bolcheviks et les « étroits » bulgares (l'aile gauche du parti social-démocrate bulgare de la II^e Internationale), elle a voté au Parlement contre les crédits de guerre, et même lorsqu'il fut clair que la Serbie allait être attaquée par l'Autriche-Hongrie.

Cette tradition est restée vivante au sein du KPJ, le Parti communiste yougoslave, même après sa stalinisation, jusqu'en 1948 avec le blocus du Kominform, blocus qui a d'ailleurs

empêché le développement de la fédération des Balkans. Jusqu'en 1948, la compréhension que le Kosovo devait être rattaché à une république albanaise, constituée dans le cadre de la fédération balkanique, allait de soi à l'intérieur du KPJ. Cette tradition a commencé à être étouffée seulement à partir de 1948, avec la constitution de la dictature bureaucratique de Tito, et l'étouffement de tous les droits démocratiques et de la liberté de tous les peuples de l'ancienne fédération yougoslave, et en particulier de ceux de la minorité albanaise. Notre devoir, le devoir de toutes les forces indépendantes des travailleurs, est de renouer avec cette tradition dans le combat quotidien contre les privatisations et les colonisations, pour le droit au travail, pour le droit à la vie, pour le droit à l'organisation libre et indépendante, pour le droit à la souveraineté nationale.

Aux privatisations anticonstitutionnelles qui se mènent en Serbie et au Monténégro, lesquelles ont été entamées par le régime de Slobodan Milosevic et intensifiée par le gouvernement prétendu « démocrate » de l'opposition d'alors qui a succédé à celui de Milosevic, s'ajoutent les privatisations qui ont commencé à être mises en œuvre ces derniers mois au Kosovo par les autorités d'occupation. C'est pour cette raison aussi que la question d'une Assemblée constituante en Serbie, au Monténégro et au Ko-

sovo se présente comme l'une des questions politiques centrales.

Aucun des partis et des regroupements politiques d'aujourd'hui qui siègent au Parlement ne veut ni ne peut ouvrir la perspective du renouement avec les traditions démocratiques du mouvement ouvrier des Balkans. Tous ces partis représentent la continuité du totalitarisme "stalinoïde". Ils sont apparus à la faveur de l'effondrement de l'appareil totalitaire et se sont constitués en collaboration avec le noyau restant de cet appareil et sous contrôle de l'impérialisme. Ces partis sont les instruments de l'impérialisme pour la destruction des acquis des travailleurs et pour l'instauration d'un nouvel ordre colonial qui vise à asservir les peuples dans les Balkans, et de la même manière, en Europe et dans le monde entier. Ces partis sont les cliques criminalisées que l'impérialisme entretient dans une rivalité mutuelle pour les contrôler plus facilement et plus efficacement. Le plus grand succès de l'impérialisme après l'effondrement du stalinisme a résidé justement dans le fait d'avoir réussi en s'appuyant sur ces partis, à bloquer la construction de partis ouvriers indépendants en Europe centrale et orientale. (...)

La responsabilité de la génération qui conduit la Quatrième Internationale aujourd'hui est plus grande et plus difficile qu'elle ne l'a jamais été auparavant.

“Nous convoquons une rencontre de militants ouvriers de l'est de l'Europe, des Balkans et de l'ex-URSS”

Extraits d'une interview de Pavlusko Imsirovic, responsable de l'Alliance politique ouvrière de Serbie (ex-Yougoslavie), affiliée à l'Entente internationale des travailleurs (juillet 2007).

Tu viens de lancer une invitation à une rencontre de militants ouvriers des pays de l'ex-Union soviétique, de l'est de l'Europe et des Balkans, rencontre qui aura lieu dans la grande ville industrielle de Cacak, à 150 kilomètres de Belgrade, fin octobre 2007. Pourquoi une telle rencontre ?

La situation dans nos pays des Balkans, de l'est de l'Europe et de l'ex-URSS s'intègre dans la situation mondiale. Début juin 2007, la Banque mondiale a publié un rapport se désolant d'une « lassitude à l'égard des réformes » dans les pays de l'est de l'Europe,

des Balkans et en ex-URSS. Qu'est-ce que les « réformes », si ce n'est la politique de privatisation-pillage et de destruction dictée par le système de la propriété privée des moyens de production aux pays de l'est de l'Europe et de l'ex-URSS depuis 1991 ? Et pourquoi la Banque mondiale se plaint-elle que « le processus de privatisation tarde à être parachévé » ? Dans un rapport sur la situation de la classe ouvrière en Serbie, nous avons écrit : « La grande majorité des travailleurs a toujours été et reste contre les privatisations (...). Dans les syndicats de la Poste, des chemins de fer et du secteur de l'électro-énergétique, il n'y a pratiquement

pas de forces qui osent intervenir ouvertement en faveur de la privatisation. »

A Zagreb (Croatie), s'est terminé, le 24 juin, un sommet régional sur la question de l'énergie, réunissant les chefs d'État de l'ensemble des Balkans (Croatie, Serbie, Bulgarie, Roumanie, Albanie...), et Poutine. La réunion était placée sous l'égide du slogan : « *L'énergie est une marchandise, mais spécifique.* »

Ouvrant la conférence, le président croate a indiqué : « *Il faut consolider la région, mais le retour au passé est impossible.* » Qu'entendait-il par le « retour au passé » ? S'agit-il des guerres prétendument ethniques, fomentées par Bush père à partir de 1991, qui ont ravagé et détruit les Balkans et l'ex-Yougoslavie ?

Non, pour le président croate, ce qui est impossible, c'est ce qu'il a appelé « *le retour à la vieille unité* », c'est-à-dire le retour à la Yougoslavie fédérale, constituée en 1946 par la victoire unie des peuples contre le nazisme, le retour à la propriété d'État, en particulier à la propriété des grands moyens de production comme l'énergie.

Il est frappant que, face à ceux qui déclarent que « *le retour à la vieille unité est impossible* », un congrès syndical de l'énergie en Serbie, réuni en décembre 2006, a formulé la proposition d'une action commune des syndicats de tous les pays de l'ex-Yougoslavie et des Balkans, pour que ceux-ci

s'adressent ensemble à leurs gouvernements afin de demander à l'Union européenne un moratoire sur la privatisation de l'énergie. Proposition qui a été reprise par l'ensemble des syndicats, mais s'est heurtée au refus de chacun des gouvernements mafieux des pays balkaniques, et l'on comprend pourquoi (...).

Ce que le président croate appelle « *le retour impossible au passé, le retour impossible à la vieille unité* », c'est le retour à la Fédération yougoslave, c'est-à-dire une solution démocratique pour les peuples des Balkans, vers la Fédération balkano-danubienne libérée de l'ingérence des grandes puissances et garantissant les droits égaux à toutes les nationalités. L'offensive pour séparer définitivement le Kosovo de ce qui reste de l'ancienne Yougoslavie constituée, pour l'instant, le dernier chapitre de l'éclatement de la Fédération yougoslave. Il ne s'agit pas des droits des peuples, mais de faire du Kosovo un protectorat sous la tutelle de l'Union européenne et de l'OTAN. Le Kosovo étroitement indépendant abrite la plus grande base militaire américaine (en superficie) hors des États-Unis : Camp Bondsteel (qui abrite 20 000 à 30 000 soldats américains, dans un « État » de 11 000 km²). Une politique de « balkanisation » appelée de ses vœux par l'Union européenne, au service du capital financier qui veut détruire sur tout le continent les conquêtes des travailleurs (...).

Vers une nouvelle explosion dans les Balkans

Les signes avant-coureurs d'une tempête révolutionnaire sur les Balkans

Février 2010

« Tous les pays des Balkans se dirigent irrémédiablement et à toute allure vers des explosions de grande échelle exprimant le mécontentement social et politique des travailleurs et des peuples, le genre d'explosion qui s'est toujours produite quand la majorité opprimée de la société en est arrivée au stade où elle ne peut plus et ne veut plus subir le poids d'une exploitation brutale et éhontée, et que simultanément, la minorité des marionnettes privilégiées détenant le pouvoir et leurs maîtres mondiaux ne peuvent continuer à gouverner et à exploiter en utilisant les mêmes méthodes et les mêmes moyens que par le passé.

Il est impossible de prévoir la dynamique, les délais ou les circonstances qui débou-

cheront sur les explosions ouvrières révolutionnaires dans les Balkans, mais il ne fait aucun doute que c'est la seule façon pour les travailleurs des Balkans de se battre ne serait-ce que pour survivre, de bloquer les réformes politiques et économiques génocidaires, de contraindre leurs gouvernements fantoches et leurs maîtres mondiaux à accorder des concessions et à réaliser des progrès rapides et importants dans la défense et la construction d'organisations syndicales et politiques indépendantes.

Le soulèvement révolutionnaire de la fin des années 1980 et du début des années 1990 a été enrayé par la guerre menée par l'impérialisme et les bureaucraties mafieuses locales contre toutes les nations de

l'ancienne Yougoslavie et des Balkans, ainsi que par le diktat de transitions contre-révolutionnaires "démocratiques" grâce à l'intervention militaire et politique directe des grandes puissances. Aucune autre guerre, aucune autre transition contre-révolutionnaire « démocratique » et aucune autre intervention militaire de l'OTAN ne sont désormais possibles dans les Balkans.

La résistance aux "réformes" dictées aux veules gouvernements fantoches des Balkans par le FMI et l'Union européenne grandit, se renforce et s'approfondit dans tous les pays des Balkans. Dès le début de l'année, tous les gouvernements des Balkans ont gelé les salaires et libéré les prix. La vague de grèves a débuté l'été dernier et ne s'est pas arrêtée au cours de l'année ; elle a littéralement déferlé durant les premières semaines de 2010, de telle sorte que les gouvernements des Balkans, bien qu'ils se soient préparés à gérer et à bloquer les grèves, ont été forcés de renoncer au gel des salaires et à leurs attaques contre le niveau de vie. Ils ont au contraire accordé des concessions aux ouvriers et aux jeunes qui se révoltaient.

Il en résulta une aggravation rapide de l'inflation, qu'on peut mesurer par l'évolution du taux de change de l'euro, dont la valeur a augmenté de 30 % au cours des six derniers mois, et le phénomène ne se ralentit pas. L'inflation est une méthode utilisée par les gouvernements pour déprécier en un rien de temps les concessions accordées à la suite de la mobilisation des travailleurs ; elle a été utilisée de la même façon dans tous les pays ayant connu un changement de régime au début des années 1990, au moment où commencèrent les premières privatisations, dans le but de réduire le mécontentement et d'affaiblir la résistance du peuple en acceptant des concessions fictives. Mais au début des années 1990, il s'agissait d'imposer les premières privatisa-

tions et d'ouvrir les marchés au capital mondial financier, commercial et industriel. Aujourd'hui, les enjeux de la lutte des classes, de même que son contexte, sont fondamentalement différents.

Aujourd'hui, les travailleurs et les peuples ont l'expérience de vingt années d'épreuves, de privatisations et de libéralisation des prix et du marché, l'expérience du pillage et d'une destruction sans répit des économies nationales et de tous les acquis sociaux et politiques, l'expérience du "pluralisme démocratique, syndical et politique démocratique", dont l'objectif prioritaire était d'empêcher la classe ouvrière de construire des organisations syndicales et politiques indépendantes, et de forger ses propres méthodes de lutte dans la défense de ses intérêts.

Après deux décennies d'une telle expérience, les travailleurs et le peuple, amers et déçus à la suite de la succession de tromperies et de manipulations, sont à nouveau obligés de se défendre pour assurer simplement leur survie ; et à nouveau, ils devront se passer de leurs propres organisations indépendantes, mais cette fois sans illusions sur les organisations politiques et syndicales qui existent au niveau national.

Cette fois, leurs revendications sont unifiées et plus ou moins identiques dans l'ensemble des Balkans et dans tous les pays du monde : interdire les licenciements, obtenir de l'Etat la garantie du droit au travail et du droit de vivre de son travail, exiger la renationalisation (pas la reprivatisation) des entreprises dont les propriétaires privés refusent d'accorder aux travailleurs le minimum de droits et la satisfaction de leurs revendications légitimes. »

(Suit une appréciation de la situation dans les pays suivants : Serbie, Croatie, Bosnie-Herzégovine, Monténégro, Slovénie, Roumanie, Grèce et Hongrie.)

Rédaction, administration et correspondance

(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris - France

Éditée par ACTE. Imprimerie ROTINFED 2000 Paris

**Revue publiée sous la responsabilité du secrétariat international
de la IV^e Internationale**

Directeur de la publication : Daniel Gluckstein

